

Un reaganisme rénové

S'ils l'avaient pu, les républicains auraient à nouveau investi M. Reagan. A défaut, cette convention de La Nouvelle-Orléans s'est achevée aux cris de « Quatre ans de plus ! », sur le constat d'une volonté unanime : continuer. Et la cérémonie inusitée du passage du flambeau entre le président, initiateur de la « croisade reaganienne », et son dauphin désigné, M. George Bush, n'aura pas été que pur spectacle. Elle a rassuré tous ceux qui doutaient encore du trop falot vice-président. Le choix du conservateur Quayle sur le « ticket », tranquillisant les plus orthodoxes, inquiets des tendances « modérées » de M. Bush.

« Continuer », ce sera donc, comme par le passé, promouvoir une Amérique « forte, libre », et dévirée, surtout, de la tentation d'augmenter ses impôts. Le tout, à peine maquillé aux couleurs plus tendres et plus dans l'air du temps de M. Bush : celles d'une nouvelle approche des problèmes sociaux, et d'une plus grande exigence dans l'éthique gouvernementale.

Aménagements destinés, bien évidemment, à gommer certains aspects négatifs de la fin de la présidence Reagan, et à redonner un peu de pimpant à une Maison Blanche ternie par de multiples scandales. Pour le reste, les républicains peuvent espérer que les ramesaux d'olivier de la « Pax Reagania » qui fleurissent un peu partout, de Moscou à Luanda, en passant par Kaboul, estomperont les derniers remugles de l'« Irangate », les dernières humiliations du « Panamagate ».

A défaut de vison nouvelle, voilà la machine en place ; mais comment la faire fonctionner ? Car « continuer », c'est aussi prendre le risque de faire du sur place. Difficile pourtant d'insuffler l'élan d'une courtoisie à ceux qui se contentent de monter la garde devant le bas de laine. D'autant que la prospérité a cet effet pervers que ce sont ceux qui en sont les plus repus qui aspirent au changement. Ne dit-on pas que les « yuppies », ces jeunes loups des classes dirigeantes, jusqu'ici reaganiens, se redécouvrent des engagements sociaux ?

La solution, les républicains l'ont comprise, c'est susciter soi-même la menace pour mieux appeler à la défense de l'héritage. En ce sens, l'idée d'un collectif jeune et agressif, permettant de montrer que le reaganisme ne concerne pas seulement le passé, était bonne. Hélas ! avec le choix du très controversé Quayle, l'effet est raté.

Et on voit mal comment le tandem républicain pourra tirer le débat électoral loin des questions de personnalité qui lui sont si défavorables, sur le terrain de l'idéologie, point faible des démocrates. Peindre ces derniers, sous le jour de « libéraux irresponsables et dépensiers » a toujours été une tactique républicaine éprouvée. L'ennui, c'est que M. Dukakis, flanqué d'un sénateur Bentson, au conservatisme irréprouvable, est, sans doute, ce que le parti démocrate a produit de plus pragmatique, en un sens : de plus... républicain.

Il ne reste plus à M. Bush qu'à espérer que les belles propositions démocrates, il faut le dire assez floues, restent au stade des promesses. Peu confiants, les électeurs se laisseraient alors peut-être séduire par l'appel le plus charismatique de cette campagne : celui des chiffres de l'héritage, dix-sept millions d'emplois nouveaux et 5,4 % de chômage.

(Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE.)

M 0147 - 0820 0 - 4,50 F



3790147004500 08200

Les ruptures d'équilibre en Asie du Sud

Birmanie : les manifestants réclament la démocratie

M. Maung Maung, ministre de la justice du gouvernement birman, a été nommé, le vendredi 19 août, président du Parti du programme socialiste, parti unique. Il remplace le général Sein Lwin, qui avait démissionné, il y a une semaine, de ses fonctions à la tête du parti et de l'Etat. Cependant, des centaines de milliers de personnes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes du pays, en faveur de la démocratie.

C'est finalement un civil, M. Maung Maung, qui a été choisi par le parti unique pour remplacer le général Sein Lwin. Ministre de la justice, formé en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et âgé de soixante-trois ans, ce juriste est le premier civil à prendre la tête du parti depuis le coup d'Etat du général Ne Win, il y a vingt-six ans.

M. Maung Maung passe pour relativement modéré. Mais, dans un pays aussi longtemps dominé par les généraux, l'influence des militaires ne saurait disparaître en un seul jour.

En choisissant un civil, et non l'un d'entre eux, les généraux, et en premier lieu l'ancien dictateur Ne Win, ont voulu tenir compte de l'exaspération de la population,

et d'une fraction grandissante des élites.

Cela explique que les deux généraux qui étaient également candidats au pouvoir suprême, MM. Aye Ko, numéro deux du régime, et Kyaw Htin, ancien ministre de la défense, se soient vus préférer M. Maung Maung.

Mais ce dernier est également un vieux fidèle du régime, et il risque de ne pas être le mieux placé pour restaurer un véritable pouvoir civil, voire de n'être qu'un simple paravent pour les militaires. Il faudra toutefois attendre de connaître le choix du futur président par le Parlement pour y voir plus clair.

P. de B.

(Lire la suite page 4.)

Pakistan : la mort de Zia est attribuée à un attentat

Les autorités pakistanaises privilégient la thèse de l'attentat pour expliquer la tragique disparition, le mercredi 17 août, dans l'explosion de son avion, du président Zia Ul Haq. Celui-ci sera inhumé samedi à Islamabad, en présence de nombreuses personnalités étrangères. MM. François Mitterrand, Michel Rocard et Roland Dumas ont adressé des télégrammes de condoléances aux dirigeants pakistanais.

Les messages de condoléances continuent de parvenir aux nouveaux dirigeants d'Ismaïabad, en particulier celui du président afghan.

Après les déclarations faites par le chef de l'Etat par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan, et par des responsables du ministère de la défense, c'est au tour de M. Mohamad Aslam Khattak, le ministre qui préside le gouvernement intérimaire, de reprendre la thèse du « sabotage », dans lequel une « puissance étrangère » pourrait être impliquée.

Bien qu'aucun nom ne soit prononcé, il est clair que les Pakistanais cherchent des responsables du côté de Moscou ou de New-Delhi, sans toutefois disposer, pour le moment, de preuves. Des experts américains ont quitté les

Etats-Unis pour aider les Pakistanais à déterminer les causes exactes de la catastrophe.

M. Khattak a déclaré que « ce tragique accident semble être dû à un acte de sabotage, car la boîte noire de l'appareil n'a enregistré aucun message sur sa disparition soudaine ». Il a rappelé qu'il y a quelque temps des « ennemis » avaient « projeté d'assassiner des personnalités politiques au Pakistan ». Le président Zia avait été l'objet de trois tentatives d'attentat, selon le quotidien *Muslim*. « Comment expliquer l'accident autrement que par un sabotage, a affirmé, pour sa part, le ministre de l'information. Le C-130 est l'avion le plus sûr, et il peut atterrir même si ses moteurs tombent en panne. »

(Lire la suite page 4.)

Nouvelle-Calédonie

Les négociations proches de leur conclusion. PAGE 7

Afghanistan

Six cents à huit cents tués dans la destruction d'une base soviéto-afghane. PAGE 20

Whirlpool-Philips

Création du numéro un de l'électroménager. PAGE 17

Inondations au Soudan

Les épidémies s'étendent. PAGE 6

Massacres au Burundi

Des centaines de victimes dans des affrontements ethniques. PAGE 6

Les « poissardes » à Versailles

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 20

Prague, vingt ans après



Vellités de « transparence » sous haute surveillance, par Sylvie Kauffmann

La vengeance de l'histoire, par Jiri Peřikan

Les souvenirs très personnels de M. Bilak Page 5

Demain

La fin du « printemps de Prague », par Georges Penchenier

Un entretien avec M. André Bergeron

La revalorisation des salaires est devenue « un problème majeur »

Secrétaire général de Force ouvrière depuis vingt-cinq ans, M. Bergeron passera le témoin à son successeur le 4 février prochain. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il se refuse toujours à choisir entre les deux candidats à sa succession, MM. Blondel et Pitous : il plaide pour la préservation de l'héritage de FO et réaffirme ses préoccupations constantes, comme le maintien du pouvoir d'achat des salariés, qui prend une particulière acuité.

« Comment voyez-vous le climat social à la rentrée ? Pensez-vous, comme le patronat de la métallurgie, que le calme qui prévalait depuis trois ans appartient au passé ?

— Des conflits ne peuvent naître que dans la mesure où le climat est fertile. C'est le cas. Je partage donc le point de vue patronal. La rentrée sera plus difficile qu'à l'ordinaire. La CGT, c'est-à-dire le Parti communiste, fera tout pour en rajouter.

— Qu'est-ce qui amènerait, selon vous, les salariés à être plus

« gréviculteurs » en 1988 que dans le passé ?

— Les salariés se heurtent à des difficultés. Ils constatent que leur pouvoir d'achat s'est tassé. Or, il faut bien faire face aux nécessités de la vie. C'est pourquoi le problème des salaires me paraît avoir pris une plus grande dimension.

— Vous aviez dit que s'il y avait des conflits sociaux vous ne joueriez pas le rôle de frein. Allez-vous vous battre pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour sa progression ?

— Le maintien du pouvoir d'achat est quelque chose de très important. Je sais bien qu'il n'est pas de bon ton de parler des fonctionnaires mais cela ne m'empêche pas d'en parler. Les instituts officiels de statistiques reconnaissent que le pouvoir d'achat des salariés de la fonction publique et des entreprises nationalisées a nettement diminué ces dernières années. On ne peut pas demander aux intéressés de s'y résigner jusqu'à la fin des temps.

— Pensez-vous vraiment que le gouvernement va lâcher du lest ? Ne serait-il pas plus important

pour lui de faire une politique d'aide à l'investissement qui pourrait permettre de favoriser les créations d'emplois ?

— Si le gouvernement de M. Michel Rocard veut rester fidèle aux discours tenus lors de la campagne électorale, il doit tirer les conséquences de ce tassement du pouvoir d'achat. Cela ne me paraît pas incompatible avec le souci d'améliorer la situation de l'emploi. Selon les statistiques de l'UNEDIC, en 1987, on aurait créé entre soixante-dix mille et quatre-vingt mille emplois nouveaux. C'est encore insuffisant puisque, pour maintenir simplement la situation en l'état, il faudrait créer entre cent soixante-dix mille et cent quatre-vingt mille emplois par an.

— Qu'attendez-vous du plan de M. Rocard pour l'emploi : un peu moins de traitement social et un peu plus de traitement économique ?

— Il ne faut pas développer excessivement le traitement social.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT. (Lire la suite page 16.)

RICHARD BOHRINGER

C'est beau une ville la nuit

« C'est beau une ville la nuit devrait donner des envies de lecture à tous ceux qu'on a persuadés, depuis l'enfance, que lire ne "servait" à rien et qui, aujourd'hui, se retrouvent manqués de leur imagination. Il paraît qu'ils sont tous en train de lire Bohringer. Quelle bonne nouvelle ! » Josyane Savigneau / Le Monde

156 pages, 35 F

denoël

FOOTBALL

Football : entraîneurs sans diplômes

Air, mer, terre. Le week-end sportif commence dans le ciel de Vichy, où, pour la première fois, un championnat du monde de parachutisme rassemblera toutes les disciplines de ce sport. Il se poursuivra, le dimanche 21 août, dans les eaux du Saint-Laurent, avec le départ de la Transatlantique à la voile Québec - Saint-Malo. Le week-end s'achèvera autour des terrains de football par la polémique qui agite la corporation des entraîneurs, réunie en assemblée générale le lundi 22 août. Les entraîneurs étrangers opérant en France sans diplômes reconnus sont dans le collimateur. Mais Roland Courbis, l'entraîneur français de Toulon, n'a, lui, pas le moindre diplôme...

Page 8

SANS TÊTE

■ Chypre, gestes d'hommes et traces des dieux

■ La table ■ Jeux

Pages 9 à 11

ÉTATS-UNIS : la fin de la convention républicaine

La controverse sur le passé militaire de M. Quayle assombrit le « couronnement » de M. Bush

LA NOUVELLE-ORLÉANS de notre envoyé spécial

M. George Bush n'a vraiment pas de chance, et il en faut pour devenir président des États-Unis. Au dernier soir de la convention républicaine, jeudi 18 août, il a donné le meilleur de lui-même. Comme son rival, Michael Dukakis, un mois plus tôt, il s'est hissé au-dessus de ses maigres talents d'orateur pour prononcer un beau discours, se posant clairement en successeur de Ronald Reagan à la tête du mouvement républicain.

Mais cette soirée qui aurait pu être triomphale a été gâchée, gommée par ce qui est devenu en l'espace de quelques jours télévisés l'affaire Quayle, et menace de virer à la catastrophe.

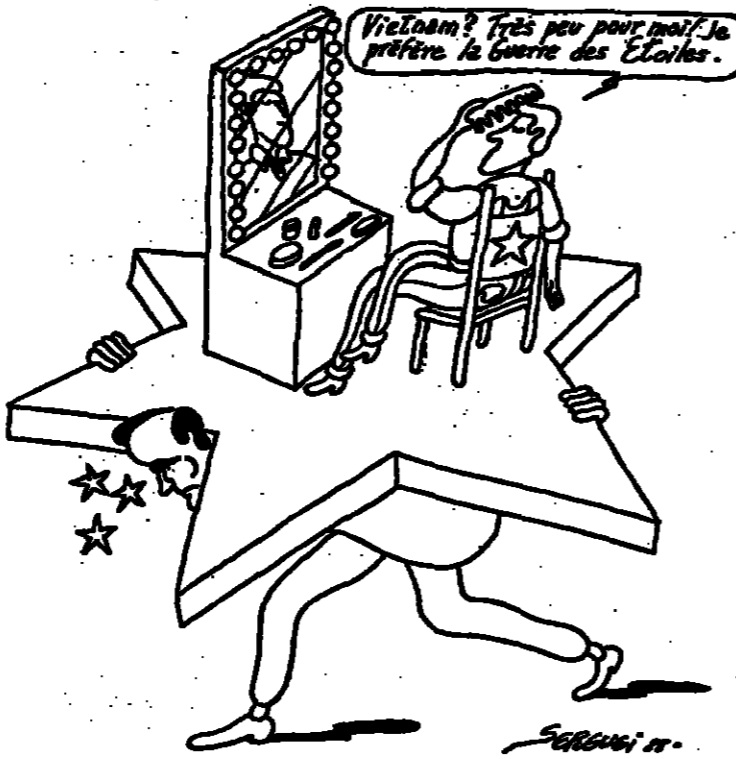
Le jeune sénateur choisi mardi par M. Bush pour figurer à ses côtés sur le ticket républicain, avait révélé, dès le lendemain, d'inquiétants signes de faiblesse par sa manière de répondre aux questions concernant certains aspects de sa vie (le Monde du 18 août). La presse américaine s'est, comme prévu, enfoncée dans la brèche : jeudi, au lieu de s'intéresser à M. Bush qui s'apprêtait à prononcer son discours d'acceptation, tous les journaux télévisés de la soirée ont exploré et commenté un épisode du passé du sénateur de l'Indiana.

L'épisode concerne la manière dont il a effectué son service militaire à partir de 1969. Danny Quayle, âgé à l'époque de vingt et un ans, est entré dans la National Guard — une formule qui consiste à effectuer des périodes militaires pendant plusieurs années, ce qui permet de poursuivre des études et une vie familiale — mais était aussi à l'époque un bon moyen d'échapper à un Vietnam. M. Quayle est loin d'être le seul dans son cas et nombre de ses contemporains adoptaient une solution beaucoup plus simple en allant au Canada pour échapper à la conscription.

Mais le plus « grave » est que, comme il avait laissé entendre du bout des lèvres, le jeune homme a usé de l'influence de sa riche famille, propriétaire des principaux journaux de son État, l'Indiana, pour se faire admettre dans ce corps très recherché à l'époque. Le « coup de fil » a été donné par le directeur d'un de ces journaux lui-même, ancien commandant de l'unité locale de la garde, qui naturellement a été retrouvé dès jeudi par la presse.

« Fiasco »

L'affaire peut paraître bénigne mais elle a été « montée » à une vitesse extraordinaire dans les médias et a semé la consternation ou au moins l'inquiétude dans les rangs républicains. Comment un homme sur la défensive pourra-t-il remplir son rôle, qui était clairement de mener une campagne agressive contre les démocrates ? Comment éviter que des Américains modestes, des Noirs, tous ceux qui n'avaient pas les moyens d'échapper au Vietnam, ne se détournent un peu plus de ce « ticket » ?



« Fiasco », « tragédie pour M. Bush », a-t-on commencé à entendre, y compris dans la bouche de certains analystes politiques proches des républicains. Les responsables du parti ont déployé tous leurs efforts pour tenter de limiter les dégâts et ont fait savoir que, contrairement à certaines rumeurs, M. Quayle ne serait pas retiré du « ticket ».

De fait, l'ordonnement de la convention n'a pas été bouleversé, le sénateur de l'Indiana a bien été désigné comme le candidat républicain à la vice-présidence et il est venu prononcer son discours d'acceptation, recevant les acclamations rituelles. En particulier quand il a dit crânement qu'il était « fier, oui fier, d'avoir servi six ans dans la National Guard ». Décidément très sûr de lui, il a aussi annoncé que « George Bush et Danny Quayle allaient écrire un nouveau chapitre dans l'histoire glorieuse de la plus grande nation que Dieu ait placée sur cette Terre ». Mais ces fortes paroles n'ont pas dissipé tous les doutes qui pèsent sur son avenir.

Bon nombre d'observateurs estiment qu'il n'en a plus pour longtemps, que la presse ne le lâchera pas et que M. Bush, lui, sera bien forcé de s'en défaire. Le cas s'est produit dans le passé. En même temps, on voit mal comment M. Bush pourrait, sans graves dommages pour sa propre candidature, écarter celui qu'il a choisi personnellement au terme d'un processus de sélection présenté comme particulièrement soigneux. En tout état de cause, l'affaire laissera des traces.

Dans son discours, le vice-président est pourtant parvenu pour la première fois à sortir vraiment de l'ombre de Ronald Reagan pour apparaître en pleine lumière. Il l'a fait en quelques phrases simples mais qui ont porté sur son auditoire :

« Pendant sept années et demie, j'ai aidé un président à s'occuper de la tâche la plus difficile qui soit sur terre (...), mais maintenant vous devez me considérer pour ce que je suis : le candidat républicain au poste de président des États-Unis. Et maintenant c'est moi qui me tourne vers le peuple américain pour partager avec lui mes espoirs et mes intentions. Lui dire « pour-quoi et où je veux [le] conduire ».

Beaucoup

Pour le reste, ce fut un discours bien ficelé et très honnêtement prononcé, avec ce qu'il faut de formules destinées à faire mal à l'adversaire. Et en même temps sur le ton élevé qui sied aux circonstances ; avec un thème général simple : oui, après le départ de Ronald Reagan, il y aura en tout état de cause changement. « Mais il faut un changement qui permette d'aller de l'avant au lieu de risquer de revenir en arrière ». Et M. Bush de dénoncer les « mauvais docteurs » qui ont laissé l'Amérique pantelante à la fin des années 70 et qui frappent à nouveau à la porte. M. Bush, comme il est naturel, repris le thème décentralisateur de tous les discours républicains et de M. Reagan lui-même : « Il y a huit ans, [nous] avons promis de rompre avec le passé et de rendre l'Amérique à sa grandeur ». Huit ans après, [nous avons] « le plus haut niveau de croissance économique de toute notre histoire et le plus bas niveau de tension dans le monde depuis plus de cinquante ans ».

Mais il a voulu montrer qu'il restait beaucoup à faire : « Soyons francs, les choses ne sont pas parfaites dans ce pays ». M. Bush évoque alors le sort de certains fermiers, de certains ouvriers, des enfants des villes qui « vivent au milieu de morceaux de verre brisé et

de vie brisée », de sans-abri. (...) « Ils sont là, il faut les aider ». Ce passage « social » n'a pas reçu le moindre applaudissement. En revanche, la foule des délégués a réagi avec enthousiasme aux tirades sur la peine de mort, la prière à l'école, le droit de posséder des armes et surtout la promesse de ne pas augmenter les impôts.

Dans un registre plus intime, le candidat républicain s'est attaché à travailler son image, à essayer de faire sentir au public qu'il était autre chose que le patriote qu'on voit essentiellement en lui. Il a parlé de ses débuts au Texas au moment de l'investiture pétrolière, « à trois dans une seule pièce », des communautés de voisinage et des barbeques si chères à l'Amérique profonde. Tout cela était bien sûr assez fabriqué, mais pas plus que les développements de M. Dukakis sur sa saga de fils d'immigrants. M. Bush s'est aussi efforcé avec un certain bonheur de réduire l'impact des attaques personnelles blessantes dont il a été l'objet de la part des démocrates, en prenant le parti d'un riro : « Quand ma femme m'a vu préparer mon discours, elle m'a dit : Mets-toi à l'aise, enlève tes chaussures et mets ton « pied d'argent » dans la bouche ». Cette image, « George est né avec un pied d'argent dans la bouche », avait fait fureur lors de la convention démocrate. Elle résumait en une formule les origines fortunées et les maladroites de langage de M. Bush.

Mais, après s'être écarté à deux ou trois reprises de son texte (écrit avec l'aide d'une jeune femme à qui l'on doit certains des meilleurs discours de M. Reagan), M. Bush a terminé comme il se doit sur un ton grave et déterminé : « Je vais faire en sorte que l'Amérique continue à aller de l'avant, toujours de l'avant, c'est ma mission et je l'accomplirai ».

Peut-être. Mais, au terme d'une convention qui s'est révélée, contrairement aux traditions, moins bien organisée que celle des démocrates, moins efficace en tout cas en termes médiatiques, la situation de M. Bush n'est pas vraiment brillante. Alors qu'il rattrapait son rival dans les sondages (phénomène normal au moment de la convention de son propre parti) le choix hâtif d'un coadjuteur trop vite « risqué » de tout compromettre. Si M. Bush peut encore espérer d'accéder à la Maison Blanche, c'est par un chemin plus escarpé que jamais, tandis qu'un véritable boulevard se déroule sous les pieds de Michael Dukakis. Naturellement, on peut aussi dériver sur un boulevard, mais le candidat démocrate est tellement prudent.

JAN KRAUZE.

RECTIFICATIF. — Dans l'article de Jan Krauze « Fantasia d'épiphants du 16 août », une erreur de transmission nous a fait citer la Nouvelle-Orléans comme « capitale de la Louisiane » au lieu de « capitale de la Louisiane ». La capitale de l'État étant, en fait, Baton-Rouge.

LIBAN : après le report de l'élection présidentielle

- M. Frangié reste en lice
● Le camp chrétien cherche un candidat de compromis « modéré »

BEYROUTH de notre envoyé spécial

S'il fallait jouer des symboles, comment ne pas constater que le Parlement libanais, convoqué sans succès le jeudi 18 août pour élire un successeur au président Gemayel (nos dernières éditions du 19 août), s'est partagé exactement par moitié — trente-huit députés sur soixante-seize encore vivants — ce qui a provoqué un report sine die de la séance par défaut de quorum fixé, en définitive, à cinquante et un parlementaires. Match nul, pourrait-on croire, dans le bras de fer engagé par alliés interposés entre Damas et Washington.

Pourtant tout n'est pas si simple. D'abord, pour Damas, qui s'était engagé à fond derrière la candidature de l'ancien président, M. Soleiman Frangié, le faible nombre de députés présents n'est pas un succès, même si, comme nous l'avons déclaré le fils du candidat, M. Robert Frangié, « celui-ci constitue plus une preuve éclatante des pressions auxquelles ont été soumis les députés du camp chrétien ou qui y résident, que du réel rapport de forces entre les deux camps ». Cela, a-t-il ajouté, « renforce notre détermination à maintenir sa candidature jusqu'à son élection ».

Dans l'Est chrétien, où l'on célèbre la « victoire » du boycottage réussi de ce premier tour électoral, le ton est aujourd'hui au compromis et il semble, en tout cas que, pressés par la nécessité, d'une part, et les conseils des États-Unis et du Vatican, notamment, d'autre part, les diverses forces politiques de l'Est, c'est-à-dire le président de la République, la milice des Forces libanaises, l'armée et le patriarcat maronite, aient enfin décidé de s'entendre pour se mettre d'accord sur un candidat acceptable par tous et qui serait présenté à Damas par l'intermédiaire de Washington.

Le chef de la milice chrétienne des Forces libanaises, M. Samir Geagea, déclarait, jeudi soir : « Nous allons trouver un candidat modéré, c'est-à-dire acceptable par toutes les fractions politiques présentes, les Libanais et les non-Libanais ». Interrogé sur le maintien ou non du veto que sa milice avait posé contre une éventuelle candidature du chef de l'armée, le général Michel Aoun, M. Geagea s'est contenté de répondre : « En politique, rien n'est immuable ». En fait, des contacts ont déjà eu lieu entre les libanaises des Forces libanaises et ceux du général Aoun, qui ont permis de détendre sérieusement l'atmosphère et d'envisager peut-être une rencontre entre les deux hommes.

Reste à savoir pourtant quel sera le marché conclu entre les diverses forces politiques de l'Est dont les antagonismes, mis au second plan aujourd'hui, n'ont pas disparu pour autant, et, surtout, comment régnera la Syrie.

Plusieurs hypothèses sont envisageables, y compris celle du blocage absolu si Damas maintient son appui à la candidature de M. Frangié. En effet, déclarait encore M. Geagea, « tant que l'ancien président sera en lice, nous boycotterons les élections ». Dans ce cas, si aucun président n'était élu avant le 23 septembre, date d'expiration du mandat de M. Amine Gemayel, celui-ci formerait un gouvernement provisoire qui pourrait être constitué uniquement de chrétiens, ce qui signifierait

alors, d'une certaine façon, la partition du pays. Certains leaders politiques à l'Ouest, accusent d'ailleurs M. Gemayel de jouer cette carte, soit justement en faveur de cette partition, soit, au contraire, pour pouvoir ensuite négocier avec Damas le renouvellement de son mandat.

On n'en est pas là, mais, d'ores et déjà, il semble acquis que l'élection d'un nouveau président, si on trouve un terrain d'entente, ne va pas intervenir avant la mi-septembre ou même quelques jours seulement avant la date fatidique du 23, qui marque la fin officielle du mandat de M. Gemayel. Tout dépendra, en fait, des calculs de Damas et de la possibilité du dialogue syro-américain.

Députés séquestrés

La séance de jeudi a montré les limites d'intervention des deux camps, et les accusations mutuelles ne vont pas aider à détendre l'atmosphère. A peine la séance terminée, en effet, ces accusations se sont multipliées de la part de plusieurs députés présents et du ministre de l'Intérieur, M. Abdallah Racy, gendre de M. Frangié, à propos des pressions exercées dans le camp chrétien pour empêcher les parlementaires de se rendre en séance.

Il semble bien, en tout cas, que, en plus du mot d'ordre de boycottage adressé mercredi aux députés résidant à l'Est, plusieurs d'entre eux aient été soit séquestrés, soit carrément enlevés le temps de la séance parlementaire. Bien qu'il soit impossible de faire la part de ce qui relève de la réalité ou de la comédie, des cas précis ont été signalés.

Ainsi celui de M. Mikhaél Daher, enlevé avant son arrivée au Parlement et relâché en fin d'après-midi, ou celui de M. Hamid Dakroub, enlevé par trois inconnus alors qu'il faisait son jogging, le jeudi matin à Beit-Méroun, dans la banlieue chrétienne. Plusieurs députés ont, d'autre part, affirmé avoir été séquestrés chez eux.

M. Abdallah Racy, a, pour sa part, affirmé que, outre ces deux cas, une quinzaine de députés avaient été « soumis à de telles pressions qu'ils avaient renoncé ». Il a accusé l'armée « de n'avoir pas accompli la mission dont elle avait été chargée puisqu'elle n'était pas intervenue, malgré les demandes qui lui avaient été adressées par ces députés ».

L'armée, dont le commandant en chef, le général Michel Aoun, fait encore plus qu'hier figure de candidat potentiel, n'a pas encore réagi à ces accusations. Selon une source militaire, la troupe est bien intervenue à quatre ou cinq reprises, mais pour constater que les députés ne voulaient pas, en fait, se rendre au Parlement. Toutefois, s'il ne fait aucun doute que des pressions ont bien été exercées, celles-ci ont eu lieu aussi en sens contraire à l'Ouest, où deux députés, qui ont refusé l'anonymat, ont affirmé avoir été « invités » par des responsables syriens à se rendre au Parlement.

C'est, en tout cas, le comportement du chef de l'armée qui est dénoncé avec le plus de virulence dans les camps des alliés de Damas, où l'on souligne que, en agissant ainsi, celui-ci a perdu toutes ses chances d'être un candidat de recours.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

Israël et les territoires occupés

Mise hors la loi des « comités populaires »

Le ministère israélien de la défense a annoncé, le jeudi 18 août que les comités populaires palestiniens des territoires occupés étaient désormais illégaux et que les membres seraient désormais passibles de dix ans de prison ferme.

Les comités populaires ont été créés progressivement depuis le déclenchement du soulèvement en décembre pour organiser la vie quotidienne dans les territoires occupés. Un de leurs objectifs est de couper les ponts avec l'administration militaire israélienne tout en mettant en place des institutions parallèles et autogérées. Selon le communiqué du ministre de la défense, ces comités ont été créés par des militants « d'organisations terroristes et sont dirigés, contrôlés et financés par ces organisations ».

L'annonce du ministère de la défense constitue une nouvelle étape dans la lutte sans merci engagée contre les comités populaires par les autorités. M. Rabin avait réaffirmé mercredi sa volonté de « neutraliser » ces comités qui visent à « institutionnaliser le soulèvement dans les territoires » (le Monde du 19 août).

Des manifestations ont eu lieu jeudi dans les territoires occupés, faisant huit blessés palestiniens, pour protester contre l'expulsion mercredi de quatre Palestiniens vers le Liban et l'annonce de l'expulsion prochaine de vingt-cinq autres, accusés d'être membres des comités et représentant toutes les tendances du mouvement palestinien. Quinze d'entre eux devaient engager vendredi une procédure d'appel qui retarderait leur expulsion. — (AFP).

Le programme : du « reaganisme social »

LA NOUVELLE-ORLÉANS de notre envoyé spécial

Une orientation résolument droite, assortie de préoccupations sociales et d'un intérêt nouveau pour l'environnement : le programme adopté par les républicains au cours de leur convention de La Nouvelle-Orléans, est celui d'un parti profondément transformé sous l'impulsion de Ronald Reagan, mais qui entend aussi se battre avec des armes différentes sur le terrain favori des démocrates.

L'idée est de poursuivre sur la lancée de ce qu'on appelle la « révolution reaganienne » — un pari sur les individus, libérés de la mainle de l'État, et l'exaltation d'une Amérique qui a retrouvé confiance en elle-même. Mais, en même temps, il s'agit de montrer que M. Bush peut s'attaquer aux problèmes que les Américains peinent désormais au centre de leurs préoccupations : la lutte contre la drogue, un effort pour les mal-logés, une aide aux familles qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans les crèches, une revitalisation de tout le système éducatif.

Telles sont les intentions, mais le résultat est un programme qui enchante la droite, majoritaire dans

le parti, y compris les militants religieux représentés, entre autres, par le « télévangéliste » Pat Robertson, et laisse amers bon nombre de modérés — une espèce en forte diminution au sein du Parti républicain (25 % des délégués se définissent comme tels) et encore plus la poignée de « libéraux » (l'extrême gauche relative) qui subsiste encore parmi les républicains. Ainsi, lorsque il propos de l'avortement, pour lequel les républicains excluent toute prime en charge, même en cas de viol ou d'inceste, une déléguée a fait valoir que son parti « manquait de compassion », on lui a coupé le micro (l'incident s'est produit quelques jours avant la convention elle-même).

En matière économique, les républicains s'opposent à « toute augmentation des impôts » et promettent même une réduction à 15 % de l'impôt sur les gains en capital. Ils proposent un « gel flexible » des dépenses courantes de l'État, une notion bien vague, qui apparaît comme l'un des sous-papés de sécurité introduite dans un programme par ailleurs rigide.

Les républicains se prononcent aussi pour un amendement à la Constitution imposant l'adoption par le Congrès de budgets équilibrés, ce qui a toutes les chances de rester un vœu pieux, à la fois parce qu'un tel amendement serait à peu près impraticable et parce

qu'il se heurterait aux démocrates, assurés de garder le contrôle de la Chambre des représentants.

Pour ce qui est du bien-être des individus, les républicains rappellent que l'essentiel est, comme ils l'ont fait sous Reagan, de créer des emplois et d'augmenter la richesse du pays et donc les chances de promotion de chacun. « Nous sommes le parti du vrai progrès social », ils s'opposent à des augmentations du salaire minimum, « des destructions d'emplois », et préféraient améliorer la situation des pauvres en accordant des « crédits d'impôt » (sorte d'impôt négatif) à ceux qui travaillent.

De même, ils annoncent leur intention de verser une allocation aux familles les plus modestes pour les aider à mettre leurs enfants à la crèche ou à la maternelle ou bien à permettre aux mères de rester au foyer pour s'en occuper. Les démocrates proposent, eux, des solutions plus dringantes, accordant une aide aux seules familles où la mère travaille et qui envoient leurs enfants dans des établissements agréés par l'État. Ce problème des crèches peut revêtir une importance considérable dans la campagne et beaucoup d'observateurs estiment que M. Bush a marqué un point en l'abordant de cette manière.

En politique étrangère, les républicains se retranchent sur les

positions reaganiennes — version dure. Ils saluent les progrès réalisés dans les relations avec l'URSS mais appellent à la prudence face à « la longue tradition des communistes en matière d'expansionnisme et de fausses promesses ». Ils envisagent un déploiement accru des systèmes de défense spatiale, alors même que M. Bush passe pour ne pas être un incondicional de l'OES.

En Amérique centrale, ils veulent renouer l'aide aux « contras », et de l'Afrique australe, où, tout en considérant l'apartheid comme « moralement répugnant », ils ne veulent pas envisager de sanctions économiques qui se retourneraient contre les Noirs d'Afrique du Sud.

Enfin, à propos du Proche-Orient, ils réussissent l'exploit d'aller encore plus loin que M. Dukakis et les démocrates en matière de soutien unilatéral à Israël. Non seulement ils affirment, comme leurs adversaires, que les États-Unis sont liés à Israël par « une relation morale et stratégique » qui devra être « solidifiée » et « institutionnalisée », mais ils s'opposent aussi explicitement à « la création d'un État palestinien indépendant », considéré comme incompatible avec « les intérêts d'Israël, de la Jordanie et des États-Unis ».

J. K.

ailles

Antoine...
membre de femmes...
à l'annonce anonyme.

Le programme...
de notre envoyé spécial

Le programme...
de notre envoyé spécial

me chronique :
roi ramena
6 octobre 1789

Asie

Après la mort du président pakistanais Zia Ul Haq

NEW-DELHI : la peur de l'inconnu

Le président Zia ne jouissait d'aucun capital de confiance à New-Delhi, mais sa disparition inquiète les dirigeants indiens en raison de la période d'incertitude qu'elle ouvre. Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, et, avant lui, sa mère Indira avaient appris à connaître la personnalité de l'ancien chef de l'Etat pakistanais pendant les onze années où celui-ci est resté au pouvoir. Cette connaissance réciproque avait permis l'instauration d'une certaine forme de dialogue — quoique rempli de suspicion et d'arrière-pensées — qui évitait que les conflits locaux ou régionaux ne dégénèrent en affrontements généraux.

Trois guerres indo-pakistanaises se sont greffées sur le drame de la partition, en 1947, de l'ancien empire britannique, et les deux pays, voire les deux peuples, ne sont pas près d'oublier les blessures qu'ils se sont mutuellement infligées. Cela explique sans doute le climat quasi-paranoïaque qui règne dans chaque pays à propos des noirs desseins, vrais ou supposés, que se prêtent mutuellement l'Inde et le Pakistan.

Il ne se passe pas un jour sans que la presse indienne publie des articles démontant les velléités agressives du voisin. Au Pakistan, dans une moindre mesure, la même phobie existe. D'autant que les deux pays se sont lancés dans une course aux armements sans fin, transformant de plus en plus cette partie de l'Asie en poudrière.

La mort de Zia crée, de ce point de vue, une secousse brutale dans un équilibre géopolitique et militaire déjà précaire. Son ou ses successeurs (s'il s'agit d'une junte militaire) risquent de ne pas avoir la même capacité de contrôler les conflits qui naissent perpétuellement entre les deux pays. Le gé-

ral Zia et M. Gandhi avaient parfaitement dosé — contrairement aux apparences — le niveau de leurs attaques verbales, mais sans doute aussi l'ampleur des affrontements sur le terrain. Dans le nord du Cachemire, dans la zone du glacier Siachen, soldats indiens et pakistanais se livrent des combats sporadiques pour le contrôle d'une région inhospitalière mais stratégique en raison de sa proximité avec le territoire chinois.

La question du Cachemire — partagé par une ligne de cessez-le-feu depuis 1948 — n'a jamais été réglée, et chaque pays continue d'en revendiquer la souveraineté. A Srinagar, la « capitale » de l'Etat indien du Jammu-Cachemire, où les musulmans sont en grand nombre, des manifestations se déroulent périodiquement pour réclamer le rattachement au Pakistan.

Des mesures de sécurité très fortes ont d'ailleurs été prises depuis la mort de Zia pour empêcher tout débordement populaire. La situation du Cachemire explique que l'Inde, où les musulmans représentent environ 14 % de la population, soit extrêmement attentive à la montée de l'islamisme dans la région. New-Delhi, qui craint les risques de contagion, n'aurait pas caché son inquiétude et son irritation à la suite des mesures prises récemment par Zia pour accélérer l'islamisation du Pakistan.

Pakistan prene l'initiative d'un conflit, tant la disproportion des forces conventionnelles entre les deux pays est à l'avantage de l'Inde. En revanche, ce déséquilibre disparait dès que l'on envisage la question de l'armement nucléaire du Pakistan.

Les dirigeants indiens croient, on l'a vu, à une bombe islamique, la capacité nucléaire acquise par le Pakistan étant — par définition — belliqueuse et anti-indienne, alors que la bombe indienne serait uniquement civile et « propre ». Les deux pays, qui restent également opposés à toute coopération internationale destinée à vérifier l'application du traité de non-prolifération nucléaire, entretiennent sur ce point une polémique alimentée régulièrement par les « révélations » de leurs journaux respectifs.

La presse indienne joue enfin un rôle majeur dans l'autre importante source de tension entre New-Delhi et Islamabad, à savoir la question du Pendjab. Incapables de mettre fin au terrorisme sikh, les dirigeants indiens ont choisi d'en rejeter la responsabilité sur le Pakistan. Islamabad, si l'on en croit les accusations indiennes, arme les « fous du Khalistan » (cet Etat indépendant et mythique des sikhs) et les entraîne sur son territoire.

La presse indienne a publié, il y a quelques mois, une carte du Pakistan montrant plusieurs dizaines de camps d'entraînement que personne, bien entendu, n'a jamais vus.

Les risques sont donc multiples d'une nouvelle période de tension entre les deux pays. Et la mort du général Zia constitue peut-être avant tout pour l'Inde la disparition d'un garde-fou.

La surenchère nucléaire

La question de l'atom est également sous-jacente dans la tension militaire entre les deux pays. En dépit des accusations indiennes, il apparaît très improbable que le

La résistance afghane craint l'interruption des livraisons d'armes

La mort du général Zia Ul Haq n'arrange pas, on s'en doute, les affaires de la résistance afghane. Celle-ci, en effet, recevait un soutien total de la part de Zia, malgré les pressions et, plus récemment, les menaces lancées par Moscou et Kaboul.

C'est un coup assasin porté à l'ensemble de la résistance afghane, estime un porte-parole de l'Alliance, Zia était le seul homme politique d'envergure internationale qui nous soutenait à fond et contre tous. Sa disparition est une tragédie dans le processus de libération de l'Afghanistan.

Depuis le 25 mai, date du début du retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, les armes qui transitent par le Pakistan ne passent plus qu'au compte-gouttes, le président Zia voulant tant soit peu faire mine de respecter l'accord de Genève auquel il est lié.

Désormais, plus une seule arme ne pourra passer entre les mains des moudjahidins de l'intérieur, poursuit le porte-parole. Simplement parce que les Pakistanais vont d'abord, du moins jusqu'aux élections de novembre, penser à leur propre pays et, par là, oublier leur soutien à la Résistance.

Les résistants afghans croient à la thèse de l'attentat. C'est sûrement un sabotage. Les services secrets soviétiques, qui ont très bien pu manipuler les opposants de Zia, n'y sont certainement pas étrangers.

WASHINGTON : inquiétude devant les risques d'agitation

WASHINGTON correspondance

Sans attendre la fin de la convention républicaine de La Nouvelle-Orléans, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, est parti pour Islamabad où il se contentera pas de représenter le gouvernement américain aux funérailles du général Zia. Au département d'Etat, on indique que M. Shultz s'entretiendra avec les représentants d'autres pays, y compris l'Union soviétique et la Chine, pour les convaincre d'éviter de favoriser les luttes internes qui se feront probablement jour.

M. Reagan, quant à lui, a immédiatement nommé M. Oakley, un diplomate de carrière de haut rang travaillant au Conseil national de sécurité, pour remplacer l'ambassadeur Raphael, tué dans l'explosion du C-130. La mission de M. Shultz et la nomination rapide d'un nouvel ambassadeur témoignent du souci de Washington de maintenir des relations privilégiées entre les deux pays.

Il n'empêche que les incertitudes créées par la mort du général Zia préoccupent les officiels américains. On craint ici que son successeur, probablement un militaire, ne bloque la transition vers un régime plus démocratique. Le général Zia, dit-on, était attentif aux recommandations américaines. Sans doute avait-il déposé son premier gouvernement civil, mais il avait annoncé des élec-

Plus d'un million de réfugiés afghans ont été évacués de la région de Kaboul. Les services américains ont financé l'opération. Les réfugiés sont envoyés dans des camps de réfugiés en Iran, au Pakistan et en Thaïlande. Les services américains ont financé l'opération. Les réfugiés sont envoyés dans des camps de réfugiés en Iran, au Pakistan et en Thaïlande. Les services américains ont financé l'opération. Les réfugiés sont envoyés dans des camps de réfugiés en Iran, au Pakistan et en Thaïlande.

PÉKIN : la perte d'un allié privilégié

Les dirigeants chinois n'ont pas fait mystère de leur inquiétude de voir le Pakistan, à bien des égards un pays crucial dans la diplomatie de Pékin, sombrer dans le chaos. Dès l'annonce de sa mort et avant même que la thèse d'un attentat ait été formulée, le chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, et le premier ministre, M. Li Peng, ont adressé à Islamabad un message de condoléances regrettant la disparition de « cet ami respecté de longue date », prenant soin d'exprimer le souhait que « le gouvernement et le peuple pakistanais (...) resteront unis et préserveront la stabilité ».

Le Pakistan a joué le rôle d'une cheville ouvrière dans le rapprochement de la Chine avec les Etats-Unis dès le début des années 70 : c'est avec sa complicité que M. Henry Kissinger « disparut » au cours d'une escale à Karachi pour aller secrètement à Pékin négocier le début de la normalisation sino-américaine. Face à l'Inde, la Chine a vu dans le Pakistan un allié privilégié lui garantissant un accès stratégique à l'océan Indien, notamment grâce à la route du Karakorum construite par les ingénieurs chinois.

à travers une des régions les plus étouffées du monde.

Plus récemment, le conflit afghan a donné lieu à une nouvelle expression de cette alliance sino-pakistanaise que Pékin se félicitait d'avoir maintenue en dépit du sort réservé par le président Zia au vieil ami des Chinois qu'était Ali Bhutto : la Chine avait bien, pour la forme, demandé la grâce de l'ancien premier ministre, non sans une certaine insistance. Mais les relations entre Pékin et Islamabad n'avaient nullement souffert de l'exécution de Bhutto par le nouvel homme fort pakistanais. Après l'invasion soviétique de l'Afghanistan, ces relations s'étaient développées en une coopération militaire pour armer la résistance afghane réfugiée au Pakistan. Pour avoir été plus discrète que l'assistance américaine, celle-ci n'en a pas moins pris une certaine ampleur au fil des ans.

Signe de l'importance attachée à ces liens par Pékin, M. Li Peng devait faire au Pakistan, en octobre prochain, sa première visite officielle à Pékin d'ici à la fin de l'année.

crise politique intérieure pakistanaise, au printemps, avait été la cause du seul hiatus enregistré dans les relations entre les deux pays, lorsque le président Zia avait démis de ses fonctions le premier ministre M. Junjo, aussitôt après une escale que celui-ci avait effectuée à Pékin pour préparer la visite officielle que devait effectuer le chef de l'Etat pakistanais. La Chine avait aussitôt fait savoir qu'elle « comprenait » les raisons ayant amené Zia à différer ce déplacement.

Premier fournisseur d'armes du Pakistan devant les Etats-Unis, partenaire de premier plan dans des domaines allant jusqu'au nucléaire — au grand dam de New-Delhi, — la Chine surveillera donc avec une attention particulière l'évolution d'un pays qui reste sa meilleure carte face à un Afghanistan au futur incertain et à un pouvoir indien également bien peu fiable aux yeux des Chinois. Même si M. Rajiv Gandhi doit, en principe, effectuer une visite officielle à Pékin d'ici à la fin de l'année.

MOSCOU : des condoléances diplomatiques

MOSCOU de notre correspondant

Les réactions soviétiques à la mort du président pakistanais, au-delà des usages diplomatiques habituels en ce genre de circonstances, cherchent à peine à dissimuler le mauvais état des relations entre Moscou et Islamabad. L'Union soviétique accusait en effet, ces derniers temps, avec de plus en plus d'insistance le Pakistan de ne pas respecter l'accord de Genève sur l'Afghanistan, en continuant d'accorder son aide aux moudjahidins.

En amonçant, le jeudi 18 août, que le président du Soviet suprême avait adressé « ses plus profondes condoléances » aux autorités pakistanaise, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, ajoutait aussitôt que l'Union soviétique s'était toujours prononcée en faveur de « relations normales » avec le Pakistan, une façon comme une autre de dire qu'elles ne le sont pas du tout.

M. Guerassimov soulignait d'ailleurs que son pays souhaitait un développement de ses relations avec Islamabad dans différents domaines, ce qui ne pourrait que contribuer « à la paix et à la stabilité en Asie ». Le porte-parole se félicitait enfin de l'annonce faite par les autorités pakistanaise de la restitution d'un pilote soviétique dont l'avion avait été abattu le 4 août, alors qu'il commençait à bombardier

BIRMANIE Les manifestants réclament la démocratie

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont, en effet, manifesté jeudi dans deux des principales villes du pays, Mandalay et Mounya.

A Mandalay, la manifestation avait à sa tête le recteur de l'université et comptait dans ses rangs des bonzes, des intellectuels, des fonctionnaires et même quelques policiers.

A Rangoun, plusieurs milliers de personnes se sont réunies à l'hôpital général, où l'armée avait massacré plusieurs personnes la semaine dernière.

Enfin, il semble bien que le Japon exerce lui aussi des pressions sur le régime de Rangoun pour qu'il cesse de tirer sur les opposants.

L'hypothèse de l'attentat est privilégiée

(Suite de la première page.)

Selon des villageois témoins de l'accident, l'avion a tourné deux fois autour de la zone, comme si le pilote s'était rendu compte que quelque chose n'allait pas. On a entendu ensuite deux explosions, à cinq secondes d'intervalle, avant que l'appareil ne s'écrase au sol et ne prenne feu.

La dénouille mortelle du président Zia ainsi que les corps des autres victimes, dont l'ambassadeur et l'attaché militaire des Etats-Unis, sont arrivés jeudi à l'aéroport d'Islamabad, où les attendaient les responsables gouvernementaux et une foule de plusieurs milliers de personnes scandant les cris de « Allah O Akbar ».

Les honneurs militaires ont été rendus au président Zia, qui sera inhumé samedi à la mosquée Fayçal de la capitale pakistanaise, une des plus grandes mosquées du monde, dont la construction fut financée par l'Arabie saoudite.

président du régime prosoviétique de Kaboul, M. Najibullah.

Ce dernier a réitéré son souhait d'une normalisation des relations entre les deux capitales et exprimé l'espoir d'une application de l'accord de Genève « qui constitue une base légale réaliste de solution à l'un des problèmes régionaux, dans l'intérêt national des deux pays ».

En visite en Finlande, le ministre afghan des affaires étrangères, M. Abdoul Wakil, a déclaré que « tout en regrettant le décès du président Zia », il espérait « que les changements à attendre au sein du gouvernement pakistanais ne modifieront pas la volonté d'Islamabad de se conformer aux engagements signés à Genève ».

On attend, pour les funérailles du général Zia, de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des ministres des affaires étrangères. En particulier, le roi de Jordanie, les présidents de l'Inde, du Bangladesh, de la Turquie et des Maldives, le secrétaire d'Etat américain, le secrétaire britannique au Foreign Office et le chef de la diplomatie allemande, M. Genscher. — (AFP, Reuters, AP, UPI).

Les messages de condoléances continuent d'affluer à Islamabad, en provenance du monde entier. On remarque notamment celui du

CORÉE : la rencontre Nord-Sud de Panmunjom Dialogue de sourds, mais dialogue tout de même

TOKYO de notre correspondant

Au cours de leur « rencontre de travail » à Panmunjom, le vendredi 19 août, les délégations du Nord et du Sud sont restées sur leurs positions, et se sont contentées d'exposer leurs propositions respectives pour la tenue d'une réunion de haut niveau. La rencontre a duré deux heures quarante-cinq minutes. Les deux délégations étaient composées de cinq personnes. Elles ont décidé, sur une proposition du Sud, de se rencontrer à nouveau samedi.

C'était la première fois depuis 1986 que les deux Corées repré-

sentent un dialogue politique.

Selon le porte-parole de la Corée du Nord, le chef de la délégation nord-coréenne, M. Chon Gum Chol, secrétaire général du comité pour la réunification pacifique de la patrie, a proposé une réunion plénière des 259 membres de l'Assemblée nationale du Sud et des 656 membres du Congrès du peuple du Nord, auxquels s'ajouteraient 50 représentants de différentes catégories sociales.

Cette réunion pourrait se tenir, selon le Nord, le 26 août à Pnyong-yang. L'ordre du jour en serait un pacte de non-agression et la participation, en tant que pays hôtes, de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) aux Jeux olympiques.

Le chef de la délégation du Sud, M. Park Joon Kyu, a proposé une réunion comprenant un nombre limité de parlementaires. A l'ordre du jour de cette réunion, le Sud souhaite que soient ajoutées les questions des échanges de personnes, des relations économiques entre les deux pays, de la reprise du dialogue entre des Croix-Rouges, ainsi que la proposition d'une rencontre au sommet entre les présidents de deux pays, faite le 15 août par M. Roh Tae Woo.

En ce qui concerne les JO, M. Park a déclaré que le manque de temps rendait désormais très difficile la mise en application de la proposition du Comité international olympique selon laquelle Pnyong-yang pourrait accueillir cinq épreuves. « Dans les circonstances actuelles, a-t-il ajouté, la seule solution est que le Nord prenne part aux Jeux aux côtés de

nos athlètes ». En d'autres termes, pour Seoul, la Corée du Nord n'a désormais plus d'autre choix que de participer aux Jeux comme n'importe quelle autre nation. La délégation du Sud a d'autre part rejeté la proposition de Pnyong-yang d'ajourner cinquante représentants non parlementaires à une réunion des membres des deux Assemblées, jugeant qu'une rencontre dans de telles circonstances ne mènerait à rien.

En dépit de leurs divergences, les deux parties semblent vouloir maintenir le dialogue. Mais on peut se demander jusqu'où ce jeu de propositions et de contre-propositions pourra aller. Pas plus Pnyong-yang que Seoul ne tiennent, semble-t-il, à assumer la responsabilité de la rupture d'un dialogue qui s'est traduit, depuis qu'il a été relancé par le geste d'ouverture de M. Roh le 7 juillet, par une surenchère de propositions. Mais ni le Nord, ni le Sud ne répondent sur le fond à celles qui leur sont faites. Et personne n'étant apparemment prêt à un compromis, s'il y a bien reprise du dialogue inter-coréen, c'est d'un dialogue de sourds dont il s'agit jusqu'à présent.

(Publicité)

IRAN : L'IMAM, LE VIZIR ET LE RÉVOLUTIONNAIRE

Rebondissement dans le genre des classiques, qui se poursuit à Téhéran avec acharnement.

Dans le numéro double de juillet-août d'ARABES en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris TEL : 46-22-34-14.

● TAIWAN : trois Soviétiques libérés après trente-quatre ans de détention. — Trois marins soviétiques sont rentrés, le jeudi 18 août, en URSS après avoir passé trente-quatre ans en captivité à Taïwan, a rapporté jeudi le quotidien soviétique les Izvestia. Les trois hommes faisaient partie de l'équipage du navire marchand Tsung, armé en 1954 alors qu'il se dirigeait vers la Chine, et dont tous les marins avaient été internés dans un camp de concentration. — (Reuters).

● TAIWAN : trois Soviétiques libérés après trente-quatre ans de détention. — Trois marins soviétiques sont rentrés, le jeudi 18 août, en URSS après avoir passé trente-quatre ans en captivité à Taïwan, a rapporté jeudi le quotidien soviétique les Izvestia. Les trois hommes faisaient partie de l'équipage du navire marchand Tsung, armé en 1954 alors qu'il se dirigeait vers la Chine, et dont tous les marins avaient été internés dans un camp de concentration. — (Reuters).

Vellités

PRAGUE de notre envoyé spécial

Officiellement, c'est la fin de la République tchèque. Mais les vellités de révolte sont toujours présentes. Les tchèques ont peur de la République tchèque. Les tchèques ont peur de la République tchèque. Les tchèques ont peur de la République tchèque.

Plus d'un million de réfugiés afghans ont été évacués de la région de Kaboul. Les services américains ont financé l'opération. Les réfugiés sont envoyés dans des camps de réfugiés en Iran, au Pakistan et en Thaïlande. Les services américains ont financé l'opération. Les réfugiés sont envoyés dans des camps de réfugiés en Iran, au Pakistan et en Thaïlande.

Les souvenirs de

M. Vasil Blazek, ancien ministre de la République tchèque, a écrit un livre sur son expérience de la vie en exil. Le livre est intitulé « Les souvenirs de ». Le livre est intitulé « Les souvenirs de ».

« Dubček se mit à pleurer... » C'est le titre d'un livre de l'écrivain tchèque. Le livre est intitulé « Dubček se mit à pleurer... ».

« Dubček se mit à pleurer... » C'est le titre d'un livre de l'écrivain tchèque. Le livre est intitulé « Dubček se mit à pleurer... ».

« Dubček se mit à pleurer... » C'est le titre d'un livre de l'écrivain tchèque. Le livre est intitulé « Dubček se mit à pleurer... ».

« Dubček se mit à pleurer... » C'est le titre d'un livre de l'écrivain tchèque. Le livre est intitulé « Dubček se mit à pleurer... ».

« Dubček se mit à pleurer... » C'est le titre d'un livre de l'écrivain tchèque. Le livre est intitulé « Dubček se mit à pleurer... ».

« Dubček se mit à pleurer... » C'est le titre d'un livre de l'écrivain tchèque. Le livre est intitulé « Dubček se mit à pleurer... ».

« Dubček se mit à pleurer... » C'est le titre d'un livre de l'écrivain tchèque. Le livre est intitulé « Dubček se mit à pleurer... ».

« Dubček se mit à pleurer... » C'est le titre d'un livre de l'écrivain tchèque. Le livre est intitulé « Dubček se mit à pleurer... ».

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE : le vingtième anniversaire de l'intervention soviétique

Vellités de transparence sous haute surveillance

PRAGUE
de notre envoyée spéciale

Officiellement, cela s'appelle Parc de culture et de repos. Les Français l'appellent plus simplement « parc Fucik » à vrai dire, le repos est plutôt difficile à trouver, dans la cacophonie hurlante des tubes disco déversés par les haut-parleurs des manéges et de la grande roue. Quant à la culture, elle relève davantage du jeu de piste, patiemment suivi par quelques aficionados entêtés. Pourtant, l'exposition « Salon 88 », que l'on finit par dénicher dans deux pavillons distants de plusieurs centaines de mètres l'un de l'autre, a constitué cet été une innovation culturelle dans la Tchécoslovaquie normalisée en voie de restructuration.

Plus d'un millier de toiles, de sculptures et de dessins s'y bousculent. Seule condition pour y exposer : être membre de l'Union des artistes, association officielle, ou de la Fondation artistique, plus ouverte aux jeunes artistes. La censure, dit-on, ne s'est pas insérée dans la sélection.

quotidien du Parti, dont on vend désormais, disent-ils, jusqu'au dernier exemplaire. « C'est pour les informations sur l'Union soviétique », rétorquent les mauvaises langues.

« Depuis le dernier « printemps de Prague », c'est-à-dire depuis le plénum de décembre 1987 (au cours duquel M. Miloš Jakes a remplacé M. Gustav Husák à la tête du PCT), ironise un jeune fonctionnaire, on observe dans notre presse une certaine « glasnost », décidée d'en haut et clairement limitée à certains sujets : l'écologie, les problèmes de société, certains thèmes socio-économiques. Mais on ne touche ni à l'histoire, ni au Parti, ni à 1968. Les locomotives de cette « glasnost » sont Rude Pravo et Kmen, le nouvel hebdomadaire de l'Union des écrivains, qui a été privé pendant près de vingt ans.

Le rédacteur en chef de Kmen, Karel Sys, un poète de quarante-deux ans, ne cache pas que la tâche est rude. « Il n'y a pas eu de magazine littéraire pendant longtemps, les écrivains ont dû s'y habituer. La littérature, d'une certaine manière,

celle, nous n'avancerons pas. Nous sommes la génération des années 60, abîmée, amputée ».

On a vu plus offensif... surtout en Tchécoslovaquie. La prudence de ce magazine fera dire à un intellectuel qui a refusé toute compromission : « Tout est relatif. Comparé à l'ancienne téléphonie, Kmen est intéressant. Comparé à la presse soviétique, c'est nul ».

« D'ici deux ou trois ans... »

Karel Sys n'éprouve aucune sorte de tendresse pour les dissidents, mais il avoue lire Lidove Noviny « lorsqu'il l'a sous la main ». Cette publication mensuelle, qui paraît, elle aussi, depuis janvier, cherche, à sa manière, à forcer la « glasnost ». C'est le dernier-né de la presse clandestine, fondé par un groupe d'intellectuels d'opposition, dont le dramaturge Vaclav Havel. Créé en 1982, titre prestigieux de la presse quotidienne tchécoslovaque de l'entre-deux-guerres, Lidove Noviny (Le Journal populaire) cessa de paraître en 1952, après s'être forgé une solide réputation d'indépendance. Une tentative de ressusciter le titre fut compromise par l'arrivée des chars soviétiques en 1968.

Vingt ans après, avec les moyens du bord et de la normalisation, une douzaine d'opposants, dont plusieurs journalistes, décident que le temps est venu d'agir en grand jour : on bascule de la dernière page de leur journal, ils révèlent le nom du rédacteur en chef, son adresse et la composition du comité de rédaction. Huit mois plus tard, tous sont toujours en liberté. Après quelques perquisitions initiales et la saisie du premier numéro zéro, la police a décidé de laisser faire. Le comité de rédaction a demandé l'enregistrement officiel de la publication. Sans succès pour l'instant, bien sûr...

Mais un étrange modus vivendi semble s'être tacitement établi entre la rédaction et les autorités. Lorsque le rédacteur en chef, Jiri Ruml, est convoqué au bureau de la censure, dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Il y rend en compagnie de son avocat, et tous deux sont accueillis avec café et cigarettes. Dans le cours de la discussion, menée sur un ton courtois, le fonctionnaire de la censure admet sans difficulté : « D'ici deux ou trois ans, tout le monde écrira ce que vous écrivez aujourd'hui ».

Car, comble du paradoxe, Lidove Noviny, malgré son tirage officiel (quelques centaines d'exem-

plaires qui, assurent les journalistes, sont ensuite recopiés par les lecteurs) dû aux difficultés techniques, en arrive parfois à se substituer à la presse officielle. Ainsi lorsque la Pravda de Bratislava interrompt la publication des Mémoires de Vasil Bilak, le très conservateur numéro deux du PCT, parce qu'il comporte des passages compromettants, Lidove Noviny se procure l'original et publie les Mémoires sous forme de feuilleton. (voir encadré) « Cela a un succès fou », affirme un membre de la rédaction. Le mensuel, qui tente de ressembler davantage à un vrai journal d'informations qu'à une feuille militante, publie aussi du matériel sur l'URSS, un général traité de la presse soviétique, que la presse tchécoslovaque n'a pas jugé utile de reproduire. Bilak et Opotnik publiés en samizdat en Tchécoslovaquie, qui l'aurait-il y a quelques années ?

« Le pouvoir a perdu le monopole de l'information, estime un journaliste dissident. De plus en plus de Tchécoslovaques captent la télévision allemande ou autrichienne, sans parler de la télévision soviétique. Mais pour l'heure, les rédacteurs en chef des journaux sont toujours les mêmes, le journal télévisé est digne des grandes heures du brejnevisme et le renouveau culturel va à la vitesse de l'escargot.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Diminutif de Vaclav.

Interpellations. — La police tchécoslovaque a enlevé, le jeudi 18 août, au bout de quelques minutes, deux grandes banderoles réclamant la « liberté » et le départ des troupes soviétiques sur la place Venceslas, en plein centre de Prague. Les membres du Parti radical (italien, formation européenne) qui les avaient déployées ont été interpellés. (Nos dernières éditions du 20 août.)

Au moins huit militants radicaux ont été expulsés de Tchécoslovaquie après y avoir distribué des tracts à l'occasion du vingtième anniversaire de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie qui, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, devait mettre fin au « printemps de Prague ».

À Moscou, les autorités ont interdit un rassemblement qui projetait de tenir un mouvement indépendant, l'Union démocratique, le 20 août, sur le thème « Un peuple qui opprime les autres peuples ne peut pas être libre ». — (AFP.)

POINT DE VUE

La vengeance de l'Histoire

par Jiri Pelikan
député au Parlement européen,
Directeur de la télévision
tchécoslovaque lors
de « printemps de Prague ».

ÉTRANGE vengeance de l'Histoire : vingt ans après, le régime mis en place par Brejnev à Prague a peur, pour que le socialisme rénové de Gorbatchev ne pénètre jusqu'en Tchécoslovaquie.

Tandis que, en URSS, des hommes nouveaux lancent une posture nouvelle, à Prague le même groupe dirigeant, issu de l'intervention militaire du 20 août 1968 et de la normalisation, demeure. En apparence, il soutient la politique de Gorbatchev. Mais, privé du support de l'opinion publique, il continue à gouverner par la répression et la censure.

Pourtant, il serait faux de penser que rien ne bouge dans la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui. Le réveil et le développement d'une société civile, qui se manifestent par l'existence de mouvements indépendants comme la Charte 77, le Comité pour la défense des citoyens injustement poursuivis (VONS), l'initiative démocratique, les groupes écologistes, pacifistes, le large éventail de la culture, de l'information et de l'édition parallèles, les groupes de rock et, enfin, le grand réveil de la foi religieuse constituent la nouveauté essentielle. Le secrétaire du comité central du PCT ne s'y est pas trompé, qui dénonçait au mois de mai, dans une circulaire confidentielle, le morde des forces « antisocialistes ».

Explosions spontanées

Ces mouvements sont, sans doute, le fait d'une minorité active de citoyens dont la majorité s'est retranchée derrière sa vie privée, tout en suivant avec un intérêt nouveau ce qui se passe en Union soviétique. Mais leur influence dépasse largement les frontières de la « dissidence ». Ils invitent le pouvoir à un dialogue, sur des propositions concrètes et constructives. Pour l'instant, le régime refuse ce dialogue. Mais il n'est pas exclu que, sous la pression des événements en URSS, il se trouve des gens qui, à l'intérieur même du système tchécoslovaque, surtout au sein de la nouvelle génération, commencent à rechercher un consensus avec la population. Les conditions de la renouveau de la pression du bas avec l'initiative réformatrice du haut seraient ainsi créées. Mais l'exemple

soviétique montre bien que, pour être crédible, la nouvelle politique requiert des hommes nouveaux.

Sous la surface se préparent d'importants changements. D'autant plus que, aujourd'hui, ce n'est plus seulement l'URSS, mais l'ensemble des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui sont en mouvement. Si les dirigeants de ces pays n'ont pas le courage de mettre en œuvre des réformes économiques et politiques radicales, ils s'exposent à des explosions spontanées — sociales et nationales — de mécontentement populaire.

Il est dans l'intérêt des nations de cette partie-ci de l'Europe — celle que souvent l'Occident appelle simplement « l'Europe », oubliant l'autre partie — que cette menace ne se concrétise pas. Car elle n'aboutirait pas à une « explosion de l'empire », mais à une répression massive avec un danger d'insurrection de dictatures militaires de type stalinien.

C'est précisément pour cela qu'il faut demander à Mikhaïl Gorbatchev de prendre publiquement ses distances avec la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée, et reconnaître que l'intervention militaire contre la Tchécoslovaquie était une erreur, une erreur qui ne peut être répétée. Gorbatchev laisse entendre qu'une telle intervention ne serait plus possible aujourd'hui. Je le crois. Mais pourquoi alors répondre, dans son interview à l'Unité, que c'est là « l'affaire des communistes tchécoslovaques » ? Comme si c'était les « communistes tchécoslovaques » qui avaient envoyé les chars soviétiques à Prague ! Comme si l'invasion d'un pays n'était pas l'affaire de ce peuple tout entier !

Mikhaïl Gorbatchev peut-il faire ce geste et dire la vérité sans « déstabiliser » son bloc ? Je pense que oui. Cela ne modifierait pas les rapports de forces en Tchécoslovaquie même, et cela n'impliquerait même pas le retrait immédiat des troupes soviétiques « provisoirement » stationnées dans ce pays depuis 1968. La question de leur retrait peut être réglée dans le cadre d'un accord global sur l'équilibre des forces en Europe. Mais leur présence ne peut pas reposer sur la théorie brejnevienne de l'« aide fraternelle ».

Il ne s'agit pas aujourd'hui de réhabiliter Alexandre Dubcek et ses camarades, ni le « printemps de Prague ». Ils n'en ont pas besoin — surtout pas venant de la direction tchécoslovaque actuelle. Ils ont été réhabilités par la « perestroïka » et la « glasnost » à Moscou. Et Gorbatchev jouit d'un immense avantage : il n'a rien à craindre des chars de Prague.

Les souvenirs très personnels de M. Bilak

M. Vasil Bilak, actuel numéro deux du PC tchécoslovaque et l'un des quatre membres du présidium du parti (sur un total de onze) à avoir approuvé l'intervention soviétique en 1968, a consacré ses souvenirs de la réunion dramatique du présidium du soir du 20 août 1968, au moment où quelque six cent mille hommes du pacte de Varsovie pénétraient sur le territoire tchécoslovaque. En voici des extraits publiés par Lidove Noviny :

« Dubcek se mit à pleurer, déboutonna sa chemise et s'écria : « Qu'est-ce qu'ils m'ont fait, mon Dieu. Qu'est-ce qu'ils m'ont fait ? », et il déclara qu'il démissionnait de son poste de premier secrétaire du PCT. »

« Je me suis rappelé que, peu auparavant, il avait menacé, si les armées alliées intervenaient, de se suicider. Je suivais toujours le jeu de ses mains. J'étais assis à deux mètres de lui et j'étais décidé à tout faire pour empêcher un quelconque geste irréfléchi qui aurait pu faire de lui un martyr. »

« Dubcek ne réagissait plus. (...) C'était le moment opportun pour Krigel (seul des dirigeants tchécoslovaques amenés de force en URSS à avoir refusé de parapher les « accords » de Moscou quelques jours plus tard). Il se leva et com-

mença à déverser toute sa saleté, sa colère, sa haine. Je n'ai jamais été raciste, nationaliste. (...) Dans chaque peuple, il y a de bonnes et de mauvaises gens, des héros et des lâches. (...) Je ne portais pas d'autre jugement sur les Juifs. »

« (Mais certains) sont des socialistes. Ce sont les ennemis les plus féroces du progrès, défenseurs de l'impérialisme et du racisme. (...) Klena (...) il parlait de « khans tatars » venus cette nuit pour détruire « notre culture, l'héritage de nos pères. »

« Le président termina sa réunion le 21 août à 2 h 15 du matin. (...) Les éléments contre-révolutionnaires prenaient l'initiative. Les bandes fanatisées, incitées par le radio, détraquaient les poteaux indicateurs, enlevaient les plaques des rues, enlevant les unités soviétiques n'allaient pas trouver Prague et les objectifs déclinés. »

« Par l'intermédiaire de la radio, on indiquait qu'il fallait liquider les traités. Les premières potences apparurent où penchaient des figurines de Bilak, Kolder, Indra (actuel président du Parlement), Jakes (actuel numéro un) et d'autres. (...) Ces bandes fanatisées avides de sang (...) occupèrent la rue impudiquement. » — (AFP.)

tion des œuvres présentes — une grande première. « Ce n'est pas une très bonne exposition, commente l'écrivain Ivan Klima, qui n'a pas réussi à faire publier un seul de ses livres dans son propre pays depuis 1970, parce que, après vingt ans, nous n'avons pas de très bon peintres. Mais c'est une exposition intéressante. »

A première vue, tableaux et sculptures sont d'un conformisme qui en dit long sur l'indigence culturelle imposée aux Tchécoslovaques par les rigueurs d'un hiver de vingt ans. En y regardant de plus près, on perçoit cependant quelques audaces, un abandon du modèle traditionnel de l'art socialiste. Intitulé Vasek (1), le portrait d'un homme barbu, portant dans ses mains un Christ en croix qui sort du tableau, en relief, n'est autre que celui d'un célèbre activiste catholique, Vaclav Benda, l'une des bêtes noires du régime. Le pape, Kafka et Gorbatchev fournissent les thèmes des œuvres les plus osées, ensemble ou séparément d'ailleurs... Le secrétaire général du PCUS n'avait sans doute pas songé qu'il figurerait un crâne, dans une salle d'exposition à Prague.

L'activisme des lecteurs

Et pour les jeunes artistes, la « perestroïka » est désormais une source d'inspiration aussi prise que les boîtes de Coca-Cola, comme en témoigne cette Variation sur un thème étranger, de Vaclav Sramek, qui, sous l'inscription « Perestroïka n° 7 », représente une série de « P » et de « A » et leur reflet à l'envers, au-delà d'une zone de flou.

Si timides — et rares — soient-ils, ces signes novateurs apparaissent à certains comme autant de fissures dans l'immobilisme de la société tchécoslovaque. D'autres cherchent des signes parallèles dans la presse, cette presse qui fut l'un des symboles du « printemps de Prague » avant d'être muséifiée. Les responsables de Rude Pravo font état d'un regain d'intérêt considérable pour le

a perdu sa crédibilité. Certains de nos auteurs ont tout simplement cessé d'écrire il y a vingt ans, ou n'écrivent que sur 1968. Mais maintenant, les gens se remettent à lire la presse. Ils voudraient que nous fussions preuve de la même franchise que la presse soviétique. Nous recevons un nombre incroyable de lettres, on n'était plus habitué à cet activisme des lecteurs, même si beaucoup nous écrivent pour nous critiquer.

« Que disent donc ces lecteurs ? Ils demandent que nous attractions de front la question du vingtième anniversaire de l'intervention soviétique », répond Karel Sys. Ils demandent que nous présentions un éventail d'opinions le plus large possible. Et bien sûr, ils demandent une réévaluation de 1968. C'est très difficile. Nous nous aimerions faire ce sous une forme littéraire. Il est difficile de prendre position politiquement, lorsque même les Soviétiques ne prennent pas vraiment position là-dessus... Ils disent que l'intervention ne pourrait pas se produire aujourd'hui, mais ils n'éprouvent pas le besoin de procéder à une nouvelle analyse. »

Face au « traumatisme de 68 », reconnaît Karel Sys, des « frictions » se produisent inévitablement avec l'Union des écrivains sur l'opportunité de publier tel ou tel texte, quand elles ne sont pas anticipées par le réflexe d'autocensure. Selon des lecteurs attentifs, après quelques premiers numéros prometteurs, dès sa parution début janvier, Kmen a dû mettre de l'eau dans son vin, en particulier à la suite de la visite qu'aurait effectuée à la rédaction M. Jan Fojtik, l'un des membres de la direction tchécoslovaque chargé de l'écologie. « Depuis, il faut vraiment lire entre les lignes », relève un lecteur. Parmi les « audaces » de Kmen, on cite cette interview d'un poète évincé des publications officielles, Vaclav Hons : la normalisation, a-t-il déclaré à Kmen, a « déformé les idéaux du socialisme et du communisme qui étaient remarquablement réapparus chez les gens en 1968. Tant que nous ne reconnaitrons pas

POLOGNE

Le mouvement de grève s'étend

Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk ont décrété le vendredi matin 19 août, à Fissue d'un meeting au cours duquel M. Lech Walesa a pris la parole. L'état de « préparation à la grève », menaçant de passer le travail dès lundi si le pouvoir ne s'engageait pas à légaliser la Solidarité. Parallèlement on apprenait que le mouvement de grève s'était étendu jeudi soir à quatre nouvelles usines de charbon et affectait donc désormais neuf centres d'extraction, ainsi que le port de Szczecin.

Les grévistes, qui seraient environ dix mille, réclament le rétablissement de Solidarité et des augmentations de salaires.

Le président de Solidarité, Lech Walesa, a apporté son soutien total aux grévistes depuis Gdansk. La grève, a-t-il estimé, constitue désormais la « seule méthode » de combat pour contraindre le pouvoir à entreprendre de « véritables » réformes politiques et économiques. M. Walesa a accusé le général Jaruzelski d'« égoïsme » et d'« aveuglement » face à la situation catastrophique de la Pologne.

En Haute-Silésie, la grève touche trois mines à Jastrzebie. L'une d'elles, Manifest-Lipowcy, est occupée depuis lundi soir. Les négociations qui y avaient été engagées mercredi entre la direction et le comité de grève ont été interrompues.

Dans la grande mine d'Andaluzja de Piekary-Salakie, près de Katowice, la capitale de la Haute-Silésie, 2000 mineurs ont débrayé. Enfin, les employés d'un autre centre

minier, à Kaczycze, non loin de la frontière polono-tchécoslovaque, refusent toujours, depuis mercredi, de rejoindre leur poste de travail.

Mais c'est surtout à Szczecin, port du nord-ouest de la Pologne, que la contestation s'est considérablement amplifiée jeudi. Plus de 3000 dockers ont cessé le travail. L'administration a décidé de fermer les caennines du port afin de contraindre les grévistes à quitter les lieux. Le mouvement s'est également étendu aux dockers de l'autre port de la région, Swinoujscie.

À Szczecin, les conducteurs d'autobus et les mécaniciens de la société des transports en commun (WPK) se sont également mis en grève jeudi. Ces employés et les dockers ont constitué un comité de grève conjoint, qui a adressé un message au général Jaruzelski pour l'inviter à discuter directement avec lui.

De son côté, le ministre du travail, M. Ireneusz Sekula, a lancé un ultimatum aux grévistes, qui a été lu à la télévision, en les invitant à cesser leur action vendredi au plus tard, sous peine de sanctions, y compris de licenciement. — (AFP, Reuter.)

IRLANDE DU NORD : meurtre d'un catholique. — Un catholique a été tué par balles le jeudi 18 août par deux hommes masqués, dans un quartier au nord de Belfast, a indiqué la police. Il s'agit probablement d'une opération de représailles après le meurtre d'un protestant, la veille, revendiqué par l'INLA (Armée nationale de libération irlandaise), estime-t-on à Belfast. — (AFP.)

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

VIENT DE PARAITRE

Revue Française d'Économie

2

POUR S'ABONNER A LA REVUE FRANÇAISE D'ÉCONOMIE

ENVOYEZ VOTRE RÉGLEMENT A R.F.E. 20, RUE DE MADRID 75008 PARIS

TARIF POUR LA FRANCE PARTICULIER : 260 F - ENTREPRISE : 420 F

étude tation

Le monde... de maintenir les... de la coopération... de la culture, elle relève davantage du jeu de piste, patiemment suivi par quelques aficionados entêtés. Pourtant, l'exposition « Salon 88 », que l'on finit par dénicher dans deux pavillons distants de plusieurs centaines de mètres l'un de l'autre, a constitué cet été une innovation culturelle dans la Tchécoslovaquie normalisée en voie de restructuration.

ANIE nifestants ament nocratie

le même

PHILIPPE PONS.

Afrique

BURUNDI : les rivalités ethniques

Plusieurs centaines de morts dans le nord du pays

Les rivalités ethniques qui se sont exacerbées, cette semaine, dans le nord du pays, ont fait au moins quatre cents victimes. L'ambassadeur du Burundi en Belgique a même estimé que « ce bilan est bien au-dessous de la réalité ». Selon ce diplomate, les auteurs de ces troubles sanglants seraient « d'anciens réfugiés Hutus qui n'ont pas voulu regagner leur pays malgré de nombreux appels ». Ils se sont infiltrés au Burundi et ont excité la population hutue en l'invitant à massacrer la population tutsie.

Après ces massacres ethniques, le couvre-feu a été instauré dans le pays, de 19 heures à 5 heures. D'autre part, les liaisons téléphoniques ont été coupées entre Bujumbura, la capitale, et les provinces de Ngozi et de Kirundo, où ont eu lieu les troubles. « Le gouvernement maîtrise la situation et la paix est revenue », a assuré l'ambassadeur burundais en Belgique.

Le ministre burundais des relations extérieures, M. Cyprien Mbinimpa, s'est rendu le jeudi 18 août au Rwanda pour évoquer avec les autorités de ce pays la situation créée par ces troubles ethniques. Environ dix mille Burundais se sont en effet réfugiés dans le sud du Rwanda, près de Butare. Certains, blessés par balles ou à l'arme blanche, sont soignés dans des centres de santé locaux.

D'après les récits de certains réfugiés, tout aurait commencé par des disputes entre Hutus et Tutsis et aurait rapidement dégénéré, obligeant l'armée à intervenir et à tirer pour rétablir l'ordre. Selon les autorités de Bujumbura, ce massacre entre civils a eu lieu « de manière sélective » puisque les Tutsis en ont été les principales victimes.

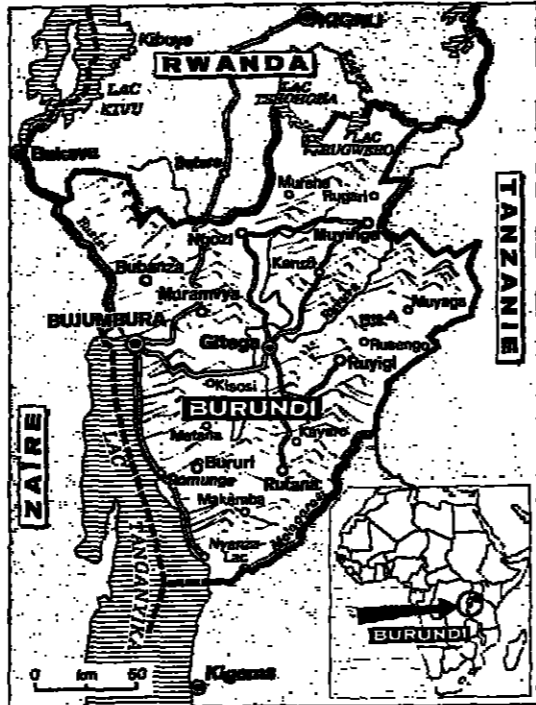
« Séigneurs et esclaves »

Ces querelles ethniques ne datent pas d'hier. Des affrontements ont toujours opposé, au Rwanda et surtout au Burundi, les Hutus majoritaires, d'origine bantoue, aux Tutsis minoritaires, d'origine nilotique. Si les Hutus ont en main les rênes du pouvoir à Kigali, ce sont les Tutsis qui détiennent les leviers de commande à Bujumbura.

Même s'ils composent 85 % de la population, les Hutus du Burundi n'ont pas voix au chapitre. Depuis l'indépendance du pays, il y a un quart de siècle, les Tutsis ont pris garde de ne pas se laisser évincer du

généralisent accès aux sphères où se prennent les décisions. La plupart des postes de commandement au gouvernement et dans l'armée sont aux mains des Tutsis.

La vie politique au Burundi est



ainsi rythmée par des querelles de familles qui opposent des clans au sein de la même ethnie, celle des Tutsis. Le major Pierre Buyoya, qui a pris le pouvoir il y a près d'un an, après en avoir chassé le colonel Jean-Baptiste Bagaza, promit des « changements en profondeur ».

Mais, en annonçant que « la réconciliation nationale n'est plus d'actualité », il nia l'existence d'un problème ethnique et refusa donc d'envisager un partage plus équitable du pouvoir.

Les nouveaux troubles ethniques remontent à l'évidence, que la cohabitation entre Hutus et Tutsis est fragile, même s'il est probable que des éléments extérieurs aient attisé cette méfiance réciproque entre « séigneurs » et « esclaves ».

JACQUES DE BARRIN.

SOUDAN : les inondations

Les épidémies s'étendent

Les épidémies s'étendent au Soudan. Selon le quotidien égyptien *Al-Ahram*, la rupture des réseaux d'égoûts de Khartoum aurait contaminé l'eau, menaçant de maladies des millions d'habitants. Le quotidien écrit aussi qu'une personne est morte du choléra à Omdurman, ville qui fait face à Khartoum de l'autre côté du Nil. La télévision égyptienne indiquait, de son côté, que le Croissant rouge soudanais avait enregistré cinq mille deux cent onze cas de diarrhées aiguës, dont 70 % affectant des enfants.

Alors que les critiques continuent sur la manière dont l'armée soudanaise organise la distribution de l'aide internationale apportée aux

victimes des inondations, le président par intérim du Conseil suprême a démis de leurs fonctions le chef d'état-major des forces armées, le général Faisal Mahmoud Shawir, et trois de ses adjoints.

Le ministre de la défense a qualifié de « routine » ces destitutions, qui, selon lui, ont été dictées par la situation à l'intérieur de l'armée et par le besoin d'harmoniser les relations entre les dirigeants politiques du pays. Le général Shawir a été remplacé par le général Metodi Balm Nahir, qui passe pour avoir été le conseiller militaire non officiel du premier ministre soudanais Sadek El Mahdi. — (AP, AFP.)

Un immense cloaque

KHARTOUM

de notre envoyée spéciale

Le camion ralentit, hésite et puis s'arrête. La piste de terre a disparu, avalée par les eaux. Ce n'est plus, tout autour de nous, qu'un immense cloaque, qu'un immense silence tout juste troublé par le bruit des mouches qui dansent dans le soleil. Et, devant, à 500 mètres à peine, une sorte de montagne surmontée des eaux noires, un vague fouillis blanchâtre : le campement de Kousha. C'est ainsi qu'on appelle cette décharge d'ordures située à environ 15 kilomètres au nord de Khartoum.

Rarement le terme de bidonville n'aura été plus approprié. Près de trois mille familles vivent là, peut-être plus ; ce n'est qu'au lendemain du début des inondations, le 4 août, que l'on a commencé à recenser les gens. Non sans mal : « Les routes autour de la capitale sont très difficilement praticables », explique un des responsables du Conseil des Églises du Soudan, une des quatre associations humanitaires soudanaises qui s'occupent de l'aide aux victimes. « Pendant plusieurs jours, il nous a été impossible d'arriver à Kousha ».

Le camion, à présent, est entouré par une marée humaine.

Des centaines de mains nues se tendent. Comme la majorité des un à deux millions de « déplacés », réfugiés à Khartoum, les habitants de Kousha ont quitté le sud du pays, fuyant la guerre civile. La plupart de ces « exilés de l'intérieur » sont d'origine dinka. Cette tribu constitue le gros des troupes de la guérilla anti-gouvernementale menée dans le sud du pays par John Garang.

Quelques-uns sont nus ou shirtless. Mais tous ont la peau noire — ce détail suffit, à lui seul, à faire des Soudanais du Sud une armée de peuples. Pas plus avant qu'après les inondations les campements de « déplacés » n'auraient bénéficié d'une aide gouvernementale. Les bâches en plastique distribuées le 17 août par le camion du Conseil des Églises constituaient le premier chargement de secours parvenu au camp de Kousha.

« Sur les deux millions de déplacés, on estime à environ quatre cent mille le nombre des enfants âgés de moins de cinq ans : ce sont les premières victimes en cas d'épidémie », affirme le docteur Nicholas Ward, coordonnateur médical de l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Dans la seule région de Khartoum, les cas de gastro-entérite chez les jeunes enfants

ont d'ores et déjà doublé. Bien que, selon le docteur Ward, « aucun cas de choléra » n'ait été relevé « jusqu'à présent », le spectre de cette maladie et celui de la typhoïde planent désormais sur la capitale soudanaise.

Seuls certifiés : devant le danger d'une vague d'épidémie à Khartoum, le gouvernement a fait appel aux spécialistes américains du Centre de contrôle d'Atlanta (CDC). Quatre d'entre eux étaient attendus dans la capitale soudanaise, dans la nuit du 18 août. « Nous sommes un peu nerveux, c'est vrai », admet le docteur Ward, « mais je suis persuadé que nous pourrions faire face ».

Les médicaments, en tout cas, ne manquent pas : depuis le 8 août, plus de cent quarante avions, transportant des matériels d'aide d'urgence, se sont posés à Khartoum. Toute la question à présent est de savoir si ces médicaments pourront être acheminés dans un délai suffisant. En effet, la région de Khartoum n'est pas, apparemment, la plus touchée par les inondations. Ainsi, au nord dans le district de Dongola, plus de 100 kilomètres carrés de terrain s'alimentent complètement recouverts par les eaux du Nil. Aucune équipe de secours n'a réussi à ce jour à se rendre sur place.

CATHERINE SIMON.

AFRIQUE DU SUD : la maladie du chef de l'ANC

Le président Botha renouvelle sa proposition de libérer sous conditions Nelson Mandela

La rumeur d'une prochaine libération de Nelson Mandela s'est amplifiée, le jeudi 18 août, en Afrique du Sud à la suite — et en dépit — d'un discours du président Pieter Botha, dans lequel ce dernier a renouvelé à l'adresse du chef historique du Congrès national africain (ANC) l'offre de le faire relâcher « s'il condamne le recours à la violence comme moyen d'action politique » et — deuxième condition, inédite celle-là, à moins qu'elle ne soit redondante — « s'il s'engage à ne pas faire campagne en faveur d'un processus de violence ».

Autre passage très remarqué de ce discours : « Si nous continuons à recevoir de Nelson Mandela la coopération qu'il nous a jusqu'ici accordée, nous obtiendrons un bon résultat ».

Les observateurs se demandent à quel genre de coopération le chef de l'Etat fait allusion. Certes, dans la récente polémique entre gouvernement et opposition radicale concernant l'état de santé du vieux dirigeant noir atteint de tuberculose, M. Mandela a semblé faire confiance aux autorités. Il a souhaité s'en tenir au diagnostic officiel et sécurisant d'« inflammation chronique de la plèvre » et il n'a pas demandé à se faire examiner par un médecin particulier, alors que sa famille, ses amis politiques et son avocat, M. Ismael Ayob, qui a choisi de révéler le diagnostic plus alarmant de tuberculose, ont, au contraire, exigé un avis médical indépendant.

Seul autre signe visible de « coopération » avec le régime : le fait — notoire — que M. Mandela accepte de recevoir périodiquement, tant dans sa prison de Pollsmoor qu'à l'hôpital Tryberg où il a été transféré il y a une semaine, le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee. Le contenu de ce dialogue du géolier avec son prisonnier reste secret.

Le président Botha a-t-il voulu safoncer un coin entre, d'une part, Nelson Mandela et, de l'autre, la direction de l'ANC en exil et ses amis à l'intérieur ? On peut se le demander au vu de ce mot pour le moins ambigu de « collaboration ». La rumeur relative à des discussions au sein du haut état-major de l'ANC à Lusaka pourrait sans doute inciter le pouvoir à ten-

ter, une fois de plus, de diviser ses ennemis pour mieux régner sur un terrain miné par la méfiance et le soupçon.

La proposition faite à Nelson Mandela n'est, en tout cas, pas nouvelle et les conditions mises à son élargissement sont, pour l'essentiel, identiques à celles que le prisonnier de Pollsmoor — condamné à la prison à vie en 1964 pour sabotage et complot contre l'Etat — a déjà repoussées à deux reprises.

La plupart des commentateurs n'en ont pas moins vu une porte légèrement entrebâillée, par laquelle le président a donné l'impression de vouloir que M. Mandela se glisse d'une façon ou d'une autre. « Personnellement, je ne pense pas qu'il soit sage pour lui de choisir de retourner en prison, a-t-il dit, et j'espère qu'il me permettra d'agir de manière humaine, afin que nous puissions enfin connaître la paix en Afrique du Sud ».

Impressionnés par le ton de cet appel plutôt que par son contenu, conscients du fait que le pouvoir tient à éliminer le risque d'un éventuel débois de M. Mandela en détention, nombre de commentateurs résistent à l'idée que M. Mandela pourrait se produire dans un prochain débat au sujet d'une prochaine libération du vieux dirigeant noir. L'agence nationale de presse SAPA (non gouvernementale) a même sorti sur ses téléécrans une dépêche signalant que « la libération du leader du Congrès national africain Nelson Mandela est imminente, assure-t-on dans les milieux gouvernementaux ».

Toujours selon cette agence, « la déclaration de M. Botha est présentée, dans ces mêmes milieux, comme une mise en scène prétendant à un élargissement immédiat, qui pourrait se produire dès que M. Mandela sera en état de quitter l'hôpital, peut-être dans une semaine ». Abordant, enfin, le domaine des vœux pieux, SAPA indique que si M. Mandela décidait de « renoncer à la violence », en échange de sa libération, il en résulterait pour l'ANC — qui le pousse au contraire à résister à l'offre de M. Botha et qui tient à l'enfermer dans son rôle de martyr — « une défaite monumentale ».

(Interim.)

Diplomatie

La recherche d'un règlement au Cambodge

Hanoi et Phnom-Penh rejettent le plan de paix des Khmers rouges

BANGKOK correspondance

Le Vietnam et son allié de Phnom-Penh ont rejeté le plan de paix en quatre points présenté le 15 août dernier par les Khmers rouges (le Monde du 18 août). Citant un porte-parole du ministère des affaires étrangères, le radio de Hanoi a dénoncé, le jeudi 18 août, la « force mise en scène par la Chine pour sauver son laquais de l'isolement dans l'arène internationale ». Hanoi estime que le plan ébauché la question posée « avec l'insistance par l'opinion mondiale » d'un possible retour au pouvoir des Khmers rouges.

Il est clair que, tant à Hanoi qu'à Phnom-Penh, on entend jouer au maximum sur le rejet des Khmers rouges — qui demeurent la principale force militaire de la résistance khmère — exprimé de plus en plus ouvertement, non seulement par les pays occidentaux, mais aussi par le prince Sihanouk, dont les autorités

proviétamiennes ont récemment salué le patriotisme.

Les autorités provietamiennes de la République populaire du Kampuchéa (RPK) ont d'ailleurs déclaré jeudi qu'elles étaient toujours disposées à « coopérer avec les autres factions cambodgiennes » pour empêcher le retour des Khmers rouges au pouvoir.

En revanche, Phnom-Penh rejette avec indignation l'idée d'un démantèlement simultané des deux régimes, le Kampuchéa démocratique et la RPK, idée qui, selon l'agence officielle cambodgienne, vient « des gros bonnets de Pékin ». Ce démantèlement, jugé nécessaire dans le cadre de la mise en place d'un nouveau régime politique et d'un gouvernement d'union nationale au Cambodge, est également souligné par le prince Sihanouk qui se rendra, du 8 au 14 septembre, en Malaisie et à Singapour, avant de gagner la France. Il doit rencontrer M. Han Sen le 5 novembre à Paris.

JACQUES BEKAERT.

EN BREF

● **AFGHANISTAN** : Washington reconnaît que l'URSS a respecté les échéances du retrait de ses troupes. — Les Etats-Unis ont reconnu, le jeudi 18 août, que l'Union soviétique avait respecté le calendrier établi lors de la signature des accords de Genève, qui prévoyaient le départ de la moitié de ses forces avant le 15 août. Le porte-parole du département américain a invité Moscou à accélérer ce retrait, afin de quitter l'Afghanistan avant la fin de l'année, soit deux mois avant le délai fixé. Par ailleurs, un avion militaire afghan transportant des troupes vers la ville de Kunduz, assiégée par les résistants, a été abattu le lundi 15 août par des moudjahidines, a rapporté jeudi le quotidien soviétique *Les Izvestia*. Enfin, le lieutenant-général Mohammed Asaf a été nommé chef

d'état-major de l'armée afghane, en remplacement du général Shihnamaz Tan, devenu ministre de la défense, a rapporté jeudi l'agence TASS. — (Reuters, AFP.)

● **CAMEROUN** : la détermination d'un scrutin. — Amnesty internationale a indiqué, le jeudi 18 août, qu'aucun motif d'inculpation n'avait encore été signifié contre l'écrivain camerounais Albert Mukong, deux mois après son arrestation lors de son retour au Cameroun, après une visite au Nigeria. Selon l'organisation humanitaire, l'écrivain, âgé de cinquante-cinq ans, aurait été arrêté pour avoir critiqué le régime camerounais lors d'une interview à la BBC. Albert Mukong a notamment écrit un livre, non encore publié, sur son

expérience en prison après avoir été détenu sans jugement dans les années 70. — (AFP.)

● **NICARAGUA** : réouverture de Radio Católica. — Le gouvernement sandinista a autorisé, le jeudi 18 août, la reprise des émissions de Radio Católica, la radio de l'Eglise catholique au Nicaragua, dont le ministère de l'intérieur avait ordonné la fermeture le 11 juillet dernier. Le cardinal Miguel Obando, archevêque de Managua, et les partis d'opposition avaient réclamé la levée de l'interdiction, qu'ils qualifiaient d'arbitraire, et qui s'inscrivait dans une série de mesures dirigées contre la presse d'opposition, dont l'arrêt temporaire de la diffusion du quotidien indépendant *La Prensa*. — (AFP.)

● **LIBAN** : l'Union des avocats arabes est fortement préoccupée par les violations des droits de l'homme dont sont victimes les fonctionnaires internationaux travaillant au Proche-Orient, notamment au Liban. Elle demande aux gouvernements arabes et aux factions libanaises concernées de libérer sans délai les fonctionnaires internationaux « qu'ils ont séquestrés ».

Quant à la situation des prisonniers de ce pays, elle paraît « des plus lamentables ». Les nombreux lieux de détention sont « vétustes et surpeuplés », les soins médicaux y sont insuffisants et les conditions d'hygiène déplorable.

Enfin, l'Union des avocats arabes est fortement préoccupée par les violations des droits de l'homme dont sont victimes les fonctionnaires internationaux travaillant au Proche-Orient, notamment au Liban. Elle demande aux gouvernements arabes et aux factions libanaises concernées de libérer sans délai les fonctionnaires internationaux « qu'ils ont séquestrés ».

● **M. Ben Ali en France** du 12 au 14 septembre. — Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali effectuera une visite d'Etat en France du 12 au 14 septembre, a-t-on annoncé jeudi 18 août à l'Elysée. Cette visite, précise-t-on de même source, doit illustrer l'« coopération des tiers d'amitié entre la France et la Tunisie » et « permettre d'affirmer la volonté commune des deux pays d'antichrist la coopération étroite qui caractérise leurs relations ».

● **LEVA**

● **LEVA**

● **LEVA**

● **LEVA**

AC

Interrompues, pour le vendredi 19 août à 4 heures, les négociations entre le FICP et le ministre de l'Intérieur M. Louis Le P... en fin de matinée, l'aboutir à un accord quant-prot de loi relatif au futur statut de la Nouvelle-Calédonie.

Des négociations à l'Assemblée nationale ont été interrompues par le vote de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie. Le ministre de l'Intérieur M. Louis Le P... a été élu à la présidence de la commission d'enquête sur les conditions de la Nouvelle-Calédonie. Le ministre de l'Intérieur M. Louis Le P... a été élu à la présidence de la commission d'enquête sur les conditions de la Nouvelle-Calédonie.

Visite au premier ministre

Le premier ministre a reçu le ministre de l'Intérieur M. Louis Le P... à son domicile. Ils ont discuté de la situation politique et des perspectives de la Nouvelle-Calédonie.

PUBLICATION JUDICIAIRE

M. A. C. F. TROOST, avocat à Groningen (Pays-Bas). Le tribunal d'arrondissement de Groningen a rendu son jugement le 18 août 1988. Le jugement est rendu en faveur de M. A. C. F. TROOST. Le jugement est rendu en faveur de M. A. C. F. TROOST.

M. A. C. F. TROOST, avocat à Groningen (Pays-Bas). Le tribunal d'arrondissement de Groningen a rendu son jugement le 18 août 1988. Le jugement est rendu en faveur de M. A. C. F. TROOST.

Les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Accord sur la composition du corps électoral et sur le découpage du territoire

Interrompues pour quelques heures, le vendredi 19 août pour vingt quatre heures, les négociations...

Des points délicats à régler dans le cadre de la négociation de l'avant-projet de loi référendaire sur la Nouvelle-Calédonie...

Tous sortaient d'une séance plénière de cinq heures trente, commencée jeudi soir après... et sans doute déjà pendant un dîner pris en commun autour d'un buffet.

Impression nécessairement préliminaire : trente-sept articles d'un avant-projet de loi référendaire qui, pour le moment, en comporte cent...

Visite au premier ministre

Impression corroborée par plusieurs indices : la composition du corps électoral du territoire...

Il est vrai que les indépendantistes disposent à tout le moins, grâce au projet référendaire, d'une olide garantie de rigueur dans l'établissement et la révision annuelle des listes électorales...

Autre indice : le découpage régional sorti de l'examen du texte, conforme lui aussi à sa définition de l'accord de Matignon.

Autre indice encore, d'atmosphère cette fois, et non directement lié à l'examen de la lettre du texte référendaire du nouveau statut...

PUBLICATION JUDICIAIRE

M. A. Ch. F. TROOST, avocat et avoué à Groningen (Pays-Bas), fait savoir :

1) Le tribunal d'arrondissement de Groningen, par décision du 3 mai 1988, a relevé de la société d'armateurs...

2) Letit juge délégué, par décision du 10 juin 1988, a ensuite disposé :

a) Que les réclamations visées dans l'article 740 du Code de commerce...

b) Qu'elle, juge délégué, procédera à la vérification des créances présentées le 5 septembre 1988 à 13 h 30, dans une des salles de la Cour à Groningen.

M. A. Ch. F. TROOST, avocat et avoué, Ubo Emmiussingel 23, 9711 BR Groningen (Pays-Bas).

Enfin il y a l'avenue de M. Tjibou : les sous. Une fois la part faite à l'humour du responsable indépendantiste...

En bon ordre, puisque c'est pour contre-attaquer, sans risque d'être gravement contredits, sur le terrain concret des fameuses « mesures d'accompagnement » du futur statut.

La journée de jeudi avait été consacrée à des rencontres bilatérales du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, avec chacune des délégations.

Au total, peu de choses, à l'aune des modifications à apporter à l'avant-projet référendaire version avant négociations.

Il n'en allait pas de même du mémorandum présenté l'après-midi à M. Le Penec par le FLNKS.

Véritable éventail de contrats de sous, ce document alignait et détaillait avec minutie tout ce que le FLNKS veut dans les domaines éducatif, social, économique, culturel...

Rien ou presque ne manque dans ce document, dont le poids financier ne paraît pas avoir surpris ou effrayé le ministre des DOM-TOM.

De ce cahier de doléances furent tirées, au terme d'une réunion interministérielle informelle, jeudi en fin d'après-midi, qui ne groupait pas moins de seize ministères...

Mais la partie jouée jeudi, de jour puis de nuit, a été plus ample que ce rituel bien ordonné prolongé en une sage revue de détail.

M. Richard

premier ministre, faisait une apparition au ministère des DOM-TOM sans pour autant s'asseoir à la table des négociations.

La encore, on semblait s'orienter, du côté du FLNKS, vers une modification notable de la démarche...

Ce n'est pas en vain que M. Le Penec pouvait faire savoir jeudi que « les demandes formulées se situent dans le cadre des accords de Matignon ».

Alors que la séance plénière de nuit continuait, la mission technique chargée de préparer le voyage de M. Rocard, du 26 au 28 août, arrivait en Nouvelle-Calédonie.

M. Richard

Les communistes sont « au service du mouvement social qui se dessine » déclare M. Marchais

Comme chaque année, le « rendez-vous de la vignette-bon de soutien » à la Fête de l'Humanité...

Le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, a déclaré, le jeudi 18 août à Montreuil : « De nombreux commentateurs font état, ces jours-ci, d'une rentrée qui risque d'être dure... »

Rassérénés - de moins le disent-ils - par leurs résultats aux dernières élections législatives, qui ont marqué l'arrêt du recul de leur parti...

Selon M. Marchais, les conflits sociaux de l'été - à l'imprimerie Didier et dans les mines de Gardanne - se sont conclus sur d'« importants succès ».

M. Richard

trois d'union, tel M. Jean-Pierre Soisson, qui travaille les jours ouvrables avec François Mitterrand et Michel Rocard et se repose le week-end dans la piscine de M. Raymond Barre.

Après un mois et demi d'activités gouvernementales, « le négatif l'emporte assez largement sur le positif », a constaté M. Marchais.

Interrogé au terme de son discours sur les propos tenus jeudi par M. Louis Metard, secrétaire national du PS chargé de la formation...

M. Marchais, de nombreux communistes ont déjà pris position et sont disponibles pour reconduire des listes d'union, comme en 1983.

M. Richard

PROPOS ET DÉBATS

M. Durafour

Gestion commune

Dans un entretien publié le vendredi 19 août par le Quotidien de Paris, le ministre de la fonction publique, M. Michel Durafour, annonce que l'Association des démocrates, qui réunit les ministres de l'ouverture...

M. Juppé

Renversement de tendance

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR et ancien ministre du budget, estime dans un entretien publié le vendredi 19 août par la Tribune de l'Expansion que le projet de budget pour 1989 constitue « un complet renversement de tendance » dans la mesure où, selon lui, le gouvernement...

M. Joxe : le dialogue et le calme dépendent « avant tout » des Corsés

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a déclaré le mercredi 17 août à Franco-Inter que si, s'instaurant « effectivement un dialogue entre les différentes forces politiques » en Corse, cela « pourra contribuer à maintenir le calme ».

M. Joxe a qualifié d'« actes de violence » les récentes interventions de l'ex-FLNC : arrêt d'un train pour une distribution de tracts entre Calvi et Bastia le 4 août, action de commando dans les locaux de Radio Corse internationale le 10 août.

M. Richard

M. Mexandeau

Pas d'exclusive

M. Louis Mexandeau, secrétaire national du PS à la formation, a estimé, le jeudi 18 août sur la Cinq, que pour les prochaines élections cantonales et municipales d'« alliance » des socialistes avec les communistes ne devra pas être exclusive.

M. Richard

Au boulot

Dans une tribune publiée le jeudi 18 août, par l'Événement du jeudi, M. Alain Richard, député socialiste du Val-d'Oise, rocardien, souhaite que toute la classe politique s'intéresse, à la rentrée, aux vrais problèmes du pays.

M. Richard

Nouveaux rameaux au comité RPR de Guyane

M. Richard

POINT DE VUE

Fortune et pauvreté

par Nicolas Sarkozy

son entrée en fonctions en 1981, le gouvernement de Pierre Mauroy s'assignait pour tâche la mise en œuvre de cent dix propositions du candidat François Mitterrand.

Sept ans plus tard, son successeur, rendu modeste par les déconvenues de l'exercice du pouvoir, n'agite guère que deux projets qu'il présente comme indissolublement liés l'un à l'autre : le revenu minimum et l'impôt sur la fortune.

M. Richard

l'impôt inutile

Ces insuffisances, quoique graves, seraient acceptables de même que le lourdeur du système de gestion proposé si la mise en place d'une insertion efficace venait garantir que le revenu minimum ne constituerait qu'un sas vers les circuits professionnels et sociaux classiques.

M. Richard

aux moyens. La hâte avec laquelle le gouvernement a déposé son projet et les préoccupations politiques qui l'inspirent l'ont conduit à préparer un dispositif entaché de graves défauts et porteur d'une lacune substantielle, l'insertion.

Ces défauts tiennent notamment à l'articulation du revenu minimum avec les dispositifs sociaux existants et à la définition de la population visée.

De même, l'élargissement du champ de revenu minimum au-delà des victimes de la grande pauvreté en milieu urbain, qui sont incontestablement le cœur du sujet et l'origine du projet, soulève d'innombrables difficultés.

M. Richard

l'impôt inutile

Ces insuffisances, quoique graves, seraient acceptables de même que le lourdeur du système de gestion proposé si la mise en place d'une insertion efficace venait garantir que le revenu minimum ne constituerait qu'un sas vers les circuits professionnels et sociaux classiques.

M. Richard

M. Richard

objectifs quantifiés soient fixés pour être, le moment venu, contrôlés.

Faute de cela, le projet du gouvernement demeurera ce qu'il est : un pur mécanisme financier qui risque d'installer dans la dépendance permanente une partie de la population qui sera d'autant moins incitée à revenir dans le monde du travail que sa situation matérielle n'en serait guère améliorée.

Présenté comme le complément indispensable du RMI, l'impôt de solidarité sur la fortune n'est pas un objectif en tant que tel, mais il confère une fonction purement politique et symbolique.

M. Richard

l'impôt inutile

Ces insuffisances, quoique graves, seraient acceptables de même que le lourdeur du système de gestion proposé si la mise en place d'une insertion efficace venait garantir que le revenu minimum ne constituerait qu'un sas vers les circuits professionnels et sociaux classiques.

M. Richard

M. Richard

Sports

PARACHUTISME : le « Mondial » de Vichy Figures célestes et chutes libres

Le ciel de Vichy accueille, du 20 au 28 août, le premier « Mondial » de parachutisme sportif. Pendant une semaine, près de 450 compétiteurs, représentant 26 nations, participeront à la plus grande compétition jamais organisée dans ce sport.

VICHY
correspondance

LES quatre disciplines traditionnelles du parachutisme sportif vont donc pour la première fois se partager le même espace aérien et le même public. Tout a été prévu pour que le vol-contact (réalisation parachute ouvert de figures géométriques avec des équipes de quatre ou de huit parachutistes), la voltige de groupe (enchaînement de figures géométriques de chute libre à quatre ou à huit parachutistes), la voltige individuelle (réalisation, dans un minimum de temps, d'un programme de figures acrobatiques imposées) et la précision d'atterrissage cohabitent avec succès. Un hélicoptère et trois avions ne devraient pas cesser de transporter les compétiteurs entre 1 000 et 3 500 mètres, altitude de départ de leurs évolutions. Elles-ci seront retransmises en direct sur trois écrans par trois systèmes vidéo sol-air ultra-perfectionnés ou en léger défilé grâce à des chuteurs-caméraman. Le tout sera complété par les moyens propres aux différentes chaînes de télévision (Antenne 2 assurera la retransmission en direct des finales de chaque discipline).

Mais les prouesses techniques et financières (4,5 millions de francs de budget général) réalisées par la Fédération française de parachutisme doivent être doublées, pour que le succès soit total, par la réussite sportive des athlètes français engagés. Les équipiers du vol-contact ont fait quelque 850 sauts chacun, depuis octobre dernier. Déjà détenteurs de deux titres de champion du monde, les Français entendent bien faire la passe de trois et améliorer, par la même occasion, quelques records du monde qu'ils détiennent déjà.

En précision d'atterrissage et en voltige individuelle, les Français se battent traditionnellement à coup de centimètres et de centièmes de secondes avec les Soviétiques, les Américains et les Tchécoslovaques. Toujours détenteurs du titre mondial en précision d'atterris-

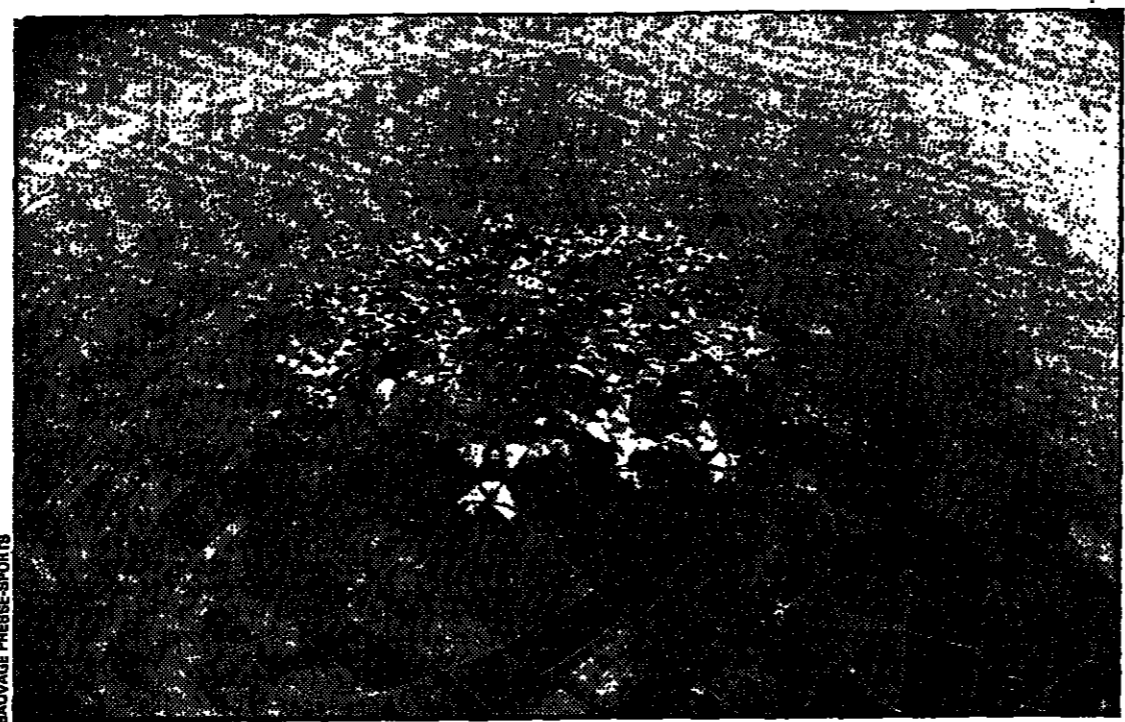
sage par équipes, ils manquent toutefois de réussite individuelle, tant en précision d'atterrissage qu'en voltige.

Avec une cible spécialement aménagée au milieu du centre omnisports de Vichy, les concours

tus par Philippe Schorno, Eric Fradet, Jérôme Binker et Franck Mathut. « Cette équipe est imbattable », se sont dit les « dieux », commente, admiratif, un concurrent étranger, après avoir observé leur dernier saut d'entraînement. Ces

sacrés champions du monde. Son objectif atteint, le groupe TAG se retire et, en 1988, le quatuor reprend sa vie de bohème.

A ce jour, seul Jérôme Binker est réellement aidé. La municipalité de Nice, par l'intermédiaire de Nice



1984 : tentative de record du monde en « vol relatif ».

de précision d'atterrissage devraient remporter la faveur du public. Chaussés de tennis, les compétiteurs ont pour mission de poser l'angle du talon au centre d'un disque de 35 centimètres de diamètre équipé de capteurs électroniques. Le centre du disque, appelé « carreau », ne mesure que 5 centimètres de diamètre. Pour prétendre à la première place, il faut être capable d'aligner sur les dix sauts d'un concours dix carreaux consécutifs. Dans cette discipline, les finales ont souvent une intensité dramatique exceptionnelle, car le contrôle des gestes, de la respiration et de l'angle de visée est souvent perturbé par l'importance de l'enjeu : 1 centimètre à côté du carreau et le rêve de victoire s'écroule. Il faut des nerfs d'acier.

En revanche, aucun risque de fausse note de la part de l'équipe à quatre de voltige de groupe, consti-

quatre sportifs — moyenne d'âge : vingt-huit ans — totalisent à eux seuls vingt mille sauts.

Retenue pendant des années dans un centre de compétition à Bergerac, ils parviennent en 1985 à se hisser à la troisième place mondiale. Mais ils n'ont aucun soutien financier (hormis une aide ponctuelle d'un producteur de boissons) et vivent au jour le jour. En 1986, l'arrivée dans le milieu du parachutisme français du milliardaire franco-saoudien Aziz Ojeh et du groupe TAG (Techniques d'avant-garde) transforme la citrouille en carrosse. Du jour au lendemain, l'enfer de l'entraînement devient une partie de plaisir. Ils disposent, dès lors, de plusieurs, d'un entraîneur, d'un kinésithérapeute, d'un avion particulier, de vidéo sol-air et air-air. Ils s'entraînent en Floride et réalisent plus de mille sauts chacun en moins d'un an. En 1987, ils sont

Promo-Sports, a su investir dans ce champion aux ailes longues. Après une victoire « mondiale » qui ne saurait leur échapper, ces quatre orfèvres de la chute libre (capables d'enchaîner dix-huit figures différentes en trente-cinq secondes de chute libre à 220 kilomètres à l'heure) s'envolent pour la Corée du Sud.

Le samedi 17 septembre, en direct et en Mondovision, ils rejoignent en chute libre vingt-six solistes internationaux de parachutisme sportif. Leur objectif sera de réaliser les cinq anneaux olympiques au-dessus du stade de Séoul, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux. Dans cette symphonie céleste, le quatuor français formera l'anneau bleu. Des chuteurs-caméraman permettront de vivre de très près la construction et le vol éphémère de l'emblème olympique.

PIERRE-YVES GRAVIER.

VOILE : la transat Québec-Saint-Malo Retour d'Amérique

La deuxième édition de la course transatlantique en équipage Québec-Saint-Malo lèvera l'ancre le dimanche 21 août. Les vingt concurrents présents se rappellent les fastes de l'édition 1984 et s'interrogent sur l'avenir du multicoque océanique. Le grand « Jet Services » (23 mètres) part favori devant la meute des 18 mètres qui reviennent de la transat en solitaire, la C. Star.

QUÉBEC
Correspondance

SON bateau part, lui reste à quai. Philippe Poupon ne prendra pas le départ de Québec-Saint-Malo qui sonne pourtant comme une promesse de revanche de la C. Star. Il a cédé à Florence Artaud le trimaran

amoureusement préparé qui lui a permis de régner implacablement sur la dernière transat en solitaire. Poupon n'a pas été de gaieté de cœur. « Il a vécu une belle histoire d'amour avec ce qui n'était à l'origine qu'une machine à gagner », explique Philippe Naudin, son équipier, chargé du « service après-vente ».

Pour faire place nette, Poupon s'est attaché à récupérer ses objets-fétiches : un drapeau breton élimé par les vents et de petites sirènes en effigie. Puis il s'est éclipsé très vite. Comme s'il s'en voulait de ne pas offrir à son équipe de fidèles le plaisir d'un retour d'Amérique au coude à coude avec les neuf trimarans, les six catamarans et les six monocouques qui patientent dans le bassin Louise, à Québec. Le pragmatisme l'a emporté. Poupon, qui prépare un tour du globe en soli-

taire, a saisi l'occasion de prendre ses distances avec le monde du multicoque océanique qui affronte une crise de croissance et la crainte du déclin.

Il y a quatre ans, pour Québec-Saint-Malo première moure, tout paraissait facile. Le gigantisme était de saison. De rutilants catamarans de 26 mètres tout just sortis de chantiers, déboulaient dans la légende des océans à des vitesses déraisonnables. Mike Birch abattait 512 milles nautiques (environ 950 km) en vingt-quatre heures. Personne n'a fait mieux depuis.

Devant les remparts de Saint-Malo noircis d'une foule d'un million de curieux, Royale et Charente-Maritime se livraient à une superbe bagarre. Se frayant un chemin parmi les bateaux de supporters, Royale conservait une maigre avance et empochaît une prime de 700 000 F. Quatre ans après, le premier arrivé dans la cité-corsaire touchera dix fois moins.

Royale s'est retourné en 1986 dans le golfe de Gascogne : son skipper, Loïc Caradec, a disparu. Et le dernier survivant des « monstres » de 26 mètres, Charente-Maritime, accomplira son dernier périple pour mémoire avant que Jean-François Fontaine ne bifurque vers les records de vitesse et le monocouque hauturier. Mais la nostalgie n'étouffe pas l'enthousiasme des équipiers à remettre sac à bord. Ils ne transpirent sur le matériel de skipsers condamnés aux courses en solitaire par le goût du public que dans l'espoir de toucher leur quote-part de grisier. Ils vont être servis. Quittant Québec, « cette ville où commence et finit la mer », comme le décrit André Langlois, l'organisateur, ils affronteront ce fleuve soumis au régime des marées qu'est le Saint-Laurent. Les cargos, les hauts-fonds, les îles et les billes de bois ne leur faciliteront pas la tâche.

Volontaire et décidé, Serge Madec, le skipper de Jet Services, ne cache pas son anxiété. Donné favori, le récent recordman de l'Atlantique craint les chaussetrapes du fleuve. Il a peur de Loïc Peyron, toujours incisif sur son foiler rallongé, ou de Mike Birch, avertisseur de revanche sur son 18 mètres, blessé par les baleines pendant la C. Star. Madec va mobiliser l'attention des six marins de haut niveau qui l'entourent pour ne pas s'ennuyer dans une option où le vent ferait défaut. Ensuite, il appréhende moins la franchise des conditions océaniques.

Le flou persiste

Plus au point que jamais, Jet Services évolue doucement dans l'avant-port, sous les silos à grains, pour un ultime réglage du compas électronique. Rien n'est laissé au hasard pour ce qui pourrait bien être la dernière sortie du puissant catamaran de 23 mètres.

Dix-huit ou vingt-trois mètres ? Réunis à Québec, les armateurs peinent à définir une taille unique pour les multicoques océaniques. Il est pourtant plus que temps. Des skipsers comme les frères Peyron, Bruno et Loïc, ne peuvent continuer à tronquer les coques au mois de juin et à leur greffer un postiche au mois d'août, pour passer de 23 mètres à 18 mètres et vice versa, selon les aléas des règlements. Les nombreux trimarans lancés pour la C. Star plaident pour une limitation à 18 mètres qui a le mérite d'alléger les budgets, en dépenses de matériel comme en masse salariale. Problème : cela condamnerait une partie de la flotte au cimetière marin. Don't Jet Services, le bateau du président de l'association des sponsors, Roger Caille. Ici, comme dans la Coupe America, aucune autorité sportive ne se révèle capable de trancher le débat, et le flou persiste.

LUC LEVAILLANT.

FOOTBALL : des clubs menacés de sanctions

L'entraîneur sans diplôme

Chassant les bottes de Guy Roux, responsable du syndicat des éducateurs de football (UNECATEF), en guerre contre l'arrivée massive d'entraîneurs étrangers sans diplômes ou leurs équivalences, la Fédération française et la Ligue nationale de football se sont inquiétées, le mercredi 17 août, dans un communiqué, de « non-respect par plusieurs clubs de haut niveau du statut des éducateurs » et ont menacé les clubs en infraction de sanctions. Roland Courbis, l'entraîneur de Toulon, est Français, mais il n'a pas les diplômes requis. Son équipe, deuxième du championnat, reçoit samedi 20 août le leader, Paris-Saint-Germain, et son entraîneur hors la loi, Tomislav Ivic. Les débats seront animés, lundi 22 août, à l'assemblée de l'UNECATEF.

ROLLAND COURBIS prend plaisir au contre-pied et au pied-de-nez. Dans un championnat dont la fédération espère qu'il sera celui du renouveau du football offensif grâce à la victoire à trois points, l'entraîneur du Sporting Club de Toulon avait mené son équipe jusqu'à la première place avec seulement sept buts marqués en six matches. Quand les Varois, seuls leaders, paraissent plus solides que jamais, ils permettent aux Caennais de remporter leur première victoire le mercredi 17 août.

Souvent qualifié de joueur dur lorsqu'il chassait les crampons, Courbis souhaite aujourd'hui que son équipe devienne la plus fair-play. Il cultive le paradoxe avec soin. Et Toulon rivalise avec des écuries les plus coûteuses. « C'est une erreur de donner 500 000 francs à un joueur qui n'apporte pas plus à son équipe qu'un Toulonnais payé 50 000 francs, commente-t-il. Ici, je tire 150 % de chaque joueur alors qu'ailleurs on n'arrive qu'à 10 %. Une partie de football, notamment les hommes qui la font, est maîtrisable. L'essai de le prouver. »

Le mentor toulonnais a des idées. Ses cordes vocales portent suffisamment loin pour qu'il ne se prive pas de les faire connaître. Et, forcément, cela dérange venant d'un entraîneur qui ne possède pas les diplômes requis pour exercer à ce niveau. « Mais ceux-ci sont nécessaires. Je ne veux pas être un exemple. Je suis l'exception qui confirme la règle. » Alberto Muro, entraîneur général du Sporting Club de Toulon, lui sert de couverture : « J'ai la chance d'être en bons termes avec Guy Roux, mais je sais que je l'ennuie. »

Guy Roux, président de l'Union nationale des entraîneurs (UNECATEF), se transforme en inquisiteur. Son courroux en ce début de saison a été provoqué par l'arrivée de deux Yougoslaves, Ivic au Paris-Saint-Germain et Blazevic à Nantes, ce qui porte à sept le nombre d'entraîneurs étrangers en première division. Le lundi 22 août, l'UNECATEF se réunira en assemblée pour aborder le sujet. « Pour une fois, je ne suis pas d'accord avec Guy Roux », explique Roland Courbis. De toute façon, il part se croiser avec une fourchette contre des tanks. Je crois qu'il fait il vise surtout les présidents de club et

qu'il essaie de dénoncer leur irresponsabilité. Des textes de loi régissent très précisément le statut des entraîneurs. Mais les prête-noms comme Alberto Muro à Toulon permettent de les contourner.

Le licenciement à Marseille de Gérard Banide par Bernard Tapie avait aussi causé des vagues d'indignation chez les hommes de terrain. Comme à son habitude, Courbis se démarque : « Aux imbéciles qui protestent depuis vingt ans quand un entraîneur est limogé, je réponds qu'une équipe c'est à 49 % un entraîneur et à 51 % les joueurs. Et je pose des questions : qui prépare physiquement et mentalement les joueurs ? Qui cherche la complémentarité entre eux ? Qui forme la composition de l'équipe ? Enfin, qui décide de la stratégie en fonction de l'adversaire ? Un entraîneur est responsable. S'il ne tire pas 100 % du groupe dont il s'occupe, il mérite d'être renvoyé. Mais c'est difficile à déterminer. Et bien souvent le jugement vient de gens qui ne connaissent rien au ballon. »

« Une certaine myopie »

Les présidents de club sont les premiers visés. Et l'on pourrait croire alors que Courbis rejoint ses collègues du banc de touche pour déplorer que des bénévoles décident du sort des professionnels qu'ils sont. « Mais c'est avant, contre-attaque-t-il, qu'il devrait s'étonner de leur situation anormale, quand ils signent avec un bénévole et quand ils reçoivent un argent qui n'est pas le sien. Après, il ne faut pas venir pleurer. » Le Toulonnais voudrait élargir le débat, mais regrette « une certaine myopie » du monde du football. Lui révérait d'un président comme Silvio Berlusconi, qui détient la majorité des actions du Milan AC, en Italie.

En tirant le meilleur des vingt entraîneurs qui l'ont dirigé durant sa carrière « avec quelques idées, beaucoup de logique et de simplicité », Courbis a hissé sa formation parmi les meilleures. La réussite de Toulon pourrait ne pas durer. Mais elle donne à son idée la crédibilité que certains refusaient d'accorder à ce non-diplômé. Un entraîneur qui gagne à toujours raison.

THIERRY CERINATO.

EN BREF

FOOTBALL : France-Tchécoslovaquie. — Henri Michel, le sélectionneur national, a rendu publique le jeudi 8 août la liste des seize joueurs retenus pour affronter la Tchécoslovaquie en match amical mercredi au Parc des Princes. On note les arrivées de Paillard (Toulouse) et Sautoué (Marseille), ainsi que les retours de Paille (Sochaux) et Xuerob (Paris-S-G.). Les seize joueurs sélectionnés sont le gardien Bata (Paris-S-G.) et Martini (Auxerre) les défenseurs Amoros, Senor (Monaco), Casari (Metz), P.), Kastendieck (Metz), B. Boli (Auxerre) les milieux Sautoué, Verucryse (Marseille), G. Passi, Despeyroux, Paillard (Toulouse), Ferrari (Bordeaux) et les attaquants Papi (Marseille), Paille (Sochaux) et Xuerob (Paris-S-G.).

CHAMPIONNAT DE FRANCE (septième journée)
GROUPE A
*Reims b. La Roche AEP 1-0
*Mithouss b. Le Touquet 0-0
*Rosen et Beauvais 1-1
*Gueugnon b. Angers 2-1

Dunkerque b. *Créteil 2-1
*Valenciennes b. Le Mans 3-0
*Guingamp et Brest 1-1
Rennes b. *Abbeville 6-0
*Quimper b. Nancy 2-0
Classement. — 1. Mulhouse, 16 ; 2. Brest, 15 ; 3. Quimper, 13.

GROUPE B
*Lyon b. Istres 4-0
*Nîmes b. Nancy 5-1
*Cuséaux-L. et Le Havre 0-0
Rodez b. *Cherbourg-F. 2-1
Grenoble b. *St-Etienne 1-0
*Martignes b. Dijon 1-0
Aix b. *Le Puy 3-1
*Orléans b. Montceau 1-0
*Bastia b. Niort 2-1
Classement. — 1. Lyon et Nîmes, 15 ; 3. Le Havre, 13.

BOXE : Israël suspendu. — L'Association internationale de boxe amateur (AIBA) a suspendu la Fédération israélienne de boxe de toute activité internationale pour avoir participé à des compétitions en Afrique du Sud. M. Taieb Houchi, premier vice-président de l'AIBA, a précisé qu'aucun boxeur israélien ne combattrait à Séoul lors des prochains Jeux olympiques.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

LES HEURES DU STADE	
Athlétisme Meeting de Cologne. — Dimanche 21 août. Match Pologne-Canada. RFA-France espoirs. — Samedi 20 et dimanche 21 août à Poznan. Montblanc Marathon. — Course à pied entre Chamoni, Contamines, Courmayeur et Champex. Du lundi 22 au dimanche 28 août.	Football Championnat de France. — Première division (8 ^e journée). Samedi 20 août à 20 h 30. France-Tchécoslovaquie (amical). Mercredi 24 août au Parc des Princes à Paris.
Automobilisme Rallye des Mille Lacs. — Du 26 au 28 août en Finlande.	Parachutisme Championnat du monde de voile-contact. — Du samedi 20 au dimanche 28 août à Vichy (A2), à partir de 15 heures, samedi 20, direct.
Cyclisme Tour du Limousin. — Jusqu'au 21 août (FR3, samedi 20 à 13 heures et dimanche 21 août à 13 h 30, direct).	Planche à voile Championnat de France. — Du 21 août au 3 septembre à Carnac.
	Voile Québec-Saint-Malo. — Départ dimanche 21 août.

JEUX

échecs

N° 1294

UN AVIS DIFFÉRENT

(Championnat de l'Union soviétique, Moscou, août 1988)

Blancs : GUREVITCH
Noirs : KASPAROV
Défense Grünfeld.

1. d4 C76 18. Dxd5 C62+
2. c3 e6 19. Rh3 Cx74
3. e4 f7 20. Dg4 Dd6 (k)
4. c3 d5 21. Tf4 (l) Tx41+
5. Dd3 dxc4 (a) 22. Cxd1 (m) Td8
6. Dxc4 e4 23. a3 Td2 (n)
7. d4 Cx6 (b) 24. f3 (o) Dd5 (p)
8. Rf2 e5 25. Dd4 (q) Dg5
9. d5 (e) 26. g3 (r) Dd3 (s)
10. e4 (d) fxe5 27. d1 (t) Cc2
11. e4d5 Td8 (e) 28. Dd8+ (u) Rg7
12. Fd4 (f) Fd5 (v) 29. d6 (v) Cxg3+
13. Td1 (j) Cb4 30. Rg1 Cc2+
14. Td3 (i) Fg3 (l) 31. Rf1 Dd2 (w)
15. bxc3 h5 (j) 32. Dxd2 (n) Dd3+!
16. Dxd5 Cxg3 33. Ahxh5.
17. Dxc6 Fxd3

NOTES

a) Un des rares cas où l'abandon du centre est pleinement justifié, les Noirs obtenant rapidement un bon jeu figural, sans parler d'une exploitation possible de la situation de la D blanche.

b) Plusieurs systèmes se présentent : 7... Fg4 (système Smyslov) ; 7... c6 (système Boleslavsky) ; 7... Ca6 (système Najdorf) ; 7... a6 (système hongrois) et 7... Cf-d7. La sortie excentrique du Cd est une idée de Ragozine.

c) Contrôlant la case e4.

d) Dans la partie précitée, Karpov tenait 14. Cb5 avec l'idée 14... Fxb2 ;

années 30, avant que Najdorf ne s'en empare dès 1940. Le champion du monde est un fidèle de cette variante, qu'il n'hésite pas à jouer même contre Karpov.

e) Après 9. dxc5, Fd6 ; 10. Dd5, Td8 ; 11. Dxb7 (ou 11. c6), Txg6 ; 12. Dxb7, Txg6 ; 13. bxc3, Cc5), Cxg3 ; les Blancs ont du mal à résister. De même, si 9. e5, Cg4 ; 10. h3, cxd4 ; 11. bxc3, dxc3 ; 12. bxc3, Da5 ; 13. Fd4, Fg5 est jouable ; 10... h6 ; 11. Fxf6, Fxf6 ; 12. e5, exd5 ; 13. Cxd5, Fg7 ; 14. 0-0-0, Rh8 ; 15. Cf4, Dg7 ; 16. Fd3, b5 ; 17. Dxb5, Cb4 ; 18. Rb1, Fg4 avec égalité.

f) Une petite combinaison, connue depuis deux ans, qui aboutit, selon les analyses, à un jeu égal.

g) Ivanchuk, Laganov et Hazin trouvent cette position équilibrée, mais tel n'est probablement pas l'avis du champion du monde : Le R blanc éligé, la possession de la colonne ouverte est surtout d'atouts non négligeables.

h) Ce n'est pas si simple. Si 21... g3, Cc2, Dd2, Df6 ; 22. Rg2, Dg3 (ou 22. Td2, Df6 ; 23. Rg2, Cc3).

i) Reprendre avec la T perd le pion d5.

15. d6 ; après 14... Df6 ; 15. Fd3, Kasparov renonce à la suite 15... Dxb2 et continue par 15... Cb4 et tombe dans de grandes difficultés : 16. Cg7, Cxd3 ; 17. Cx8, Tx8 ; 18. Dxd3, Dxb2 ; 19. Td-61, Dd4 ; 20. Cd2, Da4 ; 21. Dc4, Dxc4 ; 22. Cxc4, Fg3 ; 23. Cd2, Fxd2 ; 24. Fxd2, Fd7 ; 25. Ff4. On peut aussi préférer 15... Td8! une amélioration de Kasparov dans une partie en simultané contre Dzundzhava, à Bakou en 1987.

j) Meilleur que 14... Cc6 ; 15. Fxd6, Fxd3 ; 16. Txd3, Dxd6 ; 17. Cg5, h6 ; 18. Cg4, Dd6 ; 19. a3, Dxb2 ; 20. d6, Ta-8 ; 21. Td1, b5 ; 22. Dd5, Td6 (Ivanchuk-Laganov).

k) Une petite combinaison, connue depuis deux ans, qui aboutit, selon les analyses, à un jeu égal.

l) Ivanchuk, Laganov et Hazin trouvent cette position équilibrée, mais tel n'est probablement pas l'avis du champion du monde : Le R blanc éligé, la possession de la colonne ouverte est surtout d'atouts non négligeables.

m) Ce n'est pas si simple. Si 21... g3, Cc2, Dd2, Df6 ; 22. Rg2, Dg3 (ou 22. Td2, Df6 ; 23. Rg2, Cc3).

n) Reprendre avec la T perd le pion d5.

o) L'avantage des Noirs commence à se faire sentir.

p) Si 24. g3, Ch3.

q) Maintenant Kasparov ne lâchera plus son adversaire ; cet affaiblissement forcé du roque ouvre une brèche dans laquelle il va s'engouffrer.

r) Si 25. d6, Txd2.

s) Menace mat en h2.

t) L'affaiblissement du roque blanc est maintenant général.

u) Si 28. Dg4, Dd5!

v) Ultime espoir.

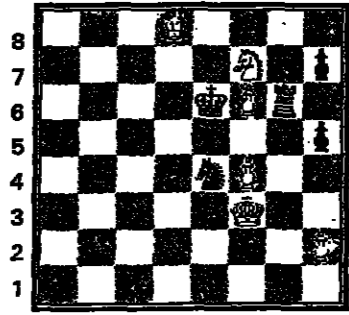
w) Si 31. Rb1, Dxb4+.

x) Afin de parer 32... Dh3+ ; 33. Rf2, Cd4+ etc.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1293
L. MITROFANOV, 1953.
(Blancs : Ra1, Fb1, Pa6, h6, g2, h5. Noirs : Ra3, Td8, Cb4, Pa2, c4, h4.)
1. a7, Td8 ; 2. Fd3, Tg8 ; 3. Ff1, Td8 ; 4. Ff2, Tg8 ; 5. Fg4, Td8 ; 6. Ff6, Td8 ; 7. Ff7, Td8 ; 8. Fd5, Td8 ; 9. a8=D+, Txa8 ; 10. Fxa8, Cc5 ; 11. Fd4, Cd4 ; 12. Rf7, c3 ; 13. Rb8-B9 (et non 13. b8=D7, Cxg2+ ; 14. Fxc2, pa1), et les Blancs gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1293

T. GORGIEV (1929)



BLANCS (6) : Rf3, Fd8, Cf7, Pf4, f6, h2.
NOIRS (5) : Rg6, Tg6, C64, Ph5, h7.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1292

UN GRAND MAÎTRE

Quand on demandait à Pierre Jaïs quelles étaient ses données préférées, il choisissait presque toujours une main où il avait employé une ruse pratiquement impossible à déceler. Il s'agissait d'un contrat de 3 SA chuté grâce à ce qu'on pourrait appeler une tromperie ou deuxième degré au cours du championnat d'Europe par paires de 1976.

♠ RV98
♥ R9642
♦ AV5
♣ AV5

♠ D1063
♥ A3
♦ AR872
♣ 83

♠ 74
♥ V875
♦ V1094
♣ 762

♠ A52
♥ D10
♦ D63
♣ RD1094

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Ekberg Jaïs Jonsson Pilon
1♠ 1♥ 1♦ 1♣ passe
1SA passe 3SA passe...
Jaïs, en Ouest, entama l'As de Carreau pour le Valet d'Est, et il

rejoignit le 2 de Carreau pour le 9 d'Est. Le déclarant prit avec la Dame, puis il réalisa ses cinq Trèfles maîtres (Est ayant trois petits Trèfles).

Quelles ont été les trois défausses d'Ouest pour essayer de faire chuter ce contrat de TROIS SANS ATOU ?

Le partenaire de Jaïs était un tout jeune joueur, Dominique Pilon, qui allait être champion du monde en 1982.

Réponse :
« Le déclarant, raconte Jaïs, a neuf levées avec l'impassé à la Dame de Pique. La ruse consiste à faire un faux appel dans une couleur pour faire croire au déclarant que l'on cherche à le tromper (sur l'As que l'on détient), alors que l'on sait pertinemment qu'il ne peut pas être dupé. Mais le but réel de cet appel est de pouvoir se défausser d'un 10 qui va lui ouvrir des horizons nouveaux et lui permettre... de chuter ! »

Jaïs s'empressa donc de jeter le 10 de Pique, puis le 3 de Pique

comme s'il voulait faire croire qu'il détenait lui-même l'As de Pique (alors que le déclarant sait bien à quoi s'en tenir puisqu'il a forcément cet As). Il pense que Jaïs a vraisemblablement l'As de Cœur, mais, de toute façon, l'occasion est trop belle de faire à coup sûr (ou... presque) trois levées à Pique et le top...
Alors, après avoir fait cinq levées à Trèfle, le déclarant suédois Ekberg monte au mort par le Roi de Pique, puis joue le Valet de Pique qu'il laisse couler et que Jaïs prend avec la Dame (qui est maintenant sèche). Les trois Carreaux maîtres et l'As de Cœur font chuter ce contrat de deux levées, alors qu'aux autres tables les déclarants l'ont réussi en faisant l'impassé normale à Pique! Une ruse exceptionnelle qu'Ekberg a eu le fair-play d'applaudir.

Champion de Russie
Il n'y a pas encore de championnat d'URSS, mais les meilleurs joueurs russes sont connus. Parmi

eux, citons Enno Koster, qui a réussi l'année dernière en partie libre ce coup magnifique. Même en regardant les quatre jeux un expert aura du mal à le réussir.

♠ AD862
♥ ---
♦ D762
♣ A543

♠ 10
♥ RD987653
♦ 106
♣ V3

♠ VAV102
♥ O E
♦ 10983
♣ DV7

♠ R9754
♥ A
♦ A54
♣ R982

Ann. : S. don. N.-S. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Koster Jacobson Kalv Heindo
1♠ 4♥ 5♦ 6♣
6♠ passe passe passe
Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment Koster, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUÉ contre toute défense?

Note sur les enchères :
L'ouverture de Sud vaut 13 points seulement (en comptant 2 points de distribution et 1 point pour les plus-values de l'As et des deux Rois). Sur « 6 Cœurs », il doit donc passer, car, en disant librement « 6 Piques », il invite Nord à aller au grand chelem.

Courrier des lecteurs :
« Un contre-succédané (1282). — « Contrairement à ce que vous affirmez dans l'introduction, écrit Sjar Yalcin (Ankara), je ne crois pas que le contre d'Ouest ait facilité la tâche du déclarant. » Et Yalcin, avant même la parution de la solution, propose le mort inversé et le squeeze final qui permettent de faire treize levées. Il est exact, en effet, que, même sans le contre d'Ouest, on peut choisir cette ligne de jeu, mais, entre une solution compliquée et une solution simple (l'impassé à Trèfle), un champion, aussi fort soit-il, préférera la simplicité.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble

N° 300

L'EXPANSION DES CHOSES INFINIES

Certains n'apprécient les parfums orientales avec de la MYRRHE et du BENJOIN. Pétrissait l'ENCENS, le VÉTIVER et la CANNELLE pour en faire des boules à brûler. Tamisait et décomposait des pétales de rose écrasés, l'écorce de cascarille, les fleurs de LAVANDE.

Une armoire frottée au musc, un coffret de bois de cèdre possèdent quasiment la vie éternelle. D'autres parfums — huile de LIMETTE, bergamote, extraits de NARCISSE — s'évaporent au bout de quelques heures. Mais Gribouille avait réussi à liquer la senteur éphémère d'une huile de tubéreuse par d'infimes adjonctions de CIVETTE, de VANILLE, de LABDANUM et de CYPRES.

Autres anagrammes : ROMARIN, GELLET, STORAX ou STYRAX, arbrisseau fournissant le benjoin et un baume - NEROLI, huile extraite de la fleur d'orange - GIROFLÉE.

Gribouille roulait des bougies odorantes faites de sciure de bois de

SANTAL. Comprimaient des pastilles orientales avec de la MYRRHE et du BENJOIN. Pétrissait l'ENCENS, le VÉTIVER et la CANNELLE pour en faire des boules à brûler. Tamisait et décomposait des pétales de rose écrasés, l'écorce de cascarille, les fleurs de LAVANDE.

Une armoire frottée au musc, un coffret de bois de cèdre possèdent quasiment la vie éternelle. D'autres parfums — huile de LIMETTE, bergamote, extraits de NARCISSE — s'évaporent au bout de quelques heures. Mais Gribouille avait réussi à liquer la senteur éphémère d'une huile de tubéreuse par d'infimes adjonctions de CIVETTE, de VANILLE, de LABDANUM et de CYPRES.

Autres anagrammes : ROMARIN, GELLET, STORAX ou STYRAX, arbrisseau fournissant le benjoin et un baume - NEROLI, huile extraite de la fleur d'orange - GIROFLÉE.

Gribouille roulait des bougies odorantes faites de sciure de bois de

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	BRUILLT	BRUIT	H 4	20
2	LI+ANOHT	BIATHLON	4 H	78
3	NLOUFAS	FOULANTS	B 8	62
4	OSPIECI	APICOLES	F 8	66
5	NTEVU9	VOY(A)NTE	C 7	64
6	U+AESDOD	FADE	B 8	31
7	U+OES+ENS	USNEES	14 B	31
8	OU+BERTS	TONDEURS	O 2	77
9	EXEMLOE	MOELLE(U)X	M 1	34
10	VEIESE	ÉCRIVRES (s)	11 E	48
11	F+ARAKEL	SAKE	15 F	41
12	FARL+IMR	FA (b)	12 H	23
13	RLIME+JU	JUMELÉ	6 J	32
14	RII+HGE	HE	19 J	28
15	TREWEUT	FAUTE	12 H	25
16	WEMT+QAE	ETA(U) (c)	7 J	17
17	WEMQ+IIZ	FAUTEZ	12 H	18
18	WEMQI+AA	EPIAJ	9 E	25
19	RPNOECA	CAPERONT	2 H	36
20	O+GINRIM	GIRON	1 E	32
21	MI+ABRD	ZIG	M 12	26
22	BDRAM+QW	AMBLE	E 5	16
23				
Total				880

(a) VERISME, 1 H, 36. (b) RAIPORT, 2 E, 24. (c) ETAME, 7 J, 18.
Festival de Vitrol, Club Méditerranée, du 9 au 11 septembre. Individuel et paires. Tél. : 42-61-85-00, poste 35-76.
MICHEL CHARLEMAGNE.

FESTIVAL DE PREVEZA
(Grèce)
13 juillet 1988
(3^e manche)

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrez la solution et le tirage suivant.

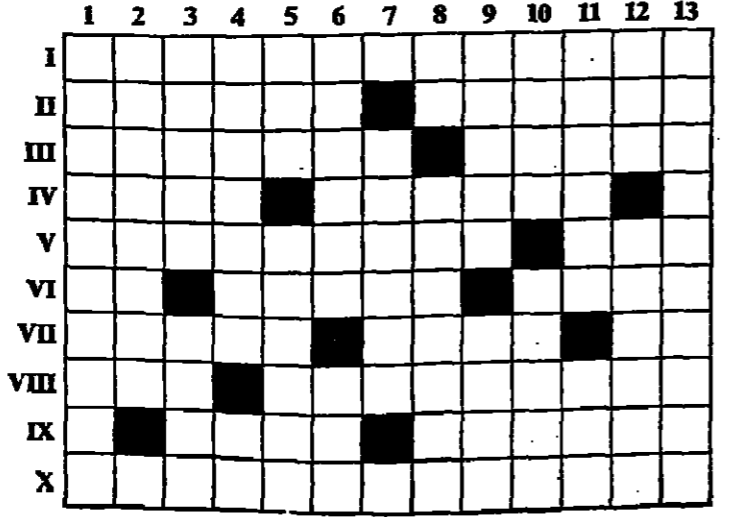
Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (P.L.I.) de l'année.

mots croisés

N° 522



Horizontalement
1. Un service tout indiqué pour un récent ministre délégué.
II. Fâcheuse éruption. Précieuses mesures. — III. Cassa ma non troppo. Spontanés. — IV. C'est se fâcher. C'est quand on se fâche. — V. Vous n'y résistez probablement pas. Existe avant 92. — VI. Fécond quand on le double. Donne un vernis. Donne et prend. — VII. Favé. Peut avoir des vapeurs. Un peu de rhume. — VIII. Organisé des vols. Facilite l'ouverture. — IX. Ecorce. On fait tout pour qu'elle se conduise

Verticalement
1. Réveillant. — 2. Ecorcée. Opéré. — III. Bourde. Pulsar. — 4. Vaucl. Cl. — 4. Era. Gouls. — 5. Indigestes. — 6. Lee. Usait. — 7. Le. Me. Iran. — 8. Puritain. — 9. Moulin. — 10. Able. Gitan. — 11. Testera. — 12. Ira. Besace. — 13. Nervosité.

FRANÇOIS DORLET.

anacrosés

N° 523

Horizontalement
1. DEEIRRV. — 2. AEILRS (+2). — 3. ADIILQ. — 4. ACHINOPS. — 5. CEGILLOT. — 6. BBEIMNO. — 7. ADEGNOS (+1). — 8. DEIMNU (+1). — 9. AEGORSTU (+5). — 10. EEIRSS (+5). — 11. BELMRSU (+3). — 12. AAEER. — 13. AADNORT (+1). — 14. ADIPRSSU (+1). — 15. DIHST. — 16. DEIMMNO. — 17. EEIMORU. — 18. AERHINST. — 19. EIMNORT (+2). — 20. EEEERSX. — 21. EISSSU.

Verticalement
1. EINOPR. — 2. ACEGINOP. — 24. ABEINSEL. — 25. BIMORTV. — 26. ACEHLORT. — 27. ABEHMOOR. — 28. DEGINORU (+1). — 29. EEIILNNS. — 30. ADEINRU (+1). — 31. CEINRSU (+1). — 32. AEGIORU (+1). — 33. EINRSU (+4). — 34. ADEGIORS. — 35. DEINOS. — 36. ABEORSTU (+2). — 37. DEILOSV. — 38. AAEERST (+1).

Les anacrosés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inutilisables sur la grille.

Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans le premier partie de Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admissibles.)

39. AEGNSSU. — 40. AAAMSSS (+1).

SOLUTION DU N° 522
1. SOLFIER. — 2. CROUPIER. — 3. RASSETTE (RETATES STATERE TESTERA TETERAS). — 4. ATTORNEY. — 5. IRANIEN. — 6. RESIDUEL. — 7. TENANTE. — 8. OCULISTE. — 9. FEMINISTE (FEMINISTE). — 10. MENACER. — 11. EXECUTIF. — 12. STOUTS. — 13. OCEANIDE. — 14. MUSELET. — 15. CIDRERIE. — 16. ENCLASURE. — 17. EHONTÉS. — 18. ROUTIER (TOURIER). — 19. NEMEENS. — 20. FLEGMON. — 21. SURDITES

(RUDISTES). — 22. COUVERT. — 23. OVAIRES (VAROISES). — 24. LESTANT (LATENTS TALENTS). — 25. ECHOUE. — 26. MENAJANT (ANEMENT) — 27. INFECOND. — 28. ENTRETENU. — 29. IRREEL (LIERRE RELIER RELIRE). — 30. NEMATODE, ver parasite. — 31. AERONEFS. — 32. RETRECIER. — 33. MECANO. — 34. ILÉITES. — 35. PARADIS (DIAPRAS DRAPAIS). — 36. LEUDES, sujet d'un roi (ELUDES). — 37. ETÉTATT. — 38. ENRENE. — 39. ROYALES. — 40. SETTERS.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

SEMAINE GOURMANDE

Au Quai des Ormes

Passant de Neuilly au quartier de l'Hôtel de Ville, Yves Bourrier se devait, tout en restant fidèle à lui-même, de ne pas surprendre les clients du Quai des Ormes.

Les oeufs Bourrier sont broyés aux truffes, mais le saucisson en broche vient directement de Lyon (de chez Bonnard), le saint-pierre coulis de champignons est enrobé d'une sauce vinaigre d'un parfait équilibre.

Marius
Cantine des députés depuis des lustres, la maison de la rue de Bourgogne mériterait d'être classée.

L'aimable maison un peu secrète, où les passions se tissent l'espace d'une dégustation, avec des dîners plus paisibles encore.

Banc de fruits de mer (au pluriel) et carte d'un classicisme évolué (bon foie gras au torchon, gratin de morue fraîche).

MARIUS, 5, rue de Bourgogne, 75007 Paris. Tél. : 45-51-79-42.

Les Feuilles libres à Neuilly

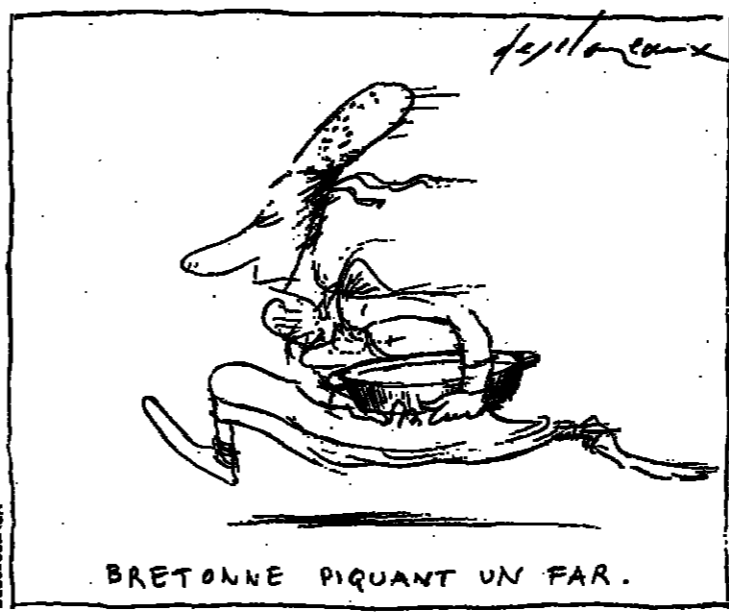
Dans une petite rue paisible, un petit restaurant plus paisible encore avec un menu-carte (230 F vin et service compris).

LES FEUILLES LIBRES, 34, rue Perronet, 92200 Neuilly. Tél. : 46-24-41-41.

LS sont typiques. Ils sont multiples. Ils sont en voie de disparition, ces fars dont quelques cuisinières bretonnes sont encore gardiennes!

Et elle énumère les fars salés qui sont : les fars sac'h (en sac), les fars manch (en forme de manche), fars poch (en forme de poche).

Et servis lors des noces, l'usage était que les invités en rapportent dans un mouchoir à ceux restés à la maison.



BRETONNE PIQUANT UN FAR.

pal reste la farine, les oeufs ou le lait - ou les deux à la fois - on fera un fars sac'h au pruneaux dénoyautés.

L'intéressant - que Simone Morand n'évoque point - semble être que le farci poitevin et le farçon savoyard sont eux aussi des fars (tout comme la mique du Quercy et, après tout, le saint breton Amador).

Au rayon des desserts seulement, on retrouve aujourd'hui les fars dits sur les cartes fars bretons.

Las! Toutes ces merveilles, il les faut aller découvrir sur place. La cuisine bretonne est mal représentée sur Paris.

Sur place, voici quelques bonnes tables finisériennes :

A Quimper : Le Capucin gourmand (29, rue des Roques, tél. : 98-95-43-12).

A Concarneau : La Belle Etoile (sur la plage, tél. : 98-97-05-73).

A Morlaix : le Restaurant de l'Europe (1, rue d'Aiguillon, tél. : 98-62-11-99).

En La Forêt-Fouesnant, L'Auberge Saint-Laurent (6, rue de Beg-Mihéz, tél. : 98-56-98-07), fermé lundi.

A Roscoff enfin : Le Temps de vivre (place Lacaze-Duthiers, tél. : 98-61-27-28), fermé dimanche soir et lundi.

LA REYNIÈRE.

LIRE

Monselet le gourmet

Quel terrible gourmet dut être ce Charles Monselet (1825-1888) qu', au siècle dernier, donna ses lettres de noblesse à la critique gastronomique!

la fantaisie, l'esprit sans jargon, la malice souvent fort têtue mais sans fiel.

Et puis surtout il a laissé une cascade de recettes et de menus les plus divers que Florence Arzel et Maryse Aupiais ont retrouvés, trouvés souvent « modernes » et publiés.

Le Monselet gourmand, présenté par F. Arzel et M. Aupiais, éd. Jeanne Lafitte, Marseille, 300 p., 180 F (nombreuses gravures).

Heureuse idée, en tout cas, que de publier, l'année du centenaire de sa disparition, les recettes, entrelardées de chroniques et de dessins du temps, de cet honnête homme complet.

Ami, entre autres, de Nerval, Hugo, Lamarque et Baudelaire, il fut même dans les bonnes grâces du difficile Sainte-Beuve qui écrivit de lui : « Il jette au vent les dons de l'imagination ».

J.-P. P.-H.

BRASSERIE DE L'EST FACE GARE DE L'EST SA FABULEUSE CHOUCROUTE

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Aquitaine ENTRE MER ET MÉDOC HOTEL RESTAURANT *****

Campagne CHAUMONT-SUR-THARONNE HOTEL *** RESTAURANT *****

Côte d'Azur NICE HOTEL LA MALMAISON

HOTEL VICTORIA *** 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE

Montagne 05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras) Parc régional. Site classé.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS (Hautes-Alpes) PARC RÉGIONAL Alt. 2000 m.

Suisse LAC MAJEUR LOCARNO

GASTRONOMIE

Rive droite SALLE CLIMATISÉE le soufflé

CHEZ PIERROT Cuisine bourgeoise SES PLATS DU JOUR ET POISSONS

HADAMOND Ses spécialités TRIPES - POISSONS SALONS POUR REPAS D'AFFAIRES

Rive gauche Le Sybille Saint-Germain-des-Près MAISON DU XVI^e SIÈCLE

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

Auvergnates ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 9, 42-25-01-10.

Paella EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 43-87-26-87.

Fruits de mer et poissons A LA BONNE TABLE, 45-39-74-91, 42, r. Fribat.

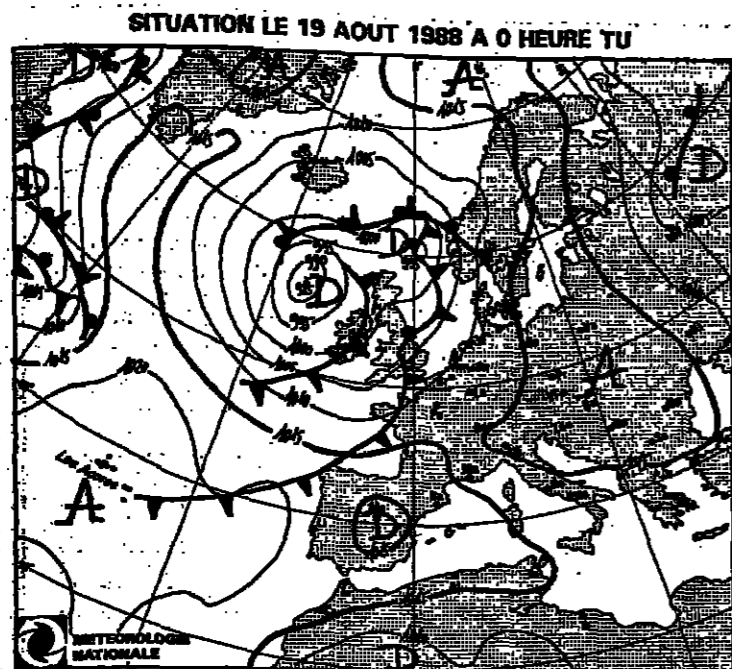
Sarladaises LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 9, 45-22-23-62.

Ethiopiennes ENTOTTO, 45-87-08-51, F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann.

Italiennes L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Monchev, 13^e, 45-89-08-15.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19 AOÛT 1988 À 0 HEURE TU

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 19 août à 0 h et le dimanche 21 août à 24 heures.

La dépression des îles britanniques aggrave le nord de la Bretagne. La perturbation associée touche encore le Sud-Est le matin avant de s'éloigner en Méditerranée. Un temps très changeant en nuages, éclaircies et grosses pluies rapidement se généralise à la France. Dimanche les averses s'intensifient au Nord et à l'Est tandis que le soleil revient progressivement sur les autres régions.

Samedi : éclaircies et averses, pluies orageuses dans le Sud-Est le matin.

Sur les Pyrénées orientales, le sud du Massif Central, les Alpes, la vallée du Rhône, le Jura, les Vosges ainsi que sur le littoral méditerranéen, la journée débute sous un ciel nuageux de pluie jusqu'à midi. Des orages éclatent. Au fil des heures, une amélioration se dessine, un peu plus lente sur les Alpes. Les éclaircies reviennent donc, entrecoupées de quelques averses, tandis que les orages gagnent la Corse.

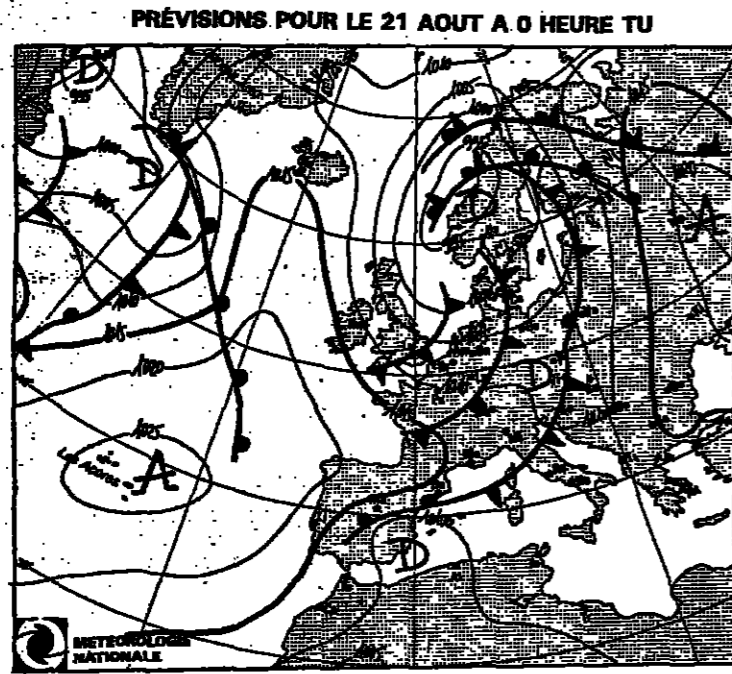
La tramontane se lève le soir. Sur les autres régions, les nuages et les éclaircies alternent rapidement. Nous pourrions profiter de belles éclaircies. Toutefois les nuages se forment de temps en temps plus menaçants, apportant des averses parfois accompagnées d'orages. Les averses seront plus nombreuses sur la moitié nord. Le matin elles précéderont les côtes atlantiques et de la Manche.

Le vent d'ouest soufflera fort le matin sur les côtes de la Bretagne au nord. Au cours de la journée, les rafales de vent atteignent de 30 à 50 km/h soufflant temporairement sur la majorité du pays.

Dimanche : ensoleillé sur l'Ouest et le Sud - quelques averses dans l'Est.

La journée débute sous un ciel très changeant où nuages et éclaircies se succèdent rapidement. Des averses se produisent principalement près des côtes atlantiques et de la Manche. Le vent de nord-ouest sera modéré à assez fort. Quelques orages éclatent encore en Corse.

Peu à peu le soleil reprendra ses droits. L'amélioration débute par l'ouest du pays, et les averses régressent.



PRÉVISIONS POUR LE 21 AOÛT À 0 HEURE TU

LEGENDE

- ☀ ENSOLEILLÉ
- ☁ NUAGEUX
- ☂ PLUIE
- ☁☂ NUAGEUX AVEC PLUIE
- ☁☂ NUAGEUX AVEC AVERSES
- ☁☂ NUAGEUX AVEC ORAGES
- ☁☂ NUAGEUX AVEC GRANDS ORAGES
- ☁☂ NUAGEUX AVEC TEMPÊTES
- ☁☂ NUAGEUX AVEC NEIGE

TEMPS PRÉVU LE 20.08.1988 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
Valeurs extrêmes relevées entre le 18-08-1988 à 6 heures TU et le 19-08-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	28	18	P	LOS ANGELES	22	16	D
ALGER	TOULOUSE	30	19	D	LIECHTENBERG	27	16	C
BRUXELLES	PORT-SAÏD	27	16	N	MADRID	36	19	D
BOURGES	PARIS	27	15	N	MARAKHCH	30	21	D
CLERMONT	STRASBOURG	27	15	N	MEXICO	20	12	B
DIJON	VALD'AUZER	27	15	N	MILAN	32	20	D
LYON	VIENNE	27	15	N	MONTREAL	23	10	D
NANCY	BRUXELLES	27	15	N	MEXICO	19	14	A
NANTES	BARCELONE	27	15	N	NAIROBI	28	15	F
NICE	BERNE	27	15	N	NEW-YORK	32	21	D
PARIS	BRUXELLES	27	15	N	OSLO	21	14	F
RENNES	COLOGNE	27	15	N	PALM-BEACH	33	18	D
STRASBOURG	DUBLIN	27	15	N	PARIS	30	22	D
TUNIS	GENÈVE	27	15	N	ROME	34	24	D
VALD'AUZER	COPENHAGUE	27	15	N	ROME	33	20	D
VIENNE	DAKAR	27	15	N	SINGAPOUR	30	25	A
	DELHI	31	26	P	STOCKHOLM	19	11	C
	GENÈVE	31	26	P	TOKYO	22	13	D
	HANOI	31	26	P	TOKYO	34	24	A
	ISRAËL	29	21	D	TUNIS	35	22	D
	JERUSALEM	29	21	D	VALENTIA	21	8	D
	LEONOR	26	17	P	VIENNE	29	19	D
	LIORNA	26	17	P		27	14	D

A B C D N O P T *
averse bruine ciel ouvert ciel nuageux orage pluie tempête neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Les affranchissements mécaniques

Le courrier qui arrive dans votre boîte aux lettres est de moins en moins timbré. Courrier d'entreprise, plus administratif : à la place du timbre, une marque rouge affectée d'une valeur (le montant du port), du lieu, de la date de dépôt du pli et parfois accompagnée sur sa gauche d'une illustration qui varie les mérites de la firme d'où est partie la lettre.

En effet, une lettre peut être affranchie mécaniquement. On parle alors d'« empreinte de machine à affranchir ». Les initiés, qui les collectionnent, les nomment EMA.

Les premières machines à affranchir furent mises en service en Nouvelle-Zélande en 1904. La Nav'vige suivit la même année. En France, la première utilisation d'une telle machine date du 26 mai 1924.

Aujourd'hui, soit pour gagner du temps, soit pour ne plus voir disparaître les timbres à des fins personnelles, les postes et les entreprises du monde entier ont recours à l'affranchissement mécanique du courrier.

Tout part de l'Association d'EMA, réside dans l'identification des machines, fabriquées, par exemple, par Havas, Satin, ou Alcatel.

Les machines des guichets des bureaux de poste entrent dans une première catégorie. Elles impriment parfois directement sur l'enveloppe qui leur est confiée la marque rouge

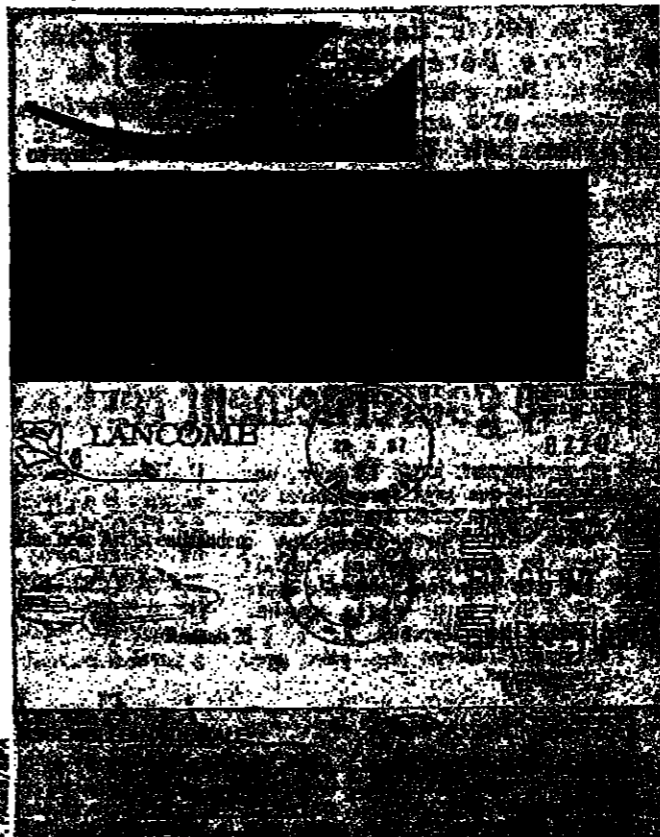
qui permet ensuite au pli d'être acheminé. Mais, le plus souvent, elles débitent une vignette, blanche ou bleutée, sur laquelle se détache en rouge les indications de service habituelles (port, date, lieu, numéro de machine), ensuite collée sur l'enveloppe par le préposé.

Les empreintes de machines d'entreprises entrent dans une seconde catégorie. Au-delà de leur attrait technique et toponymique, les philatélistes thématiques s'intéressent aux illustrations qui les accompagnent : automobiles, agro-alimentaire, compagnies aériennes, etc., sont très recherchées. La poste contrôle le débit de ces machines. Il existe enfin des empreintes de machines en démonstration ou à l'essai (valeur fictive : 0 F) et des empreintes « spécimen ».

P. J.

★ Pour en savoir plus : Association des collectionneurs d'empreintes de machines à affranchir (ACEMA), M. Bernadac, La Vigie, Bourg-des-Comtes, 33580 Guichon. « A propos d'EMA », Rémi Corbeau dans la Philatélie thématique d'avril 1987 (Association de philatélie thématique, 51 bis, rue Pasteur, 92330 Sceaux).

Bibliographie réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue des Saules, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-86.



Empreintes de machines à affranchir (de haut en bas) : vignette de mailleur d'ordinateur de guichet, marque allemande, marque française, marque suisse et empreinte de l'Assemblée nationale.

VACANCES

Dix mille enfants à la mer

Dix mille enfants de l'île-de-France et du Nord-Pas-de-Calais ont passé le jeudi 18 août sur le plage de Malo-les-Bains, près de Dunkerque, grâce au Secours populaire français. Encadrés par mille cinq cents bénévoles, ces « oubliés des vacances » ont profité de la mer, que beaucoup n'avaient jamais vue. Ils ont pu s'initier à la planche à voile, au ski nautique et au parachutisme ascensionnel. Le Secours populaire a organisé cette opération dans le cadre de sa campagne « Pour que l'été n'oublie personne ». L'objectif est d'offrir sept cent mille journées de vacances à l'enfance défavorisée. Des enfants d'Auvergne découvriront Le Gru-de-Roi dans le Gard, ceux du Languedoc-Roussillon visiteront les gorges du Tarn, et leurs camarades de Franche-Comté iront au zoo de Mulhouse.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 19 août 1988 :

UN DÉCRET
N° 88-879 du 17 août 1988 portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative aux enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens faite à Alger le 21 juin 1988.

UN ARRÊTÉ
Du 12 août 1988 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1988/10.

DES LISTES
Des élèves ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques des industries agricoles et alimentaires de l'École nationale d'ingénieurs des techniques des industries agricoles et alimentaires de Nantes.

Des élèves de l'Institut supérieur d'agriculture de Lille ayant obtenu le diplôme d'ingénieur en agriculture.

LOTTO 17 AOÛT 1988

004 13 23 31 35

532 380,00 F
54 400,00 F
3 830,00 F
70,00 F
7,00 F

Le Carnet du Monde

Décès

— Elodie Blanc, sa sœur, Michèle Blanc-Richard et Gérard Blanc, ses parents, M. et M^{me} Maurice Richard, M. et M^{me} Georges Blanc, ses grands-parents, Les familles Blanc, Bergeron, Charignon, Dunand, ont la douleur de faire part du décès de **Franck BLANC**, survenu accidentellement dans sa dix-huitième année, le 11 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 16 août, à Grenoble.

3 ter, rue Bellevaine, 78230 Le Plessis, Les familles Blanc, Bergeron, Charignon, Dunand, 30140 Anduze.

— M. le docteur Marcel Filin et M^{me} le docteur Eugénie Filin, née Edmée Lepointe, M. le docteur Pierre Filin, M. et M^{me} Marc Filin et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, font part du décès de **Clair FILIN**, né le 24 janvier 1959, survenu le 6 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée le vendredi 2 septembre, à 12 heures, en la chapelle de l'hôpital Richard, 78, boulevard de la Reine, à Versailles.

— Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition accidentelle de **Isabelle GARCIA de la ROSA**.

Les obsèques ont eu lieu le 13 août 1988.

Route de l'Eglise, 38550 Jarry.

— M^{me} Françoise Gorge, son épouse, Caroline et Mathieu, ses enfants, Toute sa famille, ont la profonde tristesse de faire part du décès de **Jean-Claude GORGE**, survenu le 16 août 1988.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église de La Membrolle-sur-Choisille, le 16 août 1988, dans la plus stricte intimité.

S, allée de l'Abreuvoir, 37290 La Membrolle-sur-Choisille.

— Le conseil de surveillance, Le directeur, Et tout le personnel de Membrolle de Flandres, ont la profonde tristesse de faire part du décès de **M. Raymond JUVANON**, directeur commercial, membre du directeur, survenu le 15 août 1988, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu le jeudi 18 août 1988, à Créches-sur-Saône.

Anniversaires

— Le 1^{er} septembre 1980, partait pour l'Orient Éternel notre bien-aimé F.

Jean BRENIER.

Une pensée est demandée par son épouse inconsolable à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

— Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se rappellent.

Michelle MARTIN-WAMBERG, décédée le 19 août 1985.

— Il y a quinze ans disparaissait

Olivier de PIERREBOURG, compagnon de la Libération, député de la Creuse, maire de Guéret.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Médecine

Contre la calvitie

Le minoxidil commercialisé aux États-Unis

Aux États-Unis, la FDA (Food and Drug Administration) vient d'approuver la commercialisation d'une lotion à base de minoxidil destinée à lutter contre la forme la plus commune de la calvitie, ou « calvitie androgénique ». Produite par les laboratoires Upjohn, ce médicament est déjà commercialisé dans quarante-cinq pays, dont la France, où près de neuf millions de personnes seraient concernées.

Le minoxidil était à l'origine, un médicament de l'hypertension artérielle. C'est en constatant que cette substance stimulait la pousse des poils et des cheveux que les chercheurs ont décidé de l'utiliser à des fins cosmétologiques. En raison de ses possibles effets secondaires, ce produit n'est délivré que sur prescription médicale.

LOTTO 17 AOÛT 1988

004 13 23 31 35

532 380,00 F
54 400,00 F
3 830,00 F
70,00 F
7,00 F

117 481,00 F
7 714,00 F

NUMERO FACTOLE : 8
Tirage de Jeudi 19 Août 1988

Economie

SOMMAIRE

■ De retour de vacances, M. Pierre Bérégovoy s'est inquiété du « fort dérapage » des loyers et a annoncé la préparation, en 1989, d'une réforme de la fiscalité pour 1990 (lire ci-dessous).

■ Après neuf mois d'incertitude, la société de logiciels informatiques CCMC passe du giron de la Société générale à celui de Thomson (lire page 17).

■ Renaissance de l'industrie américaine de l'électroménager : Whirlpool prend 53 % des produits blancs du hollandais Philips (lire page 17).

■ Tourisme : les étrangers sont de retour (lire ci-contre).

TOURISME

Premier bilan de la saison

Les étrangers sont de retour

La saison estivale 1988 permettra sans doute au tourisme français de sortir du marasme où l'avaient plongé la baisse du dollar et les attentats en 1986 et 1987. Pendant deux ans, la clientèle étrangère avait boudé l'Hexagone tandis que la crise économique écourtait les vacances des Français. Le premier bilan dressé pour cette année par M. Olivier Stirn est satisfaisant, même si les données ne portent que sur le début de la saison. Alors qu'en 1987 29 % des professionnels des stations estimaient que le début de saison serait bon, ils sont 40 % cette année.

d'autres régions. En Ile-de-France, la clientèle américaine a retrouvé son « dynamisme » et progressé de plusieurs points.

Même si la fréquentation record de 1985 ne sera pas égale, les mauvais résultats des deux années passées sont oubliés.

Le tour de France du ministère souligne, en outre, que seul « l'enfer du Nord » est resté à l'écart de la reprise touristique. Dans le plupart des régions, les performances sont au moins aussi bonnes que celles de 1987. A défaut d'éclaircir leurs vacances les Français se dirigent dans l'Hexagone en dépit de l'inconstance météorologique du littoral ouest.

Malgré ce premier bilan positif, le ministère reste prudent, car le tourisme dépend de nombreux paramètres : prix, parités monétaires, effort de promotion et, bien entendu, la météo. Dans un mauvais début de saison dans une région peut succéder un mois d'août resplendissant, qui fait en même temps remonter le mercure et les taux d'occupation. Ce n'est donc qu'au début septembre que M. Stirn pourra dresser un bilan définitif de la saison.

M.-Ch. ROBERT.

La politique économique de M. Bérégovoy

Prix : le gouvernement révisé son objectif à la hausse pour 1988

Tout en annonçant, jeudi 18 août, une hausse de l'indice des prix (provisoire) en juillet de 0,3 % (soit 2,7 % sur les douze derniers mois), M. Pierre Bérégovoy a indiqué que le gouvernement tablait désormais sur une inflation comprise entre 2,5 % et 3 % pour cette année. L'objectif initial se situait à 2,5 %. En juillet, l'écart d'évolution des prix avec

l'Allemagne fédérale s'est légèrement accru : il a été de 1,7 point. L'accélération de l'inflation résulte notamment, selon M. Bérégovoy, de l'« héritage » du gouvernement précédent, avec en particulier les augmentations du tabac et du gaz domestique. Mais le ministre de l'économie a surtout mis en cause le « fort dérapage »

des loyers. Tous secteurs confondus, ceux-ci ont augmenté de 5,1 % en 1986, puis de 6,5 % en 1987, et, à nouveau, à la fin avril et sur les douze derniers mois, de 6,5 %. En trois ans, la hausse a été de 19 %, deux fois plus rapide que celle de l'ensemble des prix de détail (8,8 %). Le poste logement pèse environ 7 % dans l'indice INSEE des prix à la consommation.

La flambée des loyers

Le poids des loyers dans l'indice des prix de détail a beau être faible, il était inévitable que le gouvernement s'inquiète d'une progression deux fois plus rapide que celle de l'ensemble des prix à la consommation. La loi du marché produit dans ce secteur ses effets mécaniques : dans les régions où une offre suffisante existe, la régulation s'opère d'elle-même ; le propriétaire, dans la crainte de perdre un locataire convenable et bon payeur, modère ses exigences, et le locataire résiste plus facilement à toute demande excessive, sachant que, malgré les contraintes et les frais d'un déménagement, il peut trouver à se loger pour un prix plus raisonnable.

La situation est tout à fait différente lorsque le marché est « tendu », comme disent les professionnels. C'est le cas à Paris et dans la région parisienne, où le marché n'existe pratiquement pas et où le prix des appartements vides, totalement libre, s'envole. A chaque renouvellement de bail, la tentation est grande pour le propriétaire ou pour le gestionnaire de considérer tout loyer comme sous-évalué. Ce qui met en place une « échelle de porroquet », les nouvelles locations tirant vers la hausse l'ensemble des loyers.

M. Bérégovoy a raison de craindre une hausse plus forte encore en

1989. En effet, l'article 51 de la loi Méhaignerie stipule que les baux qui n'auraient pas été mis en conformité avec la précédente loi Quilliot, seront réputés l'avoir été le 24 juin 1983. De façon tout à fait artificielle, un nombre beaucoup plus important de baux viendront ainsi à renouvellement à mi-1989 (1,8 million environ, au lieu de 800 000 normalement), amplifiant l'impact des hausses sur les prix de détail.

Certes, la loi Méhaignerie (sur laquelle il n'est toutefois pas question de revenir) prévoit des mécanismes « qui permettent d'éviter les dérapages », selon la formule de M. Bérégovoy. Les commissions de conciliation reçoivent peu de plaintes (2 700 en 1987, dont les trois quarts pour la seule région parisienne). Les professionnels y voient le signe que tout se passe bien. Mais il faut bien admettre que le locataire a plus tendance à accepter une hausse objectivement excessive, si elle n'est pas complètement désastreuse (de 10 % l'an, par exemple), sachant qu'il ne trouvera un appartement comparable à un prix encore beaucoup plus élevé, auquel il faut ajouter les frais de déménagement et de réfection du nouvel appartement. La flambée des loyers depuis deux ans fait de la plupart des loyers venant à renouvellement des loyers « sous-évalués »...

M. Bérégovoy peut-il sans risques inciter les locataires à refuser les hausses qui leur sont proposées, les litiges persistant après conciliation aboutissant normalement devant les tribunaux, déjà surchargés ?

Par ailleurs, le sujet des loyers étant particulièrement passionnel, peut-il envisager une campagne d'incitation des locataires à la résis-

tance sans déclencher des réactions virulentes de l'opposition ?

Enfin M. Bérégovoy pourra-t-il éviter de recourir à une réglementation spécifique pour Paris et la région parisienne ? Sa marge de manœuvre est très étroite.

JOSÉE DOYÈRE.

SOCIAL

Un entretien avec M. André Bergeron

(Suite de la première page.)

« Prenons l'exemple des TUC. Au fil des années, on a demandé aux TUC d'exercer un travail habituellement dévolu à des personnels permanents. C'est le cas dans la fonction publique et notamment dans les finances où l'on refuse d'embaucher des personnels supplémentaires.

« Ce problème se posera avec de plus en plus d'acuité. Il vaut mieux favoriser la relance de l'activité, en particulier des investissements, en bonifiant les taux d'intérêts exigés en de telles circonstances. Il faut aussi accentuer l'effort de formation, car ceux qui sont sans formation ont encore plus de mal à trouver un emploi.

« Il faut donc corriger les abus de la formation en alternance pour les jeunes...

« Sur les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), le patronat s'est mal conduit. De nombreux employeurs ont profité des exonérations fiscales sans donner une formation débouchant sur une embauche définitive. Ce n'était pas l'esprit de l'accord que nous avons signé. Même les organisations patronales ont admis qu'il y avait des abus. Il n'est pas possible de tolérer plus longtemps une telle situation.

« Comment jugez-vous l'action du gouvernement de M. Rocard ?

« Je ne peux pas encore porter de jugement. Nous avons été reçus pendant une heure par M. Rocard, nous avons eu des discussions approfondies qui durent quatre heures. J'espère que, dès la rentrée,

M. Rocard en reviendra à ces pratiques. A défaut, le gouvernement donnerait plus l'impression, en recevant les syndicats, qu'il sacrifie à une obligation ou à un rite plutôt qu'au désir d'approfondir les problèmes qui se posent.

« Finalement, préférez-vous un gouvernement comme celui de M. Mauroy qui fait de grandes réformes sociales ou un gouvernement comme celui de M. Rocard qui fait de la gestion ?

« On ne peut pas encore dire que le gouvernement de M. Rocard ne fait que de la gestion. Je ne veux pas faire de procès d'intention.

« L'expérience m'a appris qu'un gouvernement ne peut rien accomplir de valable sans stabilité sociale. La stabilité sociale ce n'est pas un slogan, c'est la résultante d'un comportement. Il faut obstinément rechercher l'accord qui est forcément un compromis. Telle est l'attitude que le gouvernement doit adopter aujourd'hui sur les salaires qui sont devenus un problème majeur. Il faut discuter pour éviter des événements comme ceux qui viennent de se produire dans les mines.

« L'ouverture ne conduira pas très loin »

« L'ouverture politique, cela vous concerne ?

« Je ne crois pas que l'ouverture puisse conduire très loin. Dans une démocratie, il faut une majorité et une opposition. C'est ce qui existe dans toutes les grandes démocraties d'Europe du Nord. Pourquoi tenter de parvenir à ce que nous appelons l'unanimité ? C'est un objectif que l'on n'atteindra jamais.

« A propos du droit de licenciement, vous ne voulez pas d'une négociation n'aboutira à rien. Dès l'instant où la loi est votée, le droit de travail. N'est-ce pas ce que vous faites depuis quarante ans en signant des accords qui modifient la législation ?

« Peut-être. Mais lorsqu'un différend surgit entre un employeur et ses salariés, il faut que le conseil des prud'hommes ou le tribunal puisse dire le droit en se référant à des textes de loi ou à des conventions de droit public. Des quantités de salariés sont employés dans des petites boîtes où il n'y a ni convention collective, ni syndicat. S'il n'existe plus cette réglementation à laquelle nous sommes attachés, comment voulez-vous que les salariés puissent faire dire le droit ?

« Quant à l'autorisation de licenciement, soyons logiques. Une négociation n'aboutira à rien. Dès l'instant où la loi est votée à l'instigation de M. Séguin n'est pas bonne, il suffit, à l'instigation de M. Soisson, d'en faire voter une autre qui rétablira la situation antérieure.

« Les salariés vont-ils devoir accepter de nouveaux sacrifices d'ici à la fin de l'année pour assurer l'équilibre de la Sécurité sociale ?

« Non. Là encore il faut essayer de ramener le débat à une juste proportion. Je ne conteste pas les diffé-

cultés de la Sécurité sociale dans la mesure où la cause principale est le chômage, les cotisations étant assises sur les salaires. Je ne conteste pas davantage les problèmes démographiques.

« Mieux vaut cependant accepter un point de cotisation supplémentaire plutôt que de nous laisser entraîner dans la voie de la Sécurité sociale à deux vitesses ou nous laisser séduire par la fantastique cam-

pagne des compagnies d'assurances qui affirment pouvoir rendre un service au moindre coût. Il ne faut pas se laisser prendre à ce piège : cela coûtera plus cher avec un rendement inférieur.

« N'est-il pas temps pour FO de sortir de son isolement en faisant des coopérations avec d'autres syndicats ?

« Nous ne sommes pas isolés. Dans les négociations avec le patronat, les syndicats se concertent, c'est très bien comme cela. Pour se marier, il faut s'aimer, il faut avoir quelques choses en commun. Il faut partager des convictions. Ce n'est pas le cas et cela n'a rien de scandaleux : il n'est pas nécessaire de se haïr pour autant.

« Je suis résolu pour le pluralisme syndical. C'est une sorte d'ignominie, d'incitation permanente à l'initiative : avec plusieurs syndicats, si l'on s'entend, c'est le voisin qui l'emporte.

« L'Europe deviendra impopulaire »

« Aux élections aux comités d'entreprise en 1987, FO a reculé considérablement. A quel attribuez-vous cet échec ?

« Les statistiques du ministère du travail datent de 1987. Dans mes propres statistiques qui portent sur 5 600 000 inscrits, je n'ai pas remarqué un tel effritement. Mais nous avons fléchi dans les hôpitaux et dans les finances. Nous devons examiner pourquoi, afin de tenter de récupérer le terrain perdu. Nous n'en gagnerons que si nous restons ce que nous sommes depuis toujours : une organisation pragmatique, soucieuse d'obtenir tout ce qui est à notre portée, sans être d'une manière réaliste et surtout sans se laisser enfermer dans des considérations théoriques.

« Est-ce que vous avez le sentiment que dans la perspective de

1993 on se prépare à l'Europe sociale ?

« Le discours tenu aussi bien par l'ancien gouvernement que par l'actuel est mauvais. On ne cesse de répéter que l'avènement du grand marché au 1^{er} janvier 1993 doit être le moyen de faire face aux conséquences de la modification du rapport des forces industrielles dans le monde. Mais il faut expliquer à l'opinion publique que si les États-Unis d'Europe ne naissent pas, l'Europe et les pays qui la composent seront plus vulnérables aux efforts entrepris par les Japonais, les Coréens, et les Américains, et que la constitution du grand marché permettra non seulement de mieux contrebalancer de telles entreprises sociales des gens qui vivent dans les pays européens.

« Si, depuis des années, je préconise la signature de conventions collectives européennes, ce n'est certes pas en imaginant que nous pourrions définir les règles au plan européen mais pour arrêter quelques orientations essentielles évitant des discordances trop importantes entre les pays européens. Il faut pouvoir en discuter avec les organisations patronales européennes.

« Si l'on ne va pas dans cette voie, l'idée européenne deviendra vite impopulaire. C'est déjà très largement le cas. Je souhaite que désormais les dirigeants de l'Etat changent leur fusil d'épaule. Le président de la République ne me dit-il pas récemment qu'il partageait cette idée des conventions collectives européennes ?

« C'est votre dernière rentrée comme secrétaire général de FO. Comment voyez-vous votre succession ? Est-il vrai que vous n'avez pas de dauphin ?

« L'élection de mon successeur appartient au comité fédéral national, c'est-à-dire à l'assemblée des secrétaires d'union départementales et de fédérations. Je souhaite que dès l'instant où mon successeur aura été élu, qu'il s'appelle Claude Pitois ou Marc Blondel, tous les militants se réunissent autour de lui. Je souhaite aussi que mon successeur, comme je l'ai fait depuis toujours, cherche à demeurer au-dessus de la mêlée, ne soit pas partisan d'un groupe contre un autre, rassemble tout le monde. FO est une organisation plus composite que n'importe quelle autre et je me suis toujours opposé à l'exclusion des uns ou des autres.

« Ce n'est pas de la rhétorique, c'est ma conception de la vie. Je suis par nature tolérant et je souhaite que mon successeur le soit autant que je l'ai été. Pour le reste, comme disait Rosa Luxemburg, « fais ce que dois, advienne que pourra ».

« Vous êtes optimiste quant à l'avenir de FO ?

« Oui, parce que je connais bien les militants de FO. Quel que soit mon successeur... »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

Fiscalité : mise en chantier d'une réforme « juste », « simple » et « efficace »

Alors que les décisions concernant les sociétés fiscales pour le budget 1989 ne sont pas encore arrêtées (elles devraient l'être avant la fin du mois d'août), M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a annoncé, le jeudi 18 août, son intention de préparer, en 1989, une « réforme de la fiscalité » pour 1990. Le ministre, qui entend « y consacrer personnellement », a indiqué que cette réforme tout en s'inscrivant dans le cadre de l'harmonisation de la fiscalité européenne en vue de la création du grand marché, devra répondre à trois « critères » : la « justice sociale », l'« efficacité économique » et la « simplicité ».

Pour 1989, le gouvernement dispose de « peu de marges de manœuvre » en matière d'allègements fiscaux, a confirmé M. Bérégovoy. Le ministre souhaite que « les mesures retenues pour 1989 préfigurent celles qui seront prises en 1990 ». Pour « encourager la production » et l'investissement, le ministre d'Etat préconise une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (actuellement à 42 %) sur les seuls bénéfices non distribués ou une « réduction de la durée d'amortissement sur certains équipements ». « Nous n'avons pas encore tranché ».

Autre objectif, la « réduction des inégalités » passe par la création de l'impôt de solidarité mais également, selon M. Bérégovoy, par des réductions déterminées de TVA. En cette matière, le ministre souhaite privilégier les « consommateurs modestes ». Pour favoriser la mobilité et dans un souci de simplification, M. Bérégovoy réfléchit également à une réforme des droits de mutation.

En ce qui concerne enfin la fiscalité de l'épargne, le ministre de l'économie envisage de prendre quelques mesures dès 1989, mais, dans ce domaine, « l'essentiel sera fait dans le budget 1990 ». La Rue de Rivoli souhaite auparavant connaître les propositions que la Commission européenne doit faire aux gouvernements avant la fin du mois de juin 1989, la libre circulation des capitaux étant prévue pour le 1^{er} juillet 1990.

Le projet de loi de finances pour 1989 pourrait néanmoins comprendre quelques premières dispositions. La non plus rien n'a encore été définitivement arrêté, mais M. Bérégovoy a évoqué l'éventuelle suppression de la taxe sur les encours bancaires et la réforme de la fiscalité

sur les organismes de placement collectifs en valeurs mobilières (OPCVM), comme les SICAV. En supprimant la taxe sur les encours bancaires, l'Etat se priverait d'environ 1,5 milliard de francs de recettes et répondrait à une forte revendication de l'Association française des banques. Une telle mesure bénéficierait néanmoins essentiellement aux emprunteurs - les entreprises - en particulier à condition qu'elle soit répercutée intégralement dans le coût du crédit.

La TVA, l'impôt sur les sociétés, la fiscalité de l'épargne, les droits de mutation, les taxes locales : la réforme envisagée par M. Bérégovoy couvrirait la presque-totalité de la fiscalité française. Le ministre d'Etat n'a pas évoqué en revanche l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

E. I.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE RWANDAISE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La République Rwandaise (Ministère des travaux publics et de l'énergie et ELECTROGAZ) procède à un Appel d'offres international pour la fourniture du matériel et l'exécution des travaux relatifs à la réhabilitation et l'extension des réseaux électriques de six centres, à savoir : GITARAMA, BYUMBA, RWAMAGANA, GIKONGORO, CYANGUGU et BUGARAMA.

La procédure d'acquisition des biens et des services sera conforme aux règles du Fonds africain de développement qui finance ce projet.

Pour l'ensemble des six centres, il faut construire et installer :

- 60 kilomètres de ligne MT (30 kV) sur poteaux métalliques ;
- 27 postes de transformation MT/BT (30/0,4 kV), type cabine basse tension ;
- 45 kilomètres de ligne BT (0,4 kV) sur poteaux métalliques avec éclairage public ;
- 60 kilomètres de ligne BT (0,4 kV) sur poteaux métalliques ;
- 21 kilomètres de Câbles monophasés 30 kV ;
- 12 kilomètres de câbles triphasés 1 kV ;
- 500 foyers d'éclairage public ;
- Matériel de branchement pour 2300 abonnés incluant câbles, compteurs et autres accessoires.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu aux adresses suivantes contre paiement de 45000 francs rwandais ou 600 dollars US :

- Ministère des travaux publics et de l'énergie, B.P. 24, KIGALI - RWANDA - Tél. 83706 - 83720 - 86649
- ELECTROGAZ, B.P. 537, KIGALI - RWANDA - Tél. 73802 - 75476 - Tél. 591 ELGZ RW

Tous renseignements peuvent également être obtenus auprès de :

L'AGENCE INTERNATIONALE L'AVAILIN INTERNATIONAL 1100, boulevard Dorchester Ouest Montréal - Québec - CANADA H3B 4P3 Tél. (514) 876 - 4455 - Tél. 055-61250

Rédigées en langue française et en six exemplaires, les offres devront parvenir par pli recommandé avec accusé de réception à : M. le Secrétaire permanent du Comité des adjudications de la République Rwandaise, B.P. 158, KIGALI - RWANDA, au plus tard le 23 septembre 1988 avant 11 heures locales, heure d'ouverture des plis.

AFFAIRES

L'américain W

Electrolux va perdre son monopole mondial de la machine à laver. Sur ce marché, les japonais ont une avance considérable. C'est pourquoi les américains et européens essaient de détruire le géant suédois en détournant des capitaux vers des gros fabricants d'outils électroménagers. Whirlpool vient d'annoncer la formation d'une société commune avec le hollandais Philips.

Un géant contesté

Le géant américain de la machine à laver, Electrolux, est contesté par les japonais. Les japonais ont une avance considérable sur le marché mondial de la machine à laver. C'est pourquoi les américains et européens essaient de détruire le géant suédois en détournant des capitaux vers des gros fabricants d'outils électroménagers. Whirlpool vient d'annoncer la formation d'une société commune avec le hollandais Philips.

Les ventes de

Les centrales

pourront être

Les ventes de matériel électrique et électronique en France ont augmenté de 10 % en 1987. Les ventes de matériel électrique ont augmenté de 12 % et celles de matériel électronique de 8 %. Les ventes de matériel électrique ont augmenté de 12 % et celles de matériel électronique de 8 %.

Les ventes de

Les centrales

pourront être

Les ventes de matériel électrique et électronique en France ont augmenté de 10 % en 1987. Les ventes de matériel électrique ont augmenté de 12 % et celles de matériel électronique de 8 %.

Renseignements publicités

Le Monde
AFFAIRES
Tél. 45-55-91-82
poste 4160 ou 4107

Économie

AFFAIRES

Naissance d'un numéro mondial

L'américain Whirlpool va prendre le contrôle de l'électroménager de Philips

Electrolux va perdre son rang de numéro 1 mondial de l'électroménager. Sur ce marché difficile, jusqu'ici closé par les géants américains, c'est un ensemble américain qui va détruire le géant suédois. Le plus gros fabricant d'outre-Atlantique, Whirlpool, vient en effet d'annoncer la formation d'une société commune avec le néerlandais Philips.

appareils sous la marque Philips (machines à laver, réfrigérateurs, congélateurs, fours à micro-ondes). Elle représente un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de dollars. L'ensemble formé par la firme américaine et sa filiale, basée aux Pays-Bas, dépassera environ 6 milliards de dollars.

prendre pied sur le marché européen avant l'échéance de 1992. Déjà très fort aux Etats-Unis, il a en avril dernier été élu meilleur fabricant d'électroménager dans la bataille pour prendre le contrôle de Roper (700 millions de dollars de chiffre d'affaires dans les appareils de cuisson et les toasteurs).

Le marché mondial de l'électroménager n'est pas en effet propice aux exportations (sauf sur le créneau des fours à micro-ondes), chaque territoire de consommation ayant ses caractéristiques propres. L'accord avec Philips permet à Whirlpool, dont les marques Kitchenaid, Sears, Kenmore ou Roper sont quasiment inconnues sur le Vieux Continent, de franchir un pas de plus dans sa stratégie mondiale. Déjà il est présent sur les marchés sud-américains à travers de trois entreprises brésiliennes, et dans l'esprit de son grand patron, David R. Whitman, il n'est de salut que dans une approche mondiale de ce marché.

Dans un communiqué publié jeudi 18 août à New-York, Whirlpool souligne que cette entreprise conjointe sera chargée de fabriquer et vendre des

Déjà, au début de l'année, les deux entreprises avaient tenté un rapprochement. Cette fois, l'opération se décomposera en deux étapes. Dans un premier temps, Whirlpool versera 470 millions de dollars à Philips pour obtenir 53 % de la nouvelle entité de 350 millions à la signature de l'accord et 120 millions au bout de trois ans. Si à cette époque Philips décide de se déloger totalement du marché de l'électroménager, Whirlpool lui versera 470 millions de dollars au lieu de 120 millions, et deviendra le seul propriétaire de l'ensemble.

Un tournant
Le conflit-feuilleton entre GE et Whirlpool dura près de trois mois. L'enjeu était important. Pour GE qui s'est défilé de sa division « produits bruns » (téléviseurs, hi-fi...) il représentait un nouveau développement sur le marché des « produits blancs » (machines à laver, robots...). Pour Whirlpool, principal distributeur du plus gros fabricant américain, Sears Roebuck, il s'agissait de prendre le contrôle d'un autre fournisseur important de cette chaîne. En avril, GE obtint (pour 470 millions de dollars) le contrôle de l'outil industriel de Roper... et Whirlpool ne put obtenir que le droit d'utiliser la marque. Les deux grands constructeurs se retrouvaient pratiquement au coude à coude sur le marché américain et pour Whirlpool il fallait trouver d'urgence un autre axe de développement. Ce sera l'Europe.

Pour se développer sur ce marché avant l'échéance 1992, la firme américaine n'avait d'autre choix que de s'allier avec un grand européen du secteur. Plus généralement l'achat de Roper par G.E. et l'accord Whirlpool-Philips marquent un tournant dans ce secteur. Les entreprises américaines, comme les grands européens (Electrolux, Ariston...) semblent bien décidés à jouer l'effet de taille pour contourner les « obstacles » dynamiques, tels les japonais, les coréens ou les petits fabricants d'Europe de l'Est spécialisés du dumping. Alors que le secteur de l'électronique grand public (Hi-Fi, TV...) est d'ores et déjà perdu pour les fabricants d'outre-Atlantique, celui des appareils ménagers s'organise pour résister.

Un géant contesté

Basé à Benton-Harbor, dans le Michigan, Whirlpool est le plus gros fabricant américain de réfrigérateurs, congélateurs, machines à laver et sèche linge. Il commercialise également une gamme d'appareils d'air conditionné et de cuisinières. Pour les douze mois de 1987, il a réalisé un chiffre d'affaires de 4,778 milliards de dollars (en hausse de 4 %) et des bénéfices de 181 millions de dollars (en baisse de 9 % par rapport à 1986). Whirlpool emploie 31 000 salariés.

La nouvelle entreprise emploiera les quatre mille salariés de la division électroménager de Philips regroupés essentiellement dans deux usines : à Milan et Stuttgart. Les deux firmes ont d'ores et déjà approuvé la transaction qui doit encore obtenir le feu vert des autorités européennes. L'accord pourrait être officiel dès le 1^{er} janvier 1989.

Pour Whirlpool cette opération illustre un axe stratégique important :

Les performances du géant sont plutôt moins bonnes que celles de l'ensemble du secteur, qui a connu en 1987 une progression des ventes de 12 %. Pour le premier semestre 1988, cette contreperformance se confirme : son chiffre d'affaires semestriel de 2,2 milliards de dollars représente une progression d'à peine 5 % (contre 10 % pour le secteur) et ses profits pour cette période atteignent 74,5 millions de dollars, soit 2,4 milliards de francs, soit 19 %. Au 30 juin dernier, la firme d'Eindhoven annonçait une nouvelle chute (- 20 %) de ses profits. Les sévères mesures de restructuration mises en œuvre depuis quelques mois, avec la suppression de 20 000 emplois sur un total de 336 700, coûtent de l'argent avant de permettre la réalisation d'économies substantielles. De plus, le groupe a enregistré des pertes de changes assez lourdes avec le repli du dollar.

La firme d'Eindhoven veut se recentrer sur l'électronique

Le retrait de Philips de l'activité électroménager ne constitue pas vraiment une surprise. Le géant néerlandais n'est plus aussi florissant qu'il l'a été au cours des dernières années. Plus exposé que d'autres aux coups de la conjoncture en raison de la trop grande diversité de ses activités (télévision, matériel grand public, bureaux, composants...), ses résultats ont été inégaux ces dernières années. Pour 1987, son bénéfice net consolidé (818 millions de florins, soit 2,4 milliards de francs) avait baissé de 19 %. Au 30 juin dernier, la firme d'Eindhoven annonçait une nouvelle chute (- 20 %) de ses profits. Les sévères mesures de restructuration mises en œuvre depuis quelques mois, avec la suppression de 20 000 emplois sur un total de 336 700, coûtent de l'argent avant de permettre la réalisation d'économies substantielles. De plus, le groupe a enregistré des pertes de changes assez lourdes avec le repli du dollar.

La firme d'Eindhoven veut se recentrer sur l'électronique, toutes fois refusé de révéler l'origine. M. Appelo n'avait pas rejeté l'idée que celles-ci proviennent de la cession de participations.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le rapport du comité de décentralisation

L'hypertrophie d'emplois de bureau en Ile-de-France est un danger pour l'ensemble du pays

M. Jacques Voisard a rendu public, le vendredi 19 août, le rapport 1987 du comité de décentralisation à la présidence duquel il avait été nommé par M. Jacques Chirac et M. Pierre Méhaignerie, ancien ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire. Cet organisme de seize membres, dont huit représentants de l'Etat, a pour mission d'examiner les dossiers que lui présentent les ministères, les organismes privés et les entreprises qui veulent occuper ou

faire construire de nouveaux locaux ou des entrepôts dans la région Ile-de-France.

Ces organismes doivent recevoir l'agrément des pouvoirs publics (au-delà d'un certain seuil de mètres carrés) et compenser ces extensions en région parisienne par des créations d'activités et d'emplois en province. De ce fait, le comité prend place parmi les outils essentiels de la politique d'aménagement du territoire.

M. Jacques Voisard tire la sonnette d'alarme : la concentration des activités et des emplois sur l'Ile-de-France prend des proportions dangereuses. De plus, on assiste à un double déséquilibre : la région parisienne devient de plus en plus un « haut lieu » d'emplois du secteur tertiaire alors que les grandes entreprises lorsqu'elles doivent se restructurer (par exemple l'automobile) ferment en priorité leurs établissements parisiens et, second phénomène, l'Ouest de l'Ile-de-France attire de plus en plus de bureaux et de fonctions « d'état-major » des sociétés.

ne sont programmés que 12 000 emplois tertiaires.

C'est donc, selon M. Jacques Voisard, une sorte de « scénario de l'acceptable » qui se prépare si l'on n'y prend garde car la tendance des derniers mois corrobore celle de 1987. Vingt ans de politique tertiaire (avec des fortunes diverses) pour rééquilibrer les activités sur l'ensemble du territoire seraient alors anéantis. Est-il souhaitable que, à l'horizon de l'an 2000, les 4/5 des nouveaux emplois tertiaires (bureau, recherche, état-major, laboratoires, services aux entreprises, banques, assurances, etc.) soient concen-

trés dans un étroit territoire au bénéfice de cinquante seulement de la population active de l'ensemble du pays ?

Les ventes de haute technologie

Les centraux téléphoniques pourront être exportés vers l'Est

Bonne nouvelle pour les fabricants occidentaux de matériel téléphonique et d'informatique. A compter du 15 septembre prochain, ils pourront exporter librement vers les pays de l'Est un certain nombre de matériels jusqu'ici considérés comme « sensibles » et étroitement surveillés par le comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (COCOM), organisme chargé de la surveillance des ventes de produits de haute technologie vers l'Est, qui réunit tous les pays de l'OTAN (moins l'Islande et avec le Japon), vient en effet, comme tous les ans, de réviser la liste des produits « sensibles » soumis à sa vigilance. Cette année la révision a porté sur l'essentiel sur le secteur des télécommunications et sur la micro-informatique, indique-t-on de source diplomatique française.

communiquée au gouvernement chinois à l'occasion de la visite la semaine prochaine à Pékin du premier ministre japonais.

Les Cadets à la plage

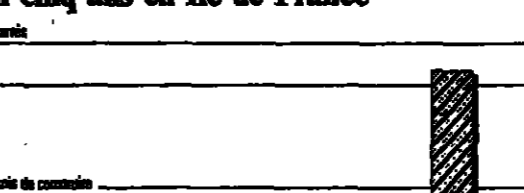
DEAUVILLE de notre envoyé spécial

Avec son coup de soleil, son bob et son tee-shirt bordés de slogans publicitaires, Jean-Marc porte crânement la papillote de l'association « gentils organisateurs » prêt à l'action. Il n'a rien à vendre, mais doit faire découvrir l'existence de l'association Cadets-Entreprise. Pour cela, il happe les adolescents qui filent dans le village de lois aménagés à Deauville, pour « donner des couleurs à l'entreprise ».

En 1987, le comité a autorisé 2 560 000 mètres carrés de bureaux en Ile-de-France au lieu de 1 736 000 en 1986 soit une progression de 47 %.

En termes d'emplois (relevant du secteur tertiaire), ces autorisations de construction représentent, à court terme, environ 60 000 postes de travail dont 45 % pour le seul département des Hauts-de-Seine où est située la Défense. En comparaison, dans les vingt et une autres régions françaises,

Les nouvelles surfaces multipliées par six en cinq ans en Ile-de-France



Source : Direction régionale de l'équipement de l'Ile-de-France

très dans un étroit territoire au bénéfice de cinquante seulement de la population active de l'ensemble du pays ?

Redistribution fiscale

Analysant les raisons de cette frénésie immobilière, M. Voisard propose de revenir sur la régionalisation trop libérale issue d'un décret du 14 janvier 1985 : à l'époque, Gaston Defferre, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, avait supprimé l'agrément pour les « bureaux en blanc » (c'est-à-dire sans affectation précise au moment de leur construction). M. Voisard suggère aussi aux pouvoirs publics d'instituer une taxe annuelle significative, de 4000 à 6000 F le mètre carré (1), sur l'ensemble des nouveaux bureaux de l'Ouest parisiens susceptibles d'alimenter un fonds d'aide à la décentralisation pour le soutien aux investissements immatériels en province. Une mesure qui risque, évidemment, de provoquer la colère des pro-

l'exemple, selon M. Voisard, qui n'hésite pas à avancer des solutions drastiques. Par ses interventions budgétaires, par ses subventions aux entreprises nationales, l'Etat favorise exagérément la région parisienne et le consommateur de cette région ne paie pas les services, notamment les transports, à leur juste prix. C'est pourquoi il ne faut pas hésiter, « dans le cadre d'une régionalisation véritable du budget de l'Etat » à réduire les subventions attribuées à la RATP et à la SNCF banlieuse, à introduire des péages sur les autoroutes urbaines, à relever le prix de la carte orange.

Des propositions qui « n'y vont pas par quatre chemins » et qui vont mettre le gouvernement et notamment MM. Fauroux et Chérèque, responsables de l'aménagement du territoire, devant ses responsabilités.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Au lieu de 200 F à 900 F le mètre carré, selon les zones, depuis le 9 septembre 1987. Le produit de la redevance est intégralement versé à la région Ile-de-France.

Renseignements publicités
Le Monde
AFFAIRES
Tél. : 45-55-91-82
poste 4180 ou 4107

ne sont pas de vieux tireurs de sonnettes poussiéreuses. L'initiative des Cadets correspond tout à fait à cette cible.
Nicolas Moral, le fondateur de Cadet-Entreprise, confirme : « Les entreprises ont compris que, pour faire passer leur message auprès des jeunes, il fallait utiliser les journaux. » Et les « décideurs », comme on aime les appeler dans l'association, accordent de plus en plus de confiance au dynamisme des Cadets, dont la notoriété s'accroît aussi bien dans les grandes sociétés que dans les PME. A tel point que l'association a réussi à offrir dix mille stages en entreprise cet été. « Et pas des stages derrière une photocopieuse », avoue-t-il. Vite, une étudiants en BTS de publicités.
Tous ces jeunes ressentent leur démarche comme un « plus » dans le cursus scolaire. « En première ou en terminale, nous avons peu de contacts avec le monde du travail, se plaint Florant, de la Cadet de Poitiers. Participer à cette association sert de formation complémentaire, à la fois professionnelle et personnelle. Et plus cela nous oblige à acquiescer un minimum de confiance en nous, tout en s'amusant. »
THERRY BILLARD.
* Le 20 août à San-Sebastian en Espagne, le 21 au Cap-d'Agde, le 22 à la Grande-Motte, le 23 à Hyères, le 24 à Fréjus, le 27 à Antibes et à Nice, et le 28 à San-Remo en Italie.

Marchés financiers

Le britannique Fisons prend pied dans la pharmacie américaine

Fisons, le numéro deux de la chimie britannique (environ 7 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'agrochimie, l'horticulture, la pharmacie et l'équipement scientifique), élargit sa tête de pont aux États-Unis. Le groupe vient de signer un accord avec la firme américaine Penwalt, basée à Rochester (Etat de New-York), pour lui racheter sa division pharmaceutique. Le prix de cession a été fixé à 271 millions de livres (2,95 milliards de francs).

Cette acquisition va permettre à Fisons de prendre pied dans la pharmacie américaine, en partie vers le marché très rentable des médicaments de confort), mais aussi d'augmenter de façon significative (+ 35 %) ses activités dans l'industrie de la santé, dont le chiffre d'affaires passera de 2,5 milliards de francs environ à plus de 3,3 milliards.

La firme britannique s'était pour la première fois implantée outre-Atlantique il y a quatre ans en rachetant Curtin Matheson Scientific, un fabricant et un distributeur d'équipements pour les hôpitaux (14 % du marché hospitalier du Nouveau Monde). Le deuxième chimiste britannique n'a cependant pas hésité à payer très cher son pre-

mier ticket dans la pharmacie américaine. Le coût de Penwalt Pharmaceuticals représente en effet plus de vingt-deux fois les bénéfices (en baisse, il est vrai) réalisés par cette société en 1987 (131 millions de francs environ), dont, en plus, les comptes sont légèrement déficitaires pour le premier semestre de 1988 (- 23 millions de francs). D'autres candidats étaient en lice.

Pour justifier cet achat, la direction de Fisons évoque les économies attendues (160 millions de francs environ) du regroupement à Rochester du quartier général de la société aux États-Unis. Mais aussi les perspectives d'avenir du nouvel anti-hypertenseur Micro lancé par Penwalt, dont le coût grève pour l'instant les comptes du premier semestre. Très vite, les ventes devraient atteindre 40 millions de dollars (256 millions de francs) par an. En attendant, pour financer une partie de cette opération très coûteuse aux États-Unis, Fisons a décidé de faire appel à ses actionnaires en augmentant son capital de 165,3 millions de livres (1,8 milliard de francs). La Bourse de Londres a d'abord fait la grimace, puis a rectifié le tir.

A. D.

Les banques françaises bien notées par Euroratings

L'agence de notation Euroratings, basée à Londres, a maintenu sa meilleure notation (E1+) aux trois banques françaises, BNP, Société générale et Crédit lyonnais, pour les crédits à court terme. Cette notation « excellente » reflète, selon Euroratings, « la force des banques françaises parmi les institutions européennes ».

L'agence estime que, malgré la crise boursière d'octobre 1987, « aucune de ces banques n'a éprouvé de sérieuses difficultés sur le marché des obligations ou des actions, bien que des provisions aient été nécessaires ». Euroratings affirme en outre que le « cliché » suivant lequel les banques françaises sont sous-capitalisées est de moins en moins valable.

Le gouvernement de Bonn refuse de « socialiser les pertes » de Messerschmitt

Le secrétaire d'Etat ouest-allemand chargé de la politique aéronautique et spatiale a précisé, dans une lettre ouverte publique, les conditions dans lesquelles le gouvernement envisage l'entrée de Messerschmitt-Boelk-Blohm (MBB). Il n'est pas question de « socialiser les pertes » et de « privatiser les profits », écrit M. Riedel, en précisant que l'opération envisagée « ne présente d'intérêt pour le gouvernement » que si Daimler-Benz accepte de prendre en charge progressivement les risques liés au programme Airbus, dont MBB est le seul actionnaire outre-Rhin.

Daimler-Benz avait lié son entrée dans le capital à l'acceptation par le gouvernement fédéral des risques financiers liés au programme Airbus.

NEW-YORK, 18 août ↑

Petite avance

Privés d'indications sérieuses permettant de définir une stratégie solide, la Bourse de New-York a évolué selon une tendance très irrégulière jeudi. La séance s'est néanmoins achevée sur une très légère hausse, de 1,07 point pour l'indice Dow Jones, qui s'est établi à 2 027,03 points. La résistance du dollar après les interventions des banques centrales a été appréciée sur le Big Board.

Le journal avait donc débuté sur une hausse de 8 points. Mais les craintes d'un retournement du crédit en raison de nouveaux signes de surchauffe de l'économie américaine ont repris le dessus et ont freiné les initiatives. Pour l'instant, les experts estiment que le marché va évoluer selon une tendance en dents de scie pendant quelques jours. « La cote a été survalorisée à l'annonce d'un relèvement du taux de l'acompte il y a une dizaine de jours, c'est pour cette raison qu'elle se baisse plus », déclarent un spécialiste. Mais, à ses yeux, il n'y a aucune raison que le marché se désole car il émet trop nombreuses en ce moment à quelques semaines de l'élection présidentielle par exemple. 139,82 millions de titres ont été échangés jeudi, contre 169,50 millions la veille. Il y avait eu hausses pour cinq bourses. Grow Group était ferme, après avoir annoncé que des négociations étaient en cours pour son rachat. Le groupe Penwalt a également été ferme, après la vente de sa division pharmaceutique à Fisons.

PARIS, 18 août =

Calme plat

Les premiers « bronzés » ont fait leur apparition jeudi rue Vivienne. La Bourse a été bonne fille avec eux. Pour les remettre en condition après une longue absence, elle a mis la pédale douce. Après la sensible reprise de la veille, le plus grand calme a régné sur le parquet. Peu d'échanges, mais peu d'écarts de cours aussi. Les valeurs françaises ont évolué très irrégulièrement mais dans des limites le plus souvent assez étroites. D'une façon générale, elles se sont bien tenues. Particulièrement toute la journée, l'industriel instauré est resté dans la zone positive. En fin de journée, il enregistrait une avance de 0,3 %.

Aucune nouvelle particulière n'est parvenue sous les lambris, si ce n'est la hausse des prix de détail pour juillet (+ 0,3 %), sans surprise, et l'annonce par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, de procéder à une réforme fiscale en profondeur, le rêve de tous les locataires de la Rue de Rivoli.

A l'approche de la liquidation de fin de mois - celle-ci aura lieu mardi prochain 23 août -, les investisseurs restent donc l'arme au pied. Les professionnels, eux, expédient les affaires courantes.

Le marché parisien calque en fait son comportement sur celui de Wall Street.

Le marché des obligations et le MATIF, très calmes, eux aussi, ont reperdu un peu (- 0,25 point du terrain regardé la veille).

Derrière, d'assez gros échanges ont été enregistrés sur Pernod-Ricard, et même sur LVMH.

La firme américaine Viatay lance une OPA sur Sernice et offre aux actionnaires soit de racheter leurs titres à 848 F pièce, soit de les échanger contre ses propres actions (2 Viatay pour 1 Sernice) avec une souche de 468 F à la clé.

Viatay veut contrôler le capital potentiel à 66,67 % ; faute de quoi, la société abandonnera. Suspendue le 20 juin, la notation de Sernice reprendra le 22 août.

VALEURS	Cours de 17 août	Cours de 18 août
Alcatel	48 1/4	47 7/8
A.T.T.	247 1/2	243 1/4
Elf	59 1/2	58 1/2
Danubio	28 5/8	28 5/8
Du Pont de Nemours	81 3/8	80 5/8
Edelweiss	44 1/2	44 1/2
Escom	46 1/8	45 7/8
Ford	49 1/8	48 1/2
General Motors	74	73 3/4
Goodyear	58 1/2	58 1/2
L.T.E.	114 3/8	114 3/8
L.L.T.	47 1/8	47 1/8
Mobil Oil	43 3/8	42 7/8
Philips	50 7/8	51 3/8
Renault	46 1/8	46
S.A.T.	32 3/4	32 3/4
NAL Corp. en-Alight	28 3/8	27 5/8
NAL Corp.	50 1/4	48 5/8
Westinghouse	54 1/2	53 3/4

LONDRES, 18 août ↑

Rassurée

La Bourse de Londres a poussé un « ouf » de soulagement jeudi. En effet, elle avait peur que les dernières statistiques confirment les signes d'une économie britannique en état de surchauffe. Or, pendant une fois, les nouvelles ont été plutôt encourageantes dans ce domaine. Les prévisions n'ont pas été déçues.

La progression des salaires a été pratiquement stable, et la masse monétaire et les crédits bancaires n'ont pas progressé trop rapidement en juillet. La Bourse, qui avait donc débuté la journée sur une note faible, s'est raffermie par la suite, encouragée notamment, en fin de séance, par la bonne tenue de Wall Street à son ouverture. Le marché était calme, avec quelque 335 millions de titres négociés. L'indice Footsie a terminé en hausse de 3 points, à 1 833,9.

Des cas particuliers ont animé le marché britannique. Le constructeur aéronautique Cap Gemini, qui a chuté de 46 pence, à 407, après la saisie de la commission des monopoles au sujet de l'OPA de Panair Intercontinental. Scottish and Newcastle a cédé 12 pence, à 370, le marché estimant que l'opération OPA de l'industriel Elders pourrait également être défectueuse devant la commission. Fisons, une valeur pharmaceutique, a perdu 4 pence, à 247, après l'annonce d'une grosse augmentation de capital.

VALEURS	Cours de 17 août	Cours de 18 août
Alcatel	48 1/4	47 7/8
A.T.T.	247 1/2	243 1/4
Elf	59 1/2	58 1/2
Danubio	28 5/8	28 5/8
Du Pont de Nemours	81 3/8	80 5/8
Edelweiss	44 1/2	44 1/2
Escom	46 1/8	45 7/8
Ford	49 1/8	48 1/2
General Motors	74	73 3/4
Goodyear	58 1/2	58 1/2
L.T.E.	114 3/8	114 3/8
L.L.T.	47 1/8	47 1/8
Mobil Oil	43 3/8	42 7/8
Philips	50 7/8	51 3/8
Renault	46 1/8	46
S.A.T.	32 3/4	32 3/4
NAL Corp. en-Alight	28 3/8	27 5/8
NAL Corp.	50 1/4	48 5/8
Westinghouse	54 1/2	53 3/4

TOKYO, 19 août ↑

Fermété

Les vacanciers rentrent. Vendredi, ils ont fait des achats à la Bourse de Tokyo, qui a connu une séance nettement plus animée que les jours précédents, constatent les professionnels. Des primes de bénéfice avant le 20 août ont été négociées, mais quelque peu sur la cote, qui n'a donc pas terminé sur ses plus hauts niveaux de la journée.

L'indice Nikkei a gagné 80,06 points, soit 0,28 % à 28 209,42. Les hausses l'ont emporté sur les baisses, à raison de 7 contre 5.

Les valeurs de haute technologie ont été particulièrement recherchées. Les titres de l'immobilier ont encore bénéficié d'un solide courant d'achats.

VALEURS	Cours de 18 août	Cours de 19 août
Alcatel	48 1/4	47 7/8
A.T.T.	247 1/2	243 1/4
Elf	59 1/2	58 1/2
Danubio	28 5/8	28 5/8
Du Pont de Nemours	81 3/8	80 5/8
Edelweiss	44 1/2	44 1/2
Escom	46 1/8	45 7/8
Ford	49 1/8	48 1/2
General Motors	74	73 3/4
Goodyear	58 1/2	58 1/2
L.T.E.	114 3/8	114 3/8
L.L.T.	47 1/8	47 1/8
Mobil Oil	43 3/8	42 7/8
Philips	50 7/8	51 3/8
Renault	46 1/8	46
S.A.T.	32 3/4	32 3/4
NAL Corp. en-Alight	28 3/8	27 5/8
NAL Corp.	50 1/4	48 5/8
Westinghouse	54 1/2	53 3/4

VALEURS	Cours de 18 août	Cours de 19 août
Alcatel	48 1/4	47 7/8
A.T.T.	247 1/2	243 1/4
Elf	59 1/2	58 1/2
Danubio	28 5/8	28 5/8
Du Pont de Nemours	81 3/8	80 5/8
Edelweiss	44 1/2	44 1/2
Escom	46 1/8	45 7/8
Ford	49 1/8	48 1/2
General Motors	74	73 3/4
Goodyear	58 1/2	58 1/2
L.T.E.	114 3/8	114 3/8
L.L.T.	47 1/8	47 1/8
Mobil Oil	43 3/8	42 7/8
Philips	50 7/8	51 3/8
Renault	46 1/8	46
S.A.T.	32 3/4	32 3/4
NAL Corp. en-Alight	28 3/8	27 5/8
NAL Corp.	50 1/4	48 5/8
Westinghouse	54 1/2	53 3/4

FAITS ET RÉSULTATS

Hausses de 58,8 % de chiffre d'affaires semestriel de Cap Gemini Sogeti. Le groupe de service informatique Cap Gemini Sogeti annonce, pour 1988, un chiffre d'affaires semestriel de 2,73 milliards de francs, une progression de 58,8 % par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre de 1987, qui s'élevait à 1,72 milliard de francs. Hors Sesa, société de services acquise en 1987, Cap Gemini Sogeti enregistre une progression de 24,5 %. Pour la société mère, la progression du chiffre d'affaires est de 48,6 %, à 130,17 millions de francs, contre 87,61 millions de francs au cours du premier semestre de 1987. L'an dernier, le groupe avait réalisé un chiffre d'affaires de 4,17 milliards de francs et prévoit, pour 1988, 5,4 milliards de francs, compte tenu de l'incorporation de Sesa.

Hausses de 17,2 % de chiffre d'affaires semestriel de Pechelmy. Le chiffre d'affaires consolidé provisoire du groupe Pechelmy a augmenté de 17,2 % au premier semestre de l'année en cours, pour atteindre 24,59 milliards de francs, contre 20,99 milliards au premier semestre 1987. Le pourcentage de ventes réalisées hors de France (y compris l'activité commerciale internationale) s'élève à 72,9 %, dont 24,9 % représentent les exportations des sociétés françaises et 48 % les ventes des filiales étrangères.

Hausses de 29 % de bénéfice semestriel de Bayer (chimie). Et de trois. Après BASF et Hoechst, le groupe chimique alle-

INDICES

INDICES	18 août	19 août
FRANCOFRONT	18 août	19 août
Dollar (en DM)	1.839	1.825
TOKYO	18 août	19 août
Dollar (en yen)	133,93	133,40

CHANGES	Dollar : 641F ↓
Paris (19 août)	739/1125
New-York (18 août)	83/64145

BOURSES	PARIS (INSEE base 100: 31-12-87)
Valeurs françaises	122,4
Valeurs étrangères	119,2
(SM, base 100: 31-12-81)	
Indice général CAC	349,7
(SM, base 100: 31-12-87)	
Indice CAC 40	1.363,51

NEW-YORK (indice Dow Jones)	17 août	18 août
Industrielles	2.925,96	2.927,93

LONDRES (indice Financial Times)	17 août	18 août
Industrielles	1.475,3	1.475,2
Mines d'or	188,1	187,8
Fonds d'Etat	87,76	87,78

TOKYO	18 août	19 août
Nikkei Dow Jones	28 209,42	28 289,42
Indice général	228,87	228,98

PARIS:

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGP.S.A.	320	338	RIE	178	180
Asahi & Associés	513	518	Int. Métal Service	310	340
Ayrol	241	241	La Commande Electre	270	281
B.A.C.	440	440	Le gl. Ben de nosse	280	280
B. Demachy & Assoc.	370	370	Lana Investissement	268	283
B.L.C.M.	528	530	Locatim	172	172
B.L.P.	546	546	Marta Immobilier	200	220
Bolton	380	380	Martigny Médias	130	130
Bullfinch Technology	850	855	Méthodologie Interact.	402	402
Buzon	1050	1050	Métronews	124	123
CB&S de Lyon	1380	1380	M.I.M.	525	525
Cellacem	740	740	Miscel	227	228
Chad Fiat	670	682	Miscel	227	228
Canal	890	883	Orbital-Logistics	180	180
C.A.L. de P. (C.C.I.)	288	290	On. Cont. Fin.	314	314
C.A.T.C.	128	128	Parabourg (C. I. & P.)	89	85
C.D.M.E.	920	922	Pelissier Assurance	432	414
C. Saig. Elec.	280	280	Pelissier Immobilier	430	430
CEBID	720	725	Publicis	708	710
CESEP	208	208	St-Hubert Immobilier	1280	1280
C.E.P. Communication	1435	1440	St-Hubert Médias	178	178
C.E.L. International	730	726	S.C.R.P.M.	307	307
Chemix d'Orly	575	575	Sighe	269	271
CHLH	395	395	Son. White	638	638
CHLH	280	280	S.E.P.	1400	1380
Coiffures	789	823	S.E.P.	1288	1288
Comet	405	410	S.M.T. Saig.	280	280
Dafis	194	194	Sudalpin	858	841
Dagblin	528	536	Supa	281	281
Demarey	585	585	T.F.7	240	240
Dinella	601	601	Urbis	146	146
Dunhill-Lévy	1105	1101	Valin France de F.	388	388
Edison Belland	106	110	Valeurs de France	324	325
Elysees Investm.	24	24			
Financ	250	250			
Genetec	440	446			
Guy-Dessau	830	838			
L.C.C.	222	218			
IDA	210	211			
L.G.F.	130	129			

Marché des options négociables le 18 août 1988

VALEURS	PRIX exercice	OPTIENS D'ACHAT		OPTIENS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	480	-	17	-	-
CEC	320	11	-	17	26
EP-Agropol	320	29	31	5,70	-
Lafarge-Coppée	1.308	68	116	35	-
Mitchell	280	9	28	11	18,50
MMI	1.355	26	73	148	-
Paribas	400	15	-	10	-
Prengot	1.200	51	117	54	82
Saint-Gobain	480	39	45	7	18,50
Société générale	480	29	37	-	-
Thomson-CSF	180	10,40	18,50	7	10

MATIF

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	102,95	101,55	100,50
Précédent	103,5	101,70	100,80

PRIX D'EXERCICE	OPTIENS D'ACHAT		OPTIENS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	0,85	1,07	0,09	1,48

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UI	6,4230	6,4269	- 60	- 45	- 135	- 165
S.com.	5,2317	5,2343	- 113	- 84	- 229	- 188
Yen (100)	4,2166	4,2225	+ 125	+ 155	+ 283	+ 241
DM	3,2921	3,2950	+ 58	+ 75	+ 117	+ 143
Fluza	3,0402	3,0370	+ 44	+ 55	+ 94	+ 110
FR (100)	16,1666	16,1623	+ 44	+ 115	+ 26	+ 197
FS	4,8320	4,8364	+ 138	+ 168	+ 350	+ 241
L (1 000)	4,5748	4,5802	- 121	- 87	- 266	- 223
Euro	10,5287	10,5463	- 333	- 375	- 710	- 634

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UI	8 1/16	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 5/8	8 15/16	9 1/16
DM	4 1/2	4 3/4	4 7/8	5	5 1/16	5 3/16	5 5/8
Fluza	5 1/8	5 5/8	5 7/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8	5 3/4
FR (100)	6 1/8	6 5/8	6 13/16	7 1/8	7 1/16	7 3/8	7 1/2
FS	1 1/2	2	2 3/8	3 1/8	3 1/16	3 3/16	3 1/2
L (1 000)	9 1/4	9 3/4	9 7/8	10 1/8	10 3/8	10 5/8	11 1/8
Euro	9 3/4	10	10 7/8	11	11 1/8	11 3/8	11 5/8
F. franc.	7 3/16	7 1/16	7 3/8	7 1/2	7 1/16	7 3/8	7 1/2

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAF 850572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Directeur: André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre

PARIS... LEMONDE... DES DEVICES... PARAIRES

Marchés financiers

BOURSE DU 18 AOUT

Cours relevés à 17 h 30

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'SICAV'.

Comptant (abréviation) SICAV (abréviation) 18/8

Table of financial instruments including Obligations, Actions, and Hors-cote, with columns for Valeurs, Cours, and Rendement.

Table for 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or', showing exchange rates and gold prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - * : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SPORTS	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Etats-Unis : la fin de la convention républicaine. 5 Tchécoslovaquie : vingtème anniversaire de l'intervention soviétique. 6 Afrique du Sud : le président Botha renouvelle sa proposition de libérer sous conditions Nelson Mandela.	7 Les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. — La rentrée de M. Marchais.	8 Parachutisme : le « Mondial » de Vichy. — Voile : la transest Oubé-Saint-Malo. — Football : des entraîneurs sans diplômes.	13 Cinéma : Moshé Mizrahi tourne <i>Mangeclois</i> , d'après le roman d'Albert Cohen. — Musique : Messiaen au Festival estival de Paris. — Mode : Karzo démeuge.	16 La politique économique de M. Bérégovoy en matière de prix et de fiscalité. — Tourisme : les étrangers sont de retour. 17 Restructuration dans les services informatiques. — Le rapport du comité de décentralisation. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements 18 Annonces classées 12 Carnet 15 Jeux 10 Loto sportif 15 Météorologie 15 Mots croisés 10 Philatélie 15 Radio-télévision 12 Spectacles 14	• Jouez avec le Monde EU • Le messager international DIA 36-15 tapez LM • Le mini-journal de la rédaction JOUR • Admission aux grandes écoles ECOLES 36-15 tapez LEMONDE

Les projets de M. Hubert Curien Une meilleure utilisation des crédits de la recherche pour le développement

Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, qui avait présenté, mercredi 17 août, une communication au conseil des ministres sur la recherche française pour le développement (le *Monde* du 18 août), a donné, le lendemain, quelques éclaircissements sur l'action qu'il compte mener.

Les 2,2 milliards de francs que la France consacre à la recherche pour le développement sont répartis entre de nombreux organismes. Les principaux sont l'ORSTOM, le CIRAD et le CNRS (1), avec des contributions respectives de 700, 600 et 300 millions de francs, les 600 millions restant étant très largement partagés. De plus, trois ministères (recherche et technologie, affaires étrangères, coopération) sont directement impliqués, mais plusieurs autres ont aussi une participation. Un besoin de coordination se fait donc sentir.

D'autre part, la coopération s'adresse à des pays dont le stade de développement est très varié. Certains — comme le Brésil, l'Indonésie ou la Chine — sont en progrès rapide, disposent d'élites intellectuelles bien for-

mées et ne sont « en développement » que par certains aspects de leur activité économique. Pour les chercheurs, il est plus gratifiant de travailler avec ces derniers pays-là. Un équilibre doit être respecté. D'où la réforme annoncée du Comité national pour la recherche scientifique et l'innovation technologique au service du développement du tiers-monde, qui sera remplacé par une structure légère, plus opérationnelle.

Une réforme de structure paraît aussi nécessaire à l'ORSTOM. Cet organisme a vu son président et son directeur général poussés à la démission à l'automne 1986 par le ministre de la coopération de l'époque, M. Michel Aurillac, qui souhaitait reconstruire sur l'Afrique l'activité de l'ORSTOM. Il a fallu six mois pour nommer leurs remplaçants. Les personnes, qui ont alors craint un démantèlement de l'organisme, ont ensuite mal accueilli la nomination, comme président, de M. François Doumenge, professeur au Muséum d'histoire naturelle, et surtout celle, comme directeur général, de M. Philippe Temessa,

contrôleur général des armées. Par la suite, plusieurs directeurs de département ont démissionné en s'élevant contre une « remise au pas autoritaire » et « une politique à court terme » qui imposerait « l'absence d'une réelle programmation scientifique ». Les relations n'ont d'ailleurs pas été bonnes entre le président et le directeur général, M. Curien remarquant que ces difficultés « ne datent pas du couple actuel » et en conclut qu'il faut réviser les structures de direction, ce qui « pourra conduire à des changements d'hommes ».

Le ministre, qui juge « raisonnable » l'augmentation budgétaire dont il disposera l'an prochain, a aussi indiqué quelques-unes de ses priorités. La première est la formation par la recherche, ce qui l'a conduit à faire passer de 5 000 F à 7 000 F par mois le montant des allocations de recherche. En ce qui concerne la recherche industrielle, sa préoccupation va vers les entreprises moyennes, beaucoup moins nombreuses à faire de la recherche en France qu'en RFA. Le ministre souhaite donner une impulsion, mais constate que « l'Etat ne peut pas se substituer aux industriels ». Pour ouvrir de nouveaux espaces économiques, le ministre va soutenir une dizaine de projets permettant des synergies technologiques. Une commission de scientifiques et d'industriels en a déjà proposé deux, l'un sur l'injection de polymères thermoplastiques, l'autre sur la production et la purification des protéines recombinantes.

Enfin, à propos de l'emploi scientifique et des distorsions de la pyramide des âges des chercheurs, le ministre s'inquiète de la très faible mobilité entre l'enseignement supérieur et le CNRS, malgré l'intermission statutaire réalisée dans ce but. Il pense que « les crochets faient en dehors du CNRS » et ne sont pas assez valorisés et appelle à une modification dans la pratique de l'évaluation des chercheurs.

M. Paul Hermelin directeur du cabinet du ministre

Le cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, est dirigé par M. Paul Hermelin. M. Daniel Sacotte, précédemment directeur des affaires internationales et industrielles au Centre national d'études spatiales, est directeur adjoint du cabinet. Le chef de cabinet est M^{me} Marie-Claude Ledur, qui avait déjà rempli la même fonction auprès de M. Curien de 1984 à 1986.

Ont été nommés conseillers techniques : M^{me} Aude Albert (information scientifique et technique, sciences de l'homme et de la société) ; M. Laurent Beauvais (affaires régionales, Parlement, Conseil supérieur de la recherche et de la technologie) ; M. Serge Cabrière (recherche industrielle, établissements publics à caractère

industriel et commercial) ; M. Denis Plantamp (affaires budgétaires et statutaires, personnel) ; M. Philippe Waldteufel (recherche de base, établissements publics à caractère scientifique et technologique, évaluation) ; M. Philippe Zeller (affaires internationales). M^{me} Delphine Reyre est attachée de presse.

[Né en avril 1952 à Etterbeek (Belgique), M. Paul Hermelin est administrateur civil. Affecté à la direction du budget après sa sortie de l'ENA en 1978, il fut chargé de mission auprès de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, de 1982 à 1984, puis auprès de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement et des transports, jusqu'en 1985. Il était chef du bureau des établissements civils à caractère administratif à la direction du budget, depuis mai 1986.]

La nouvelle grille d'Europe 1 Devenir une radio « offensive »

Europe 1 a choisi une pêche bleue pour nouveau symbole de la station et en profite pour modifier sa grille de programme. L'élite de la fréquence — Frank Ténat, Jacques Lehn, Jean-Pierre Elkabbach, Patrice Bianco-Francard et Jean-Pierre Jouvin — a présenté le fruit de ses travaux d'été sous l'aspect d'une énorme pêche bleue qui se déclinaire dès lundi sur les murs de France avec des croques aussi diverses qu'elle se croque matin, midi et soir et entre les repas », « elle donne du jus toute la journée » ou « elle nous fait partir de rire ».

Objectif : renouer avec « les trois D : dialogue, découverte et distraction ». Mais si l'ambition est de reconstruire son auditoire, Europe 1 n'en désire pas moins conserver une image de qualité et faire « une radio populaire mais non populiste ». La station s'en est donné les moyens,

avec sa campagne publicitaire qui dispose de fonds très importants qui lui permettent de s'offrir le luxe d'une campagne télévisée.

Les programmes, quant à eux, ont été remaniés. Jean Amadou et Maryse animeront la tranche horaire 8 h 30-11 h, Jean Roucas et Julie occuperont celle de 11 h-12 h 30, tandis que le comédien Serge Toubion (la voix française de Mike Hammer) continuera son émission d'été, « Crime Story ». Le week-end sera essentiellement consacré à la musique et au sport, avec Yves Bigot.

Cependant, le nouveauté devrait venir de l'information. Europe 1 envisage de passer du stade de radio « défensive » à celle d'une radio « offensive », concurrente des informations télévisées. Ses innovations seront dévoilées début septembre.

BOURSE DE PARIS Matinée du 19 août Mieux

Après une très légère baisse à l'ouverture (-0,08 %), l'indice général s'est mis à progresser un peu dans la matinée (+0,25 %).

Parmi les plus fortes hausses : Imetal (+4 %), Primagaz (+3 %), Pernod-Ricard (+3 %), Ball Equipment (+3 %), Darnat (+3 %). Et les plus fortes baisses : Saubois (-3 %), Hutchinson (-3 %), Crédit Lyonnais Cl (-3 %), Europe 1 (-2 %), UFB (-2 %).

Nominations à RFO

La direction de Radio France Outre-mer vient de procéder à la nomination de deux directeurs régionaux et d'un rédacteur en chef. En Martinique, M. Fred Jouhaud remplace au poste de directeur M. Guy Hourblain, rentré à Paris à sa demande. M. Fred Jouhaud, qui a effectué presque toute sa carrière dans les DOM-TOM, était directeur de RFO en Nouvelle-Calédonie de 1981 à 1986, puis directeur régional en Polynésie de juillet 1986 à juillet 1988.

A Mayotte, M. Guy Sarthoulet, qui vient d'être nommé à la direction de RFO Polynésie est remplacé par M. Yves Rambaud, rédacteur en chef dans plusieurs stations des DOM-TOM. M. Rambaud a effectué un bref passage à la direction de FR 3 Corse en 1987, avant d'être nommé au cabinet de M. André Girard, alors ministre de la défense.

Enfin, M. Louis Lara est nommé rédacteur en chef de RFO Guadeloupe à la suite de la démission de M. Gérard Moulinet. M. Lara était précédemment rédacteur en chef adjoint de FR 3 Poitiers.

EN BREF

- Accident d'escalade en Haute-Savoie : un mort, deux blessés. — Une fillette âgée de douze ans a été tuée et deux enfants âgés de onze ans ont été blessés, le mardi 16 août, par la chute de deux rochers. Les enfants, membres d'une colonie de vacances d'Auberivillers (Savoie-Saint-Germain), escaladaient un paroi d'environnement à l'alpinisme, le rocher de Gys, à Biot (Haute-Savoie). Considéré comme un endroit très sûr, ce rocher est souvent utilisé pour l'initiation à ce sport. Les enquêteurs se sont rendus au sommet pour tenter de déterminer les causes de l'accident qui, selon les premières constatations, aurait pu être provoqué par le passage d'un animal.
- Deux jeunes gens reconnaissent le meurtre d'une vieille dame. — Un jeune homme et une jeune fille, interceptés le mercredi 18 août en état d'ébriété, ont reconnu, selon les policiers, être les auteurs de l'agression d'une femme de soixante-quatre ans, retrouvée le jour même à demi-carbonisée dans la cave de son pavillon de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Les deux meurtriers présumés de Marcelle Roblot disent ses voisins. Dominique Grout, vingt-deux ans, et sa compagne, Christine Croiset, dix-neuf ans, auraient frappé puis étranglé la vieille dame pour lui voler ses économies. Les policiers ont retrouvé sur le jeune fille une somme de 1 050 francs. Près du corps de Marcelle Roblot gisait le cadavre de son chien, étranglé à l'aide d'une cordelette de nylon blanc.
- Un enseignant condamné pour attentats à la pudeur. — Un professeur de mathématiques, âgé de trente-quatre ans, a été condamné, le mercredi 18 août, par le tribunal correctionnel de Châtouaupar M. Yves Rambaud, rédacteur en chef dans plusieurs stations des DOM-TOM, M. Rambaud a effectué un bref passage à la direction de FR 3 Corse en 1987, avant d'être nommé au cabinet de M. André Girard, alors ministre de la défense.
- En fin, M. Louis Lara est nommé rédacteur en chef de RFO Guadeloupe à la suite de la démission de M. Gérard Moulinet. M. Lara était précédemment rédacteur en chef adjoint de FR 3 Poitiers.

Plusieurs centaines de morts dans l'attaque par la résistance d'une base soviéto-afghane

L'importante base soviéto-afghane de Kelagay, à environ 150 kilomètres au nord de Kaboul, a été presque entièrement détruite la semaine dernière à la suite d'une attaque de la résistance afghane, a-t-on appris le vendredi 19 août, de sources diplomatiques à Islamabad (le *Monde* du 20 août). Entre six cents et huit cents Soviétiques et Afghans ont été tués et d'importants stocks de carburant et de munitions — « pour deux ans », selon ces sources — ont été détruits, en même temps que des dizaines d'immenses.

Des photos prises par satellite avant et après l'incendie, et les explosions, témoignent de l'ampleur des dégâts au cours de ce qui est qualifié d'« opération militaire de plus meurtrière » depuis le début de l'intervention soviétique en 1979. — (AFP.)

La Gazelle de l'armée poursuit l'Ecurieul du SAMU

Depuis plusieurs jours, les hélicoptères de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) sont en alerte permanente pour tâcher de démasquer le « baron noir », ce mystérieux avion qui survole Paris la nuit au mépris de toutes les règles. Leur vigilance est telle que, la semaine dernière, un hélicoptère de combat du type Gazelle a pris en chasse un hélicoptère blanc du SAMU, de type Ecurieul, qui revenait de transporter un blessé à l'hôpital de Garches (Haute-de-Seine) et rentrait à sa base de Créteil (Val-de-Marne), dûment autorisé par la préfecture de police de Paris.

« L'hélicoptère de l'armée a suivi l'Ecurieul tous faux états, sans aucun contact radio, a expliqué le professeur Pierre Huguenard, responsable du SAMU 94. Il n'a décollé que lorsque notre hélicoptère s'est posé sur l'hélistation stannée à l'hôpital Henri-Mondor. »

RFA : après le dénouement sanglant de la prise d'otages de Gladbeck Polémique sur le rôle de la police et l'attitude des médias

La police ouest-allemande a mis fin par la force, le jeudi 18 août au début d'après-midi, à l'équipée sauvage engagée deux jours plus tôt par deux gangsters après le hold-up d'une banque de la Ruhr. Sur l'autoroute Cologne-Francfort, les policiers ont ouvert le feu sur la BMW des malfaiteurs qui, accompagnés d'une amie, avaient pris deux jeunes femmes en otage. Une de ces dernières a été tuée et l'autre grièvement blessée au cours de la fusillade. Blessés également, les gangsters ont été hospitalisés.

Comme beaucoup de journaux ouest-allemands, le *Städtische Zeitung* s'interroge sur la responsabilité de la presse pour avoir diffusé en direct les propos des ravisseurs. « La police a été incapable d'empêcher qu'un acte criminel devienne un spectacle public », regrette le quotidien de Munich. Le *Stuttgarter Zeitung* se demande, pour sa part, si « les méthodes des forces de l'ordre n'ont pas pu fonctionner parce que la presse a tout gâché en se mêlant de l'affaire (...). Les journalistes doivent observer et décrire un événement, pas tenter d'influencer son déroulement. »

« Même si nous vivons dans une société ouverte, qui veut toujours tout savoir précisément (...), les journalistes « en ont trop fait », estime un quotidien de la Sarre.

Sondage

En ce qui concerne la police, bien des questions restent sans réponse. Pourquoi ne pas avoir fait appel au « GSG 9 », le fameux commando anti-terroriste ouest-allemand ? Les polices régionales n'ont-elles pas présumé de leurs forces ? Pourquoi ne pas avoir donné l'assaut plus tôt ? Pourquoi l'aurait fait sur une autoroute, un lieu favorable à la prise d'otages la plus spectaculaire de l'histoire de la RFA, que des millions de témoins ont pu suivre pratiquement en direct sur leurs écrans, comme les épisodes d'un film policier.

Première séquence : images presque banales, voire grotesques ; on y voit, entre autres, un policier en maillot de bain remettre les clés du coffre de la banque aux gangsters. Le deuxième acte offre un spectacle consternant : Hans-Jürgen Röser donne une interview en direct à la télévision après s'être emparé d'un autobus et avoir pris en otage une trentaine de passagers. Il joue avec son pistolet devant la caméra.

Au troisième épisode, c'est le terreur. Les gangsters mettent le cap sur les Pays-Bas. On assiste, en direct toujours, à la mort d'un jeune Italien de quinze ans. Puis les protagonistes sont retrouvés à Cologne, dans une BMW fournie aux ravisseurs par la police néerlandaise. Ils l'ont obtenue en rendant l'autobus et en libérant ses occupants, à l'exception des deux jeunes femmes qui les suivront dans leur randonnée jusqu'au bout. Pour les deux bandits, c'est un vrai « coup » médiatique.

« Grogne » à la prison de Loos

Plus de deux cents détenus de la maison d'arrêt de Loos, près de Lille, ont refusé, le jeudi 19 août, de réintégrer leurs cellules à l'issue de la promenade de l'après-midi, pour protester contre leurs conditions de vie. Les prisonniers sont restés deux heures dans la cour avant de regagner leurs quartiers d'incarcération sans que la police, présente dans la prison, n'intervienne. Ils ont obtenu du directeur de l'établissement la possibilité de déposer un cahier de doléances, portant sur la surpopulation de la maison d'arrêt, l'hygiène et l'alimentation, auprès de l'administration pénitentiaire.

Ce mouvement de « grogne » a pour origine la forte chaleur qui régnait jeudi à Lille.

Le numéro du « Monde » daté du 19 août 1988 a été tiré à 476 125 exemplaires

Mort du gendarme blessé par un évadé de la prison d'Auxerre

Le maréchal des logis-chef Michel Astoul, trente ans, blessé à coups de couteau dans la nuit du 11 au 12 août à La Chaise-Dieu (Haute-Loire) par Thierry Courtois, vingt ans, un des deux évadés de la prison d'Auxerre, est mort le jeudi 18 août des suites de ses blessures à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris.

Alors que son collègue, Claude Mayeur, venait d'être assommé par Stéphane Bel, complice d'Évasion de Thierry Courtois, Michel Astoul avait ouvert le feu, blessant mortellement ce dernier. Mais avant de mourir Thierry Courtois avait eu le temps de porter plusieurs coups de couteau au maréchal des logis (le *Monde* daté 14-15 août).

Michel Astoul avait d'abord été hospitalisé au Puy, où son état semblait satisfaisant. Mais dimanche soir, après une brusque aggravation, il entra dans le coma et devait être transféré à l'hôpital du Val-de-Grâce.

Peu après la fusillade de La Chaise-Dieu, Stéphane Bel, blessé à l'abdomen, et Christine Schouteten, vingt ans, amie de Thierry Courtois, s'étaient enfuis à bord d'une voiture volée. Après rapidement, ils ont été inculqués et écroués à Lyon (le *Monde* du 16 août).


Michel Astoul est le huitième représentant des forces de l'ordre (gendarmes et policiers) tué depuis le début de l'année au cours d'affrontements avec des malfaiteurs des terroristes présumés ou des forcenés.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

A B C D E F G

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes ; également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Louis XV », (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Étonnante collection de lits de repos...



Rémy
Rémy : 80-82, rue de Flandre-Saint-Antoine 12', 43-43-65-56.

Le monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

A B C D E F G

Le monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

A B C D E F G

La vérité sur Prague

Prague

Admettons que la situation...
En 1988, au nom de la...
veramente limitée, le...
sauront à dater sa...
parti communiste étr...
Peut-être permettre...
des que le vent a tourné...
de contenir le...
à faire entendre la...
politique en reconnaissance...
« printemps de Prague »...
pas anticomuniste » ?

C'est la tourterelle qui...
aspect de la question...
« printemps » et « persis...
l'enthousiasme de l'ac...
direction tchécoslovaque...
pour être entièrement...
un courant réformiste...
matériel, à terme, à Pra...
Raste...
tchécoslovaquie, que l...
plémentaire justifié...
contraction totale...
principes d'indépendance...
nécessaire que M. G...
gave en mois de mars derri...
Le chef du Kremlin a su...
cause de années stationne...
breviement dans les...
convaincu qu'elle seule...
mettre à faire repartir...
soviétique sur des...
nouvelles. Ce n'est qu'en...
que cette autorité...
que au drame vécu par la...
discours deviendra un...
ment crédible. A quoi...
assembleur. La « maison...
européenne » qui...
être dite sur des pans ent...
l'histoire contemporaine...
Vieux Continent ?

Le monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

A B C D E F G

M 0146 0822 0 6 00 F
3790146006000 08220